

TEAM TENNIS TOUR

**EDITION
N°2**

RÈGLEMENTS SPORTIFS

Règlements sportifs

PRÉAMBULE

Ces règlements ont pour objet d'assurer le déroulement loyal de toute compétition dans le respect de l'éthique sportive. Ils doivent être interprétés en ce sens.

TITRE PREMIER

Règles générales

CHAPITRE I ► OBJET

Article 1

Les compétitions sportives organisées par la FFT, une ligue, un comité départemental ou un club affilié ou, sous le contrôle de la FFT, d'une de ses ligues ou d'un de ses comités départementaux sont soumises aux présents règlements sportifs. Les règlements spécifiques de chacune d'elles comprennent les principes et règles d'organisation établis en conformité avec les règlements administratifs.

Ces derniers édictent notamment les règles de compétences, de procédure et de recours applicables.

Article 2

L'organisation des compétitions et la participation à celles-ci sont soumises à l'autorisation de l'instance fédérale compétente. Cette autorisation peut être retirée par la même autorité en cas de constatation d'inexécution ou de violation des règlements.

CHAPITRE II ► LE JEU

Article 3 | Règles du jeu

Toutes les compétitions sont soumises aux règles du jeu de la Fédération Internationale de Tennis.

Article 4 | Code fédéral de conduite

Les dispositions relatives au Code fédéral de conduite figurent à l'article 94 des règlements administratifs.

CHAPITRE III ▶ LE JOUEUR

Article 5 | Dispositions générales

- ① Tout joueur* doit se conformer, sans restriction, aux dispositions des règlements administratifs régissant son statut (article 58).
- ② Un joueur ne peut prendre part aux compétitions définies à l'article 1 que :
 - a. s'il est licencié comme le précise l'article 60 des règlements administratifs ;
 - b. s'il est en possession de son attestation de licence, d'un certificat médical de non-contre-indication à la pratique du tennis en compétition (CMNCPTC) dans les conditions prévues aux articles 194 et 195 des présents règlements ;
 - c. si les délais et conditions de qualification prévus par les règlements sont observés ;
 - d. si, le cas échéant, il a payé les droits d'engagement ;
 - e. si, étant mineur, il a justifié de l'autorisation parentale ou de tutelle ;
 - f. s'il justifie de son identité par la production d'une pièce officielle avec photographie.
- ③ Tout joueur est tenu d'honorer les sélections départementales, régionales et nationales auxquelles il est appelé. En cas de refus de sélection, il devra fournir les éléments justifiant ce refus à l'organisme chargé de la sélection. En l'absence de justifications, le joueur s'expose à des sanctions prévues à l'article 87 des règlements administratifs de la FFT.

En cas de refus de sa désignation, le joueur ne pourra, sauf autorisation de l'organisme chargé de la sélection, prendre part à une compétition disputée à la même époque que la compétition pour laquelle il était désigné, le délai d'interdiction commençant quatre jours avant le début de cette compétition et se terminant huit jours après sa fin.

Article 6 | Catégories d'âge

- ① Le joueur doit satisfaire aux règlements propres au type de compétition à laquelle il prend part ou à la catégorie d'âge à laquelle il appartient.
- ② Les différentes catégories d'âge sont définies selon le tableau ci-après et sont valables, en ce qui concerne les compétitions autorisées par la Fédération Française de Tennis, pour la durée totale de l'année sportive, c'est-à-dire du 1^{er} octobre d'une année donnée au 30 septembre de l'année suivante.
- ③ L'année sportive porte le millésime de l'année civile débutant le 1^{er} janvier compris dans l'année sportive.
- ④ Les jeunes, filles et garçons, âgés de 7 ans et moins sont interdits de toute compétition.
- ⑤ La compétition des jeunes filles et garçons âgés de 8, 9 et 10 ans doit se dérouler en âge réel (cf. tableau ci-après).

* Dans tous les règlements, entendre par « joueur », joueur ou joueuse.

TABLEAU DES ANNÉES DE NAISSANCE DES JOUEURS DE CHAQUE CATÉGORIE

CATÉGORIES	2015
CATÉGORIES JEUNES	
- 8 ans	âge réel
- 9 ans	âge réel
- 10 ans	âge réel
- 11 ans	2004
- 12 ans	2003
- 13/14 ans	
- 13 ans	2002
- 14 ans	2001
- 15/16 ans	
- 15 ans	2000
- 16 ans	1999
- 17/18 ans	
- 17 ans	1998
- 18 ans	1997
CATÉGORIE SENIORS	1996 et av.
CATÉGORIES SENIORS PLUS	
- 35	1980 et av.
- 40	1975 et av.
- 45	1970 et av.
- 50	1965 et av.
- 55	1960 et av.
- 60	1955 et av.
- 65	1950 et av.
- 70	1945 et av.
- Messieurs 75	1940 et av.

L'année sportive étant établie du 1^{er} octobre 2014 au 30 septembre 2015.

Article 7 | Tenue vestimentaire

- ① Les joueurs doivent porter des vêtements de tennis.
- ② Le sigle ou logo de l'équipementier peut apparaître une fois sur chacun des vêtements ou chaussures, et doit mesurer au maximum 13 centimètres carrés.

En plus du sigle ou logo de l'équipementier de 13 centimètres carrés, un second sigle ou logo de 19,5 centimètres carrés maximum est autorisé sur chaque vêtement ou chaussure.

Pour les championnats de France par équipes, d'autres inscriptions sont autorisées (cf. article 116 des RS).

- ③ Pour toute compétition par équipes dans laquelle le joueur représente la France, il est tenu d'utiliser le survêtement et/ou la tenue de présentation spécifique de l'équipe de France.

CHAPITRE IV ► LA PARTIE

Article 8 | Catégories d'âge – Principe général

Les jeunes autorisés à participer à une compétition dans une catégorie d'âge supérieure ou les seniors plus qui participent à une compétition dans une catégorie d'âge inférieure jouent alors selon la réglementation propre à cette catégorie concernant le déroulement de la partie, la limitation par jour du nombre de parties et le repos en cours de partie ou entre deux parties, sauf exceptions stipulées à l'article 12, alinéas 4 et 6, ci-dessous.

Article 9 | Manches

Les compétitions seniors dames et messieurs, ainsi que les compétitions de toutes les catégories d'âge (17/18 ans, 15/16 ans, 13/14 ans, 12 ans, 11 ans, 10 ans, 9 ans, 8 ans, seniors plus) se disputent au meilleur des trois manches.

Article 10 | Point décisif

Le point décisif, tel que défini à l'annexe IV des règles du jeu, est applicable :

- à toutes les compétitions réservées aux 11 ans et moins, organisées sous le contrôle de la FFT ;
- à certaines compétitions individuelles réservées aux joueurs non classés et 4^e série à la condition que l'annonce en ait été faite avant le début de la compétition ;
- aux parties de double des compétitions par équipes visées à l'article 80, alinéas 1, 2, 3, 4, 5, 9 et 11 ;
- à toutes les parties de double des championnats de France individuels.

Article 10 bis | Jeu décisif

1 Principe général : Le jeu décisif, tel que défini à la règle du jeu numéro 5, est disputé à 6 jeux partout dans toutes les manches. Les scores possibles d'une manche sont : 6/0, 6/1, 6/2, 6/3, 6/4, 7/5 et 7/6.

2 Exceptions :

- a.** dans les compétitions à âge réel réservées aux 8, 9 et 10 ans se déroulant sur terrain orange, les deux premières manches sont disputées au meilleur des 3 jeux, avec application du point décisif, et jeu décisif à 2 jeux partout ; la troisième manche est disputée sous la forme d'un super jeu décisif à 10 points. Les scores possibles d'une manche sont : 3/0, 3/1 et 3/2 ;
- b.** dans les compétitions à âge réel réservées aux 9 ans se déroulant sur terrain vert, les deux premières manches sont disputées au meilleur des 4 jeux, avec application du point décisif, et jeu décisif à 3 jeux partout ; la troisième manche est disputée sous la forme d'un super jeu décisif à 10 points. Les scores possibles d'une manche sont : 4/0, 4/1, 4/2 et 4/3.
Il est également possible d'appliquer le format suivant : les deux premières manches sont disputées au meilleur des 3 jeux, avec application du point décisif, et jeu décisif à 2 jeux partout ; la troisième manche est disputée sous la forme d'un super jeu décisif à 10 points. Les scores possibles d'une manche sont : 3/0, 3/1 et 3/2 ;
- c.** dans les compétitions à âge réel réservées aux 10 ans se déroulant sur terrain vert, les deux premières manches sont disputées au meilleur des 5 jeux, avec application du point décisif, et jeu décisif à 4 jeux partout ; la troisième manche est disputée sous la forme d'un super jeu décisif à 10 points. Les scores possibles d'une manche sont : 5/0, 5/1, 5/2, 5/3 et 5/4.

Il est également possible d'appliquer le format suivant : les deux premières manches sont disputées au meilleur des 4 jeux, avec application du point décisif, et jeu décisif à 3 jeux partout ; la troisième manche est disputée sous la forme d'un super jeu décisif à 10 points. Les scores possibles d'une manche sont : 4/0, 4/1, 4/2 et 4/3 ;

- d.** dans le cadre des compétitions individuelles Tournois Multi-Chances (TMC) dames et Formules Multi-Chances (FMC) seniors plus tels que définis à l'article 51-C et D des présents règlements – réservées aux joueuses et joueurs non classés et 4^e série –, le format appliqué est le suivant : 2 premières manches à 4 jeux avec 2 jeux d'écart, application du point décisif, jeu décisif à 4 jeux partout ; la troisième manche est disputée sous la forme d'un super jeu décisif à 10 points. Les scores possibles d'une manche sont : 4/0, 4/1, 4/2, 5/3 et 5/4.

Article 10 ter | Super jeu décisif à 10 points

L'application du super jeu décisif à 10 points remplaçant la troisième manche, tel que défini à l'annexe IV des règles du jeu, est applicable :

- à toutes les parties de double des compétitions par équipes visées à l'article 80, alinéas **1**, **2**, **3**, **4**, **5**, **9** et **11** ;
- à toutes les parties de double des championnats de France individuels ;
- à toutes les parties de simple des compétitions âge réel 8, 9, et 10 ans ;
- à toutes les parties de simple des compétitions TMC dames et FMC seniors plus ;
- à toutes les parties de simple des catégories d'âge 70 ans et plus ;
- à toutes les parties de simple des championnats de France individuels 4^e série/non classés, ainsi qu'aux tournois 4^e série/non classés pour lesquels l'organisateur aura choisi ce format.

Ce super jeu décisif est comptabilisé comme une manche avec un jeu d'écart.

Article 11 | Déroulement de la partie – Principes généraux

- 1** Outre la disposition prévue à l'article 94 des règlements administratifs, et sauf disposition contraire stipulée par le règlement spécifique de la compétition, les règles du jeu et les présents règlements sportifs s'appliquent au cours d'une partie, c'est-à-dire entre l'instant où le serveur commence son geste pour le premier service du premier point et l'annonce finale du vainqueur.
- 2** Une partie ne peut être interrompue que sur décision du juge-arbitre. Dans le cas d'une partie arbitrée, celle-ci peut être interrompue par l'arbitre, avec confirmation par le juge-arbitre. Quand une partie a été interrompue, le jeu est repris au point où la partie a été abandonnée, au besoin sur un autre court, si possible dans les mêmes conditions d'occupation du terrain – sauf réglementation particulière aux championnats par équipes (cf. article 108).

Article 11 bis | Déroulement de la partie – Dispositions spécifiques pour les 8, 9 et 10 ans

- 1 8 ans** : la compétition homologuée des 8 ans se déroule sur un terrain orange de 18 m de long et de 8,23 m de large. La hauteur du filet se situe à 0,80 m. Elle se joue avec la balle orange (balle souple).
- 2 9 ans** : la compétition homologuée des 9 ans se déroule soit :
 - sur un terrain orange de 18 m de long et de 8,23 m de large, avec une hauteur de filet de 0,80 m ; balle orange utilisée (balle souple) ;
 - sur un terrain vert de 23,77 m de long et de 8,23 m de large, avec une hauteur de filet de 0,914 m. Elle se joue avec la balle verte (balle intermédiaire).

- 3 10 ans :** la compétition homologuée des 10 ans se déroule soit :
- sur un terrain orange de 18 m de long et de 8,23 m de large, avec une hauteur de filet de 0,80 m ; balle orange utilisée (balle souple) ;
 - sur un terrain vert de 23,77 m de long et de 8,23 m de large, avec une hauteur de filet de 0,914 m ; balle verte utilisée (balle intermédiaire) ;
 - pour les tournois nationaux uniquement : sur un terrain jaune de 23,77 m de long et de 8,23 m de large, avec une hauteur de filet de 0,914 m. Elle se joue avec la balle jaune (traditionnelle).

Article 12 | Limitation, par jour, du nombre de parties

- 1** Dans les compétitions 17/18 ans filles et garçons, et seniors dames et messieurs, un(e) joueur(se) ne doit pas disputer plus de 2 simples dans la journée et, dans tous les cas, pas plus de 3 parties au total.
- 2** Les 11 ans autorisés à participer aux compétitions individuelles 15 ans et plus, les 12 ans autorisés à participer aux compétitions individuelles 17 ans et plus et les 13/14 ans participant aux compétitions individuelles 17 ans et plus ne peuvent disputer plus de 2 parties par jour.
- 3** Dans les compétitions réservées aux 11 ans, 12 ans, 13/14 ans et 15/16 ans, un jeune ne doit pas disputer plus de 2 parties au total dans la journée.
- 4** Dans les compétitions disputées sur terrain orange réservées aux 8, 9 et 10 ans, un jeune ne doit pas disputer plus de 5 parties au total dans la journée, dont 4 simples maximum.
- 5** Dans les compétitions disputées sur terrain vert réservées aux 9 ans, un jeune ne doit pas disputer plus de 4 parties au total dans la journée, dont 3 en simple maximum lorsque la partie se déroule en 4 jeux, jeu décisif à 3/3 ; lorsque la partie se déroule en 3 jeux, jeu décisif à 2/2, il ne doit pas disputer plus de 5 parties au total dans la journée, dont 4 en simple maximum.
- 6** Dans les compétitions disputées sur terrain vert réservées aux 10 ans, un jeune ne doit pas disputer plus de 3 parties au total dans la journée, dont 2 en simple maximum lorsque la partie se déroule en 5 jeux, jeu décisif à 4/4 ; lorsque la partie se déroule en 4 jeux, jeu décisif à 3/3, il ne doit pas disputer plus de 4 parties au total dans la journée, dont 3 en simple maximum.
- 7** Quelle que soit la compétition à laquelle ils participent :
- les 35 et 45 ans ne peuvent disputer plus de 3 parties dans la journée dont au maximum 2 simples ;
 - les seniors plus des autres catégories ne peuvent disputer plus de 2 parties dans la journée, dont au maximum un simple pour les 65 ans et plus.
- 8** Si une partie n'a pu se terminer le jour où elle a commencé, la fin de cette partie, si elle excède 15 jeux, est considérée comme une partie entière pour le décompte du nombre de parties dans la journée.
- 9** Pour les compétitions TMC dames et FMC seniors plus, la limitation du nombre de parties de simple, est de 3 par jour.

Article 13 | Repos en cours de partie

Outre les dispositions figurant à la règle du jeu numéro 29, un repos de 10 minutes peut être pris entre la deuxième et la troisième manche dans les épreuves de simple réservées aux 45 ans et plus. Il faut l'accord des deux joueurs pour que ce repos facultatif ne soit pas pris.

Article 14 | Repos entre deux parties

-- Lorsqu'un joueur doit disputer 2 simples de suite, il doit lui être accordé, entre les deux

parties, un repos d'une heure et demie dans la catégorie seniors, et de 3 heures dans toutes les autres catégories d'âge **de 11 ans et plus (jeunes et seniors plus)**.

- Pour les joueurs 8, 9 et 10 ans, un repos de 30 minutes minimum doit être respecté entre deux parties.
- Dans les compétitions TMC dames et FMC seniors plus, le repos minimum entre deux parties est d'une heure.
- Si la fin d'une partie qui n'avait pu se terminer le jour où elle avait commencé n'excède pas 15 jeux, le repos entre cette fin de partie et la suivante peut être réduit à 30 minutes.
- Lorsqu'un joueur doit disputer un double à l'issue d'un simple ou d'un autre double, il doit lui être accordé un repos de 30 minutes entre ces deux parties.
- Dans les tournois, aucune partie ne peut être commencée après minuit et avant 7 heures.
- Un joueur ayant participé à une partie commencée entre 22 heures et minuit ne peut être convoqué à une partie suivante avant midi, le lendemain.

CHAPITRE V ► L'ARBITRAGE

Article 15

L'arbitrage des compétitions est confié d'une part à des juges-arbitres responsables de leur organisation sportive, de leur surveillance et de l'enregistrement des résultats dans l'AEI, d'autre part à des arbitres chargés, éventuellement avec l'assistance de juges de lignes, de la direction des parties.

La formation et les mises à niveau techniques des juges-arbitres et arbitres sont confiées à des formateurs.

Les arbitres, juges-arbitres et formateurs doivent être titulaires d'une licence de l'année sportive en cours.

V/1 – LE JUGE-ARBITRE

Article 16 | Attributions et modifications des différents niveaux de qualification

La qualification de juge-arbitre de compétitions par équipes (JAE) comporte sur le plan national trois niveaux – JAE 1, JAE 2 et JAE 3 – et celle de juge-arbitre de compétitions individuelles (JAT) deux niveaux – JAT 1 et JAT 2.

Cette qualification est conférée, pour les deux premiers niveaux de JAE et de JAT, par le Bureau de la ligue du licencié sur proposition de la Commission régionale d'arbitrage de cette ligue qui fait préalablement passer à l'intéressé l'examen requis pour la qualification concernée.

Le Bureau fédéral confère, sur proposition de la Commission fédérale d'arbitrage, la qualification de JAE 3 et, au vu des décisions prises par les instances internationales, celle de juge-arbitre international.

Les propositions de modifications de qualification sont soumises à l'approbation du Bureau de ligue pour les JAE 1, JAE 2, JAT 1 et JAT 2, et à celle du Bureau fédéral pour les JAE 3.

Article 16 bis | Confirmation d'aptitude

➊ Après attribution de leur qualification, les juges-arbitres sont inscrits sur une liste d'aptitude à l'exercice de leurs fonctions.

Cette liste est revue, sur la base de l'activité de chacun et de l'évaluation du niveau et de la qualité

de ses prestations :

- tous les deux ans, par la Commission fédérale d'arbitrage, pour les JAE 3 ;
- tous les ans, par les Commissions régionales d'arbitrage, pour les JAE 1, JAE 2, JAT 1 et JAT 2.

2 La liste des juges-arbitres internationaux est révisée tous les ans par le Bureau fédéral, sur proposition de la Commission fédérale d'arbitrage, compte tenu des listes arrêtées par les instances internationales.

Article 17 | Compétences

1 Compétences des JAE

- Le JAE 1 est compétent pour diriger, sur le territoire de la ligue à laquelle il appartient, toute rencontre par équipes de niveau départemental ou régional. Par dérogation, il peut être autorisé à juge-arbitrer toute rencontre par équipes de division qualificative à la phase nationale.
- Le JAE 2 est compétent pour diriger, sur le territoire de la ligue à laquelle il appartient, toute rencontre par équipes de niveau régional ou national, à l'exclusion de la première division. Les JAE 2 n'exercent leur fonction que sur le territoire de la ligue ayant délivré la qualification. Une dérogation peut leur être accordée sous réserve de l'accord formel de la ligue qui contrôle leur activité annuelle et de celui de la ligue où doit se dérouler la compétition concernée.
- Le JAE 3 est compétent pour diriger, sur le territoire national, toute rencontre nationale par équipes.
- Le juge-arbitre international a la même compétence que le JAE 3, étendue aux compétitions internationales.

2 Compétences des JAT

- Le JAT 1 est compétent pour organiser, au sein du club dans lequel il est licencié, des tournois internes, des tournois non-classés et 4^e série et des tournois de jeunes, à l'exclusion de ceux qui figurent sur une liste définie annuellement par la ligue et dont l'homologation requiert un JAT 2 ou de qualification supérieure. Il peut également être l'adjoint d'un juge-arbitre de qualification supérieure pour tout tournoi.
- Le JAT 2 est compétent pour organiser, sur le territoire de sa ligue, toute compétition individuelle homologuée par la Fédération Française de Tennis. Les JAT 2 n'exercent leur fonction que sur le territoire de la ligue ayant délivré la qualification. Une dérogation peut leur être accordée sous réserve de l'accord formel de la ligue qui contrôle leur activité annuelle et de celui de la ligue où doit se dérouler la compétition concernée.
- Le juge-arbitre international a la même compétence que le **FJAT 3**, étendue aux compétitions internationales.

Article 18 | Désignation

Compte tenu des dispositions ci-dessus, le juge-arbitre est désigné par la FFT, par les ligues ou les comités départementaux, s'il s'agit de championnats, et par le club organisateur s'il s'agit de tournois.

Article 19 | Attributions générales du juge-arbitre

Outre les attributions qui lui sont conférées par les articles 75, 91-B, 94, 95, 96 et 97 des règlements administratifs et ne sont pas référencées ci-dessous, le juge-arbitre doit veiller au respect des règles du jeu et des règlements sportifs. À ce titre :

1 Il se fait présenter par les joueurs l'attestation de licence, le certificat médical de non-contre-indication à la pratique du tennis en compétition, ainsi qu'une pièce d'identité officielle avec photographie.

- 2 Il doit exiger, en ce qui concerne les joueurs des catégories 13/14 ans et plus jeunes, les documents les autorisant à prendre part, le cas échéant, aux compétitions des catégories d'âge supérieures correspondantes, conformément aux dispositions des articles 202, 203 et 204 ci-après.
- 3 Il désigne l'arbitre de la partie et, éventuellement, les juges de lignes.
- 4 Il a le pouvoir de remplacer un arbitre de chaise ou un juge de ligne. Il ne doit le faire que si cette décision est nécessaire pour assurer le bon déroulement du jeu.
- 5 Il veille à ce que chaque partie soit disputée avec au minimum trois balles fournies par l'organisation et homologuées par la FFT ou conformes aux règles de la FFT, et décide du changement éventuel des balles au cours d'une partie.
- 6 Il peut déléguer temporairement ses pouvoirs dans le cadre de la définition de fonctions prévues à l'article 17.
- 7 Le juge-arbitre est responsable de la sincérité et de l'exactitude des résultats, ainsi que de la qualité de leur transcription.

Article 20 | Attributions spécifiques aux compétitions individuelles

- 1 Le juge-arbitre établit les tableaux, et, s'il y a lieu, les poules, dans le respect des règles indiquées aux articles 45 et suivants, et compte tenu des directives qu'il a reçues du comité du tournoi quant à la progression des épreuves. Lorsque le tableau final d'une épreuve privilégie le tirage au sort, ce dernier doit être public.
- 2 Il veille à la publication et à l'affichage en temps utile des tableaux et, s'il y a lieu, des poules, des horaires des parties, puis de leurs résultats.
- 3 Il prend toute décision utile pour que, dans un tournoi individuel, un joueur engagé dans deux ou plusieurs épreuves relatives à différentes catégories d'âge ne participe effectivement à ces diverses épreuves que dans la mesure où le déroulement des parties permet le respect des règles établies par les articles 12 et 14 ci-dessus.
- 4 Il procède à l'enregistrement des résultats conformément aux dispositions de l'article 35 des présents règlements sportifs.
- 5 Un juge-arbitre peut participer à une épreuve du tournoi qu'il juge-arbitre, à condition qu'il ne soit pas classé en 2^e série ou en 1^{re} série. Lorsqu'il prend lui-même part, en tant que joueur, au tournoi dont il a la responsabilité, il doit désigner un juge-arbitre suppléant qualifié, compétent selon les prescriptions de l'article 17, chargé d'assurer le bon déroulement du tournoi pendant la durée de sa/ses partie(s).

Article 21 | Attributions spécifiques aux compétitions par équipes

Le juge-arbitre doit :

- 1 Constater que chaque équipe est complète et donner connaissance, au capitaine de chaque équipe, de la liste des joueurs remise par le capitaine de l'équipe adverse ; donner rencontre perdue à l'équipe incomplète.
- 2 Empêcher un joueur de participer à la compétition s'il sait ou s'il est prouvé qu'il n'est pas qualifié et, s'il y a lieu, rétablir l'ordre de classement des joueurs de simple et des paires de double en se basant, pour ces dernières, sur les prescriptions des articles 41 et 42.
- 3 Recueillir les réclamations et les réserves sur la composition des équipes, sur la qualification des joueurs et sur tout autre objet, et ce à quelque moment que ce soit, et les consigner sur la feuille d'observation et de décision qu'il doit adresser au président de la Commission des épreuves par équipes compétente dans les 24 heures qui suivent la fin de la rencontre.
- 4 Exiger que tous les joueurs aient les pièces énumérées à l'article 104 et que toutes les parties soient jouées.

- 5 Si le règlement de l'épreuve le prévoit, déclarer partie perdue à l'équipe visitée lorsqu'il n'y a pas d'arbitre.
- 6 Rappeler au club visité que celui-ci doit saisir la feuille de matchs dans l'application fédérale de Gestion Sportive. L'envoi du feuillet bleu de la feuille de matchs à la ligue ou au comité départemental, selon le cas, est à la discrétion de la commission compétente.
- 7 Lorsque les doubles n'ont pas été disputés, en préciser la raison exacte sur la feuille d'observation et de décision.

V/2 – L'ARBITRE

Article 22 | Attributions et modifications des différents niveaux de qualification

La qualification d'arbitre, qui peut être délivrée à tout licencié de 13 ans et plus, comporte sur le plan national trois niveaux : A1, A2 et A3.

Les qualifications d'arbitre A1 et A2 sont conférées par le Bureau de la ligue du licencié sur proposition de la Commission régionale d'arbitrage de cette ligue qui fait préalablement passer à l'intéressé l'examen requis pour la qualification concernée.

Le Bureau fédéral confère, sur proposition de la Commission fédérale d'arbitrage, la qualification d'arbitre A3 et, au vu des décisions prises par les instances internationales, celle d'arbitre international. Les propositions de modifications de qualification sont soumises à l'approbation du Bureau de ligue pour les arbitres A1 et A2, et du Bureau fédéral pour les arbitres A3.

Article 22 bis | Confirmation d'aptitude

- 1 Après attribution de leur qualification, les arbitres sont inscrits sur une liste d'aptitude à l'exercice de leurs fonctions.

Cette liste est revue sur la base de l'activité de chacun et de l'évaluation du niveau et de la qualité de ses prestations :

- tous les 2 ans, par la Commission fédérale d'arbitrage, pour les arbitres A3 ;
- tous les ans, par les Commissions régionales d'arbitrage, pour les arbitres A1 et A2.

- 2 La liste des arbitres internationaux est révisée tous les ans par le Bureau fédéral, sur proposition de la Commission fédérale d'arbitrage, compte tenu des listes arrêtées par les instances internationales.

Article 22 ter | Compétences

- L'arbitre A1 est compétent pour arbitrer principalement des parties opposant des joueurs de 3^e série. Par dérogation, il peut être autorisé à arbitrer toute partie des championnats de France interclubs seniors, à l'exclusion de la 1^{re} division et de la division nationale 1A.
- L'arbitre A2 est compétent pour arbitrer des parties opposant des joueurs de 2^e série et toute partie des championnats de France interclubs seniors, à l'exclusion de la 1^{re} division.
- L'arbitre A3 est compétent pour arbitrer toute partie de compétitions homologuées par la FFT.
- L'arbitre badge blanc ou international a compétence pour diriger toute partie de compétitions nationales et des parties de compétitions internationales.

Article 23 | Désignation

L'arbitre de chaise est désigné par le juge-arbitre ainsi qu'il est dit à l'article 19.

Article 24 | Attributions de l'arbitre

Outre les attributions qui lui sont conférées par l'article 91-A des règlements administratifs et ne sont pas référencées ci-dessous :

- 1 L'arbitre de chaise est seul chargé du bon déroulement de la partie dans le respect des règles du jeu et du Code de conduite.
- 2 Il veille à ce que le filet, éventuellement soutenu par les piquets de simple, soit maintenu à la hauteur réglementaire pendant tout le cours de la partie.
- 3 Il est chargé de vérifier que les raquettes et la tenue vestimentaire des joueurs sont conformes aux règles du jeu et aux présents règlements.
- 4 Il fait procéder au tirage au sort pour le choix du côté ou du service.
- 5
 - a. Au début de chaque partie, il accorde aux joueurs une période d'échauffement par échange de balles. Cet échauffement est limité à 5 minutes.
 - b. En cas d'interruption d'une partie par suite de conditions rendant impossible l'utilisation du court, la période d'échauffement, à la reprise, sera également de 5 minutes, sauf si la partie reprend sur le même court après une interruption inférieure à 15 minutes : il n'y aura alors pas de période d'échauffement.
- 6 Il annonce à haute voix les fautes et les points et, après chaque jeu, les jeux et les manches.
- 7 Il inscrit les points et les jeux gagnés sur la feuille d'arbitrage, permettant la reconstitution point par point de la partie.
- 8 Il fait changer les joueurs de côté conformément aux dispositions des règles du jeu.
- 9 Il veille à la bonne tenue des joueurs, inflige s'il y a lieu les sanctions prévues au Code fédéral de conduite conformément à l'article 94 des règlements administratifs et en informe le juge-arbitre. Il fait notamment respecter la règle de la continuité du jeu entre les points et celle des 90 secondes lors des changements de côté.
- 10 Il veille aux changements de balles en cours de partie suivant les instructions données par le juge-arbitre.
- 11 Il remet au juge-arbitre, à la fin de chaque partie, la feuille d'arbitrage portant sa signature.
- 12 Il veille à ce qu'un joueur ne reçoive aucun conseil au cours d'une partie individuelle et que les conseils du capitaine lors d'une rencontre par équipes soient donnés conformément à l'article 110.
- 13 Si l'état du court se détériore ou devient dangereux, l'arbitre peut suspendre provisoirement le jeu, mais doit alors en référer immédiatement au juge-arbitre, qui pourra confirmer l'interruption de la partie ou ordonner que le jeu soit repris.

V/3 – LE FORMATEUR D'ARBITRES ET DE JUGES-ARBITRES

Article 25 | Attributions et modifications des différentes qualifications

La qualification de formateur d'arbitres (FA 3) et de formateur de juges-arbitres de compétitions individuelles (FJAT 3) est conférée par le Bureau fédéral sur proposition de la Commission fédérale d'arbitrage après évaluation ou examen.

La qualification de formateur d'arbitres (FA 2), de formateur de juges-arbitres de compétitions par équipes (FJAE 2) et de formateur de juges-arbitres de compétitions individuelles (FJAT 2) est conférée par le Bureau de ligue sur proposition de la Commission régionale d'arbitrage après évaluation ou examen.

Article 25 bis | Confirmation d'aptitude

Après attribution de leur qualification, les formateurs sont placés sur une liste d'aptitude à l'exercice de leurs fonctions.

La liste des formateurs de niveau 3 est revue tous les 2 ans par la Commission fédérale d'arbitrage, sur la base de l'activité de chacun et de l'évaluation du niveau et de la qualité de ses prestations.

Les propositions de modifications de qualification sont soumises à l'approbation du Bureau fédéral.

La liste des formateurs de niveau 2 est revue tous les 2 ans par la Commission régionale d'arbitrage, sur la base de l'activité de chacun et de l'évaluation du niveau et de la qualité de ses prestations.

Les propositions de modifications de qualification sont soumises à l'approbation du Bureau de ligue.

Article 25 ter | Compétences

Le FA 3 est compétent pour organiser les formations, les mises à niveau techniques, les évaluations et les examens d'arbitres A1 et A2, et de formateurs d'arbitres FA 2.

L'arbitre « badgé » par les instances internationales est compétent pour prendre en charge des formations, mises à niveau techniques, évaluations et examens d'arbitres de qualification inférieure.

Le JAE 3 est compétent pour organiser les formations, les mises à niveau techniques, les évaluations et les examens de juges-arbitres de compétitions par équipes JAE 1 et JAE 2, et de formateurs de juges-arbitres de rencontres par équipes FJAE 2.

Le FJAT 3 est compétent pour organiser les formations, les mises à niveau techniques, les évaluations et les examens de juges-arbitres de tournois internes, de jeunes et de tournois ouverts de ligue JAT 1 et JAT 2, et de formateurs de juges-arbitres de tournois FJAT 2. Il est également compétent pour organiser toute compétition individuelle fédérale sur le territoire national.

Le FA 2 est compétent pour organiser les formations, les mises à niveau techniques, les évaluations et les examens d'arbitres A1 et A2.

Le FJAE 2 est compétent pour organiser les formations, les mises à niveau techniques, les évaluations et les examens de juges-arbitres de compétitions par équipes JAE 1 et JAE 2.

Le FJAT 2 est compétent pour organiser les formations, les mises à niveau techniques, les évaluations et les examens de juges-arbitres de tournois internes et de jeunes et de tournois ouverts de ligue JAT 1 et JAT 2.

Article 26 | Les juges de lignes

❶ Les juges de lignes sont désignés par le juge-arbitre. Ils secondent l'arbitre en annonçant à haute voix les balles « fautes » mais celles-là seulement, sans attendre que l'arbitre les questionne, et en utilisant les gestes conventionnels.

❷ Les juges de lignes de fond annoncent aussi les fautes de pied, sauf s'il y a un juge des dites fautes.

❸ Leur décision est définitive sauf si l'arbitre de chaise estime qu'une erreur évidente a été commise (cf. art. 91-A des règlements administratifs). Si un juge de ligne déclare avoir été dans l'incapacité de juger une balle, l'arbitre de chaise peut se prononcer à sa place, s'il a pu juger lui-même le point, sinon il fait rejouer le point (cf. règles du jeu numéro 29).

Articles 27 à 33 (réservés)

CHAPITRE VI ► LE CLASSEMENT

Article 34 | Les quatre séries

- 1 La Commission fédérale de classement a pour mission de préparer le classement des joueurs et des joueuses de 1^{re} série et de proposer celui de 2^e, 3^e et 4^e série.
- 2 Le Bureau fédéral arrête chaque année, après étude des propositions de la Commission fédérale de classement, la liste des joueurs et joueuses admis en 1^{re} série, avec leurs numéros d'ordre.
- 3 Pour les 2^e, 3^e et 4^e série, le Bureau fédéral arrête chaque année, sur proposition de la Commission fédérale de classement :
 - le nombre d'échelons ;
 - le barème de calcul du bilan avec les différentes bonifications et pénalisations, et les normes de changement d'échelon.
- 4 Le Bureau fédéral arrête également la liste et les numéros des joueuses et joueurs qui, classés en 1^{re} série l'année précédente et ayant dû interrompre leur activité pour cause de blessure ou maladie, se sont vus proposer un numéro « bis » par la Commission fédérale de classement, hors contingents de la 1^{re} série, pour une année seulement.

Article 35 | Enregistrement des résultats

1 Enregistrement

L'enregistrement des résultats des compétitions homologuées s'effectue obligatoirement à partir des applications fédérales de Gestion Sportive pour les compétitions par équipes et AEI pour les épreuves individuelles.

Le club d'accueil est responsable de l'enregistrement des résultats dans l'application de Gestion Sportive.

Le juge-arbitre est responsable de l'enregistrement des résultats dans l'AEI, mais le club doit toutefois s'assurer que ceux-ci ont bien été enregistrés.

2 Délais

Dans tous les cas, le club organisateur est responsable du respect des délais de transmission des résultats. Dès la clôture de l'épreuve par le juge-arbitre, les résultats sont transmis par voie informatique aux délégués régionaux désignés à cet effet par chacune des ligues. Après contrôle, la ligue doit valider, sous 15 jours maximum, l'exactitude des résultats transmis. Les résultats ainsi validés sont pris en compte pour le calcul du classement.

La date limite d'enregistrement des résultats est fixée, chaque année, par la Commission fédérale de classement. En cas de non-transmission des résultats dans les délais fixés par celle-ci, le club organisateur est passible de sanctions, conformément aux dispositions de l'article 86 des règlements administratifs.

3 Rectification

Tout joueur classé ou susceptible de figurer au classement et demandant une rectification de son classement, doit joindre à sa demande, adressée au président de la Commission régionale de classement de sa ligue, un état récapitulatif de tous ses résultats obtenus, victoires et défaites, au cours de l'année sportive écoulée, dans les compétitions homologuées par la FFT.

Article 36 | Le classement de 1^{re} série

Sur proposition de la Commission fédérale de classement, le Bureau fédéral classe, chaque année, 20 joueuses et 30 joueurs en 1^{re} série. Les classements de 1^{re} série féminine et masculine sont établis en 2 phases :

A. Première phase

Sur proposition de la Commission fédérale de classement, le Bureau fédéral valide les classements de 1^{re} série féminine et masculine, établis au vu des résultats obtenus lors de l'année sportive fédérale (du 1^{er} octobre au 30 septembre). Les 5 premiers sont non numérotés et classés par ordre alphabétique, les suivants sont numérotés de 6 à 20 pour les joueuses et de 6 à 30 pour les joueurs.

B. Seconde phase

À l'issue des masters des circuits professionnels WTA et ATP, la Commission fédérale de classement numérote les 5 premières joueuses et les 5 premiers joueurs sur la base des résultats qu'ils ont obtenus durant la période servant au calcul des classements WTA et ATP (du 1^{er} janvier à la fin des masters de l'année en cours), et propose cette numérotation au Bureau fédéral pour validation.

Article 37 | Le classement des 2^e, 3^e et 4^e série

Il est préparé par l'ordinateur en 2 phases principales.

A. Calcul brut par application des barèmes de classement

B. Harmonisation de la pyramide des classements obtenus

A. Première phase : le calcul du classement

- ① Le classement est établi en fonction de règles, barèmes de calcul et normes de changement d'échelon fixés par le Bureau fédéral sur proposition de la Commission fédérale de classement.
- ② Le classement de chaque compétiteur est calculé par étapes successives, en fonction des classements de chacun de ses adversaires, tous ces classements évoluant lors des différents passages dans l'ordinateur : les bilans en points de chaque compétiteur sont réévalués, à chaque passage de calcul, d'après les nouveaux classements déterminés à l'issue du passage précédent, jusqu'à stabilisation de l'ensemble des classements obtenus.

B. Seconde phase : l'harmonisation

- ① À l'intérieur de chaque échelon, il est procédé à une classification suivant la valeur du dernier bilan calculé. Une fois cette classification établie, l'ordinateur effectue des transferts de joueurs d'un échelon à un autre en commençant par le plus haut classement de façon à réaliser la pyramide de classement prévue.
- ② La Commission fédérale de classement arrête, après étude des bilans des joueurs et joueuses classés par l'ordinateur la liste et les numéros d'ordre des joueurs et joueuses qui constitueront :
 - chez les messieurs, les échelons Top 60 et Top 100, à partir du n° 31 ;
 - chez les dames, les échelons Top 40 et Top 60, à partir du n° 21.

Article 38 | Dispositions particulières

A. Classements bloqués – Descente

- ① Sont susceptibles de bénéficier d'une mesure de blocage de leur classement les joueuses licenciées qui, en raison d'une maternité, ont été empêchées de participer aux compétitions pendant au moins 5 mois de l'année sportive.

- ② Sont également susceptibles de bénéficier d'une mesure de blocage de leur classement les joueuses et joueurs licenciés et classés en 1^{re} série uniquement qui peuvent justifier d'un arrêt pour blessure et/ou maladie d'au minimum 5 mois, dont 12 semaines consécutives ; ces joueuses et joueurs conserveront leur numéro en 1^{re} série. Cette mesure de blocage n'est toutefois pas reconductible 2 années sportives consécutives.
- ③ Tout licencié classé, qu'il ait ou non participé à des compétitions homologuées au cours de l'année sportive, ne peut descendre de plus d'un échelon au classement de l'année suivante :
- ④ Exception :
 - tout joueur ayant 5 WO descend d'un échelon supplémentaire par rapport à son classement calculé ;
 - tout joueur classé en 2^e série ayant un différentiel victoires/défaites très négatif (déterminé selon le barème figurant sur le mémo Classement) descendra d'un échelon supplémentaire par rapport à son classement calculé.

Ces 2 exceptions sont cumulables. Ainsi, un joueur 2^e série peut descendre la même année sportive de 3 échelons.

B. Bonus des championnats individuels

① Championnat de France 2^e série

- Le joueur qui a gagné le championnat de France 2^e série passe de droit en 1^{re} série.
- Le finaliste est crédité de 2 victoires au niveau du dernier joueur de la 1^{re} série.
- Chaque demi-finaliste est crédité d'une victoire au niveau du dernier joueur de la 1^{re} série.
- Chaque quart-de-finaliste est crédité d'une victoire **en Top 60 pour les messieurs, et Top 40 pour les dames.**

② Championnat de France 3^e série

- Le joueur qui a gagné le championnat de France 3^e série est crédité d'une victoire à +2/6 et passe de droit en 2^e série.
- Le finaliste est crédité d'une victoire à +4/6.

③ Championnat de France 4^e série/non-classés

- Le joueur qui a gagné le championnat de France 4^e série/non-classés est crédité d'une victoire à 15/2 et passe de droit en 3^e série.
- Le finaliste est crédité d'une victoire à 15/4.

④ Championnat de ligue de 2^e série et de 3^e série

Le vainqueur d'un championnat de ligue de 2^e série **ou de 3^e série** est crédité d'une victoire à l'échelon **(au jour de la rencontre)** immédiatement supérieur à celui du joueur le mieux classé ayant **effectivement participé et été battu sur le terrain**, à l'exception de lui-même. S'il est lui-même le seul joueur au classement le plus élevé, il est crédité d'une victoire à égalité de son propre classement.

⑤ Championnat de ligue de 4^e série/non-classés

Le vainqueur et le finaliste d'un championnat de ligue de 4^e série sont crédités d'une victoire supplémentaire à 30.

⑥ Championnat de ligue de jeunes et de seniors plus

Quel que soit le nombre de joueurs ayant participé à la compétition, le vainqueur d'un championnat de ligue de jeunes et de seniors plus est crédité d'une victoire à l'échelon **(au jour de la rencontre)** du joueur le mieux classé ayant effectivement participé et été battu sur le terrain, à l'exception du vainqueur lui-même.

⑦ Nombre de bonus pris en compte dans le calcul du classement

- Le nombre de bonus, parmi les victoires prises en compte, est limité à 2 lors de chaque calcul du classement.
- 15 points par partie gagnée (WO et bonus exclus) sont attribués aux participants des championnats individuels. Le nombre de parties prises en compte est limité à 3, soit 45 points, par joueur et par année sportive.

C. Compétitions âge réel 8, 9 et 10 ans

Les résultats des compétitions des 8, 9 et 10 ans ne sont pas pris en compte pour le classement calculé informatiquement, et par conséquent ne peuvent donner lieu à l'attribution d'un classement.

Pour les joueurs de 8, 9 et 10 ans, il est établi un système de hiérarchisation, par niveau.

Deux niveaux de jeu existent en 8 ans : orange niveaux 1 et 2.

Quatre niveaux de jeu existent en 9 ans : orange niveau 1, vert niveaux 2, 3 et 4.

Cinq niveaux de jeu existent en 10 ans : orange niveau 1, vert niveaux 2, 3, 4 et 5.

Les résultats des 10 ans sont pris en compte et donnent lieu à une éventuelle équivalence de classement le jour de leurs 11 ans.

D. Abandon en cours de partie

- ① En cas d'abandon en cours de partie, quel que soit le score, le résultat enregistré est la défaite pour le joueur qui abandonne, et la victoire pour son adversaire.
- ② Un abandon en cours d'échauffement est assimilé à un forfait.

E. Assimilation à un classement

L'assimilation à un classement est l'**attribution d'un classement non calculé** en cours d'année sportive par la Commission fédérale de classement sur la base d'informations fiables concernant le niveau du joueur ou de la joueuse.

- ① Assimilation à un classement pour reprise de compétition
Tout joueur ayant demandé à ne plus figurer au classement officiel de la FFT, ainsi que tout ancien classé en 4^e, 3^e, 2^e ou 1^{re} série a l'obligation, s'il souhaite reprendre la compétition, de demander avant le début de la compétition à laquelle il souhaite prendre part, une assimilation à un classement à la Commission fédérale de classement, par l'intermédiaire de sa ligue. Un tel joueur ou une telle joueuse participant à un championnat de non-classés ou de 4^e série sans avoir, au préalable, demandé une assimilation à un classement ne sera pas autorisé à poursuivre la compétition s'il lui est attribué un classement en 3^e ou 2^e série.
- ② Assimilation à un classement en cours d'année sportive
En cours d'année sportive, la Commission fédérale de classement peut, à tout moment, délivrer à un joueur sur demande de sa ligue, une assimilation à un classement (en précisant sa date d'entrée en vigueur) :
 - le changement de classement doit être au minimum de 3 échelons pour le joueur **classé en 4^e ou 3^e série, et de 2 échelons pour le joueur classé en 2^e série** ;
 - dans le cas d'un joueur nouvellement licencié, son assimilation est déterminée en fonction d'informations fiables concernant son niveau.
- ③ **Pour les 2^e série**, la Commission fédérale de classement délivre au joueur une attestation d'assimilation à un classement, en précisant sa date d'entrée en vigueur.
Pour les 3^e et 4^e série, la Commission régionale de classement délivre au joueur une attestation d'assimilation à un classement, en précisant sa date d'entrée en vigueur.

- ④ Un joueur non classé peut être proposé par le président du club au classement 40 ; ce classement est enregistré par la ligue. Si un tel joueur n'a gagné aucun match, son classement ne sera pas calculé.

En aucun cas un joueur détenteur d'un niveau présumé ne peut :

- prendre part à une épreuve par équipes ;
- figurer sur la liste des joueurs telle que définie aux articles 84 à 87 inclus.

Article 39 | Classements intermédiaires

① Deux classements intermédiaires sont arrêtés, par année sportive, par le Bureau fédéral, sur proposition de la Commission fédérale de classement : un mi-février, et un autre mi-juin.

② Principe

À l'exception des règles spécifiques indiquées ci-dessous, les règles prises en compte sont identiques à celles utilisées pour le classement final publié à l'issue de l'année sportive.

Règles spécifiques :

- a) Tous les échelons du classement sont concernés, à l'exception de la 1^{re} série.
 - b) Les compétiteurs ne peuvent en aucun cas descendre de leur échelon d'origine.
 - c) Le calcul est effectué sur un seul passage informatique.
 - d) Le calcul est établi sur la base des résultats enregistrés à la FFT à la date limite de prise en compte des résultats.
 - e) La valorisation des victoires est effectuée en fonction du dernier classement publié des adversaires.
 - f) Aucune phase d'harmonisation de la pyramide des classements.
 - g) La procédure de rectification définie à l'article 35-③ ne s'applique pas aux classements intermédiaires.
 - h) Les classements intermédiaires de février et de juin concernent les joueurs âgés de 11 ans révolus et plus.
- ③ Les dates limites de prise en compte des résultats enregistrés et les dates d'entrée en vigueur des classements intermédiaires sont fixées chaque année par le Bureau fédéral, sur proposition de la Commission fédérale de classement.
- ④ Pour le calcul du classement en fin d'année, seront pris en compte tous les résultats de l'année sportive, mais le classement d'origine pris en compte sera le dernier classement publié.
- ⑤ Les joueurs qualifiés pour un championnat individuel (régional et/ou national) par série de classement conserveront leur qualification, même s'ils ont changé de série aux classements intermédiaires.
- ⑥ De même, les joueurs qualifiés, dans le cadre d'un circuit de tournois, pour le « Masters » ou tournoi final du circuit, conserveront leur qualification, même s'ils ont changé de série aux classements intermédiaires.

Article 40 | Classement de simple

NC (non classé)	
40 30/5 30/4 30/3 30/2 30/1	4 ^e série
30 15/5 15/4 15/3 15/2 15/1	3 ^e série
15 5/6 4/6 3/6 2/6 1/6 0 -2/6 -4/6 -15 Top 100/Top 60 Top 60/Top 40	2 ^e série de n° 61 à n° 100 max. pour les messieurs/ de n° 41 à n° 60 max. pour les dames de n° 31 à n° 60 max. pour les messieurs/ de n° 21 à n° 40 max. pour les dames
1 ^{re} série	de n° 1 à n° 30 pour les messieurs/de n° 1 à n° 20 pour les dames

NB : les joueurs de simple numérotés sont hiérarchisés dans les compétitions en fonction de leur numéro.

Article 41 | Classement de double – Principes généraux

- 1 Le Bureau fédéral, sur proposition de la Commission fédérale de classement, établit chaque année un classement de double en 1^{re} série.
- 2 Les joueurs de 2^e, 3^e et 4^e série ont un classement de double correspondant à leur classement de simple, sauf dérogation exceptionnelle accordée par le Bureau fédéral à quelques joueurs classés en simple en 2^e série.
- 3 Le classement d'une équipe de double est obtenu par addition des points correspondant aux classements de double des 2 joueurs qui la composent. À cet effet sont attribués :
 - +19 points au joueur non classé en double ;
 - +18 points au joueur classé 40 en double ;
 - +17 points au joueur classé 30/5 en double ;
 - +16 points au joueur classé 30/4 en double ;
 - +15 points au joueur classé 30/3 en double ;

+14 points au joueur classé 30/2 en double ;
 +13 points au joueur classé 30/1 en double ;
 +12 points au joueur classé 30 en double ;
 +11 points au joueur classé 15/5 en double ;
 +10 points au joueur classé 15/4 en double ;
 +9 points au joueur classé 15/3 en double ;
 +8 points au joueur classé 15/2 en double ;
 +7 points au joueur classé 15/1 en double ;
 +6 points au joueur classé 15 en double ;
 +5 points au joueur classé 5/6 en double ;
 +4 points au joueur classé 4/6 en double ;
 +3 points au joueur classé 3/6 en double ;
 +2 points au joueur classé 2/6 en double ;
 +1 point au joueur classé 1/6 en double ;

0 point au joueur classé 0 en double ;
 -1 point au joueur classé -2/6 en double ;
 -2 points au joueur classé -4/6 en double ;
 -3 points au joueur classé -15 en double ;
 -4 points au joueur classé **Top 100 messieurs/Top 60 dames** en double ;
 -5 points au joueur classé **Top 60 messieurs/Top 40 dames** en double ;
 de -6 à - 0 points au joueur classé en 1^{re} série en double.

L'équipe dont le total est le moins élevé est la mieux classée.

Article 42 | Classement de double – Dispositions diverses

1 Têtes de série

Si plusieurs équipes ont le même total de points, leur ordre est indifférent, sauf :

- lorsque, en double dames et double messieurs, les équipes comprennent un non-classé ; elles sont alors placées après les équipes composées de 2 classés ;
- en double mixte, où l'équipe du joueur le mieux classé est classée en tête.

2 Classements intermédiaires

Tout joueur montant en simple d'un ou plusieurs échelons aux classements intermédiaires voit son classement de double réévalué au même classement que son nouveau classement de simple.

3 Attestations de classement de double

La Commission fédérale de classement peut, à tout moment, délivrer à un joueur, à sa demande, une attestation de classement de double, en précisant sa date d'entrée en vigueur.

Article 43 | Publication

La FFT publie le classement des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e série, le classement des seniors plus et le classement de double, dans des conditions fixées chaque année par le Bureau fédéral.

Elle publie également, en cours d'année sportive, le rectificatif officiel du classement, puis les 2 classements intermédiaires.

TITRE DEUXIÈME

Compétitions individuelles

CHAPITRE I ► RÈGLES COMMUNES

I/1 – DÉFINITION

Article 44

- 1 Les compétitions individuelles homologuées par la FFT comprennent :
 - les championnats de France ;
 - les championnats de ligue et les championnats départementaux ;
 - les tournois organisés par la FFT, les ligues, les comités départementaux et les clubs affiliés, ou, sous le contrôle de la FFT, d'une de ses ligues ou d'un de ses comités départementaux.
- 2 Toute compétition individuelle, tournoi ou championnat, doit être gérée avec l'Application des Épreuves Individuelles (AEI).

I/2 – RÈGLES RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT DES DIFFÉRENTS TYPES DE TABLEAUX DE COMPÉTITIONS INDIVIDUELLES

Article 45 | Généralités

- 1 Préambule :
 - Les règles stipulées aux articles 45 à 52 ci-dessous s'appliquent indifféremment aux épreuves de simple ou de double ;
 - pour l'application de ces articles, le niveau dit « non-classé » est considéré comme le dernier échelon dans la hiérarchie du classement fédéral.
 - pour les compétitions à âge réel (8, 9 et 10 ans), la hiérarchisation des niveaux de jeu doit être respectée, au même titre que les classements, dans l'établissement des tableaux.
- 2 Différents types de tableaux :

Le tableau ou les tableaux de progression peuvent être de différents types :

 - tableau à départ en ligne, cf. article 47 ;
 - tableau à entrées échelonnées, cf. article 48 ;
 - tableau à sections, cf. article 49 ;
 - tableau final, cf. article 50.
- 3 Règles générales
Dans tous les cas, les 4 règles suivantes doivent être observées :
 - a. Tous les joueurs d'un même classement doivent entrer au même tour, ou sur 2 tours consécutifs ; il en va de même des qualifiés entrant dans un tableau, quel que soit leur classement.
 - b. Sauf dans le cas de qualifiés, il est interdit de faire entrer un joueur plus loin (c'est-à-dire aux tours suivants) qu'un joueur d'un classement supérieur au sien.
 - c. Sauf dans un tableau final à départ en ligne privilégiant le tirage au sort (article 50), il est interdit de faire rencontrer 2 qualifiés issus d'un tableau précédent pour leur première partie dans le tableau.
 - d. Tous les qualifiés sortant d'un tableau doivent être connus au même tour.

Article 46 | Têtes de série – Qualifiés

A. Têtes de série

- ① Dans tout tableau comportant des joueurs classés, les mieux classés d'entre eux doivent être placés de façon à se rencontrer le plus tard possible ; ils sont appelés têtes de série.
Tout tableau doit présenter des têtes de série, à l'exclusion de ceux qui ne comportent que des non-classés. Un joueur non classé peut être tête de série.
- ② Le nombre de têtes de série doit être :
 - égal au minimum au huitième et au maximum à la moitié de l'effectif total du tableau ;
 - au moins égal au nombre de joueurs appelés à se qualifier pour le tableau suivant.
- ③ La numérotation des têtes de série doit suivre l'ordre du classement officiel ; en cas d'égalité de classement, il est procédé à un tirage au sort.
Toutefois, dans le cas particulier de circuits comportant plusieurs tournois avec classement général, la désignation et la numérotation des têtes de série peuvent obéir à des règles particulières, précisées à l'avance dans le règlement du circuit.
- ④ Les joueurs étrangers peuvent être désignés comme têtes de série, en fonction de leur classement français, de leur assimilation ou de leur niveau présumé attribué, à titre temporaire, par la FFT.
- ⑤ **a.** Dans un tableau à départ en ligne ou à entrées échelonnées, les têtes de série doivent être placées :
 - en haut des moitiés, quarts, huitièmes ou autres fractions du demi-tableau haut ;
 - en bas des moitiés, quarts, huitièmes ou autres fractions du demi-tableau bas.**b.** Dans un tableau à sections, la tête de série numéro 1 est placée en bas de la section inférieure, la tête de série numéro 2 en bas de la section située immédiatement au-dessus, et ainsi de suite. Si le nombre de têtes de série est supérieur au nombre de sections, après avoir placé, de bas en haut, une tête de série par section, on place les têtes de série suivantes de haut en bas, puis, éventuellement, à nouveau de bas en haut, et ainsi de suite.
- ⑥ Les numéros des têtes de série doivent figurer sur les tableaux.

B. Qualifiés

Les règles suivantes complètent celles énoncées à l'article 45 alinéa 3.

- ① La répartition des qualifiés entrant dans les places qui leur sont réservées se fait par tirage au sort.
- ② Si, au cours de l'établissement d'un tableau, on a le choix entre plusieurs places possibles pour un qualifié, on effectue un tirage au sort pour déterminer la place de ce qualifié ; si, toutefois, le choix réside entre une position d'exempt et une position dite en pré-tour, le qualifié doit être placé en pré-tour.

Article 47 | Tableau à départ en ligne – Exempts

① Un tableau est dit à départ en ligne lorsque tous les joueurs entrent sur un ou 2 tours consécutifs, et qu'il désigne le vainqueur de l'épreuve ou qualifie un nombre de joueurs égal à une puissance de 2 (2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, etc.) pour le tableau suivant.

Lorsque l'effectif du tableau est lui-même une puissance de 2, tous les joueurs prennent part au premier tour ; dans le cas contraire, certains d'entre eux sont exempts et n'entrent qu'au deuxième tour.

- ② La dimension d'un tableau est la puissance de 2 immédiatement supérieure à l'effectif du tableau.
- ③ Le nombre des exempts est la différence entre la dimension du tableau et son effectif.

- 4 a.** Lorsque le nombre des exempts est inférieur à celui des têtes de série, les têtes de série exempts sont les premières têtes de série.
 - b.** Lorsque le nombre des exempts est supérieur à celui des têtes de série, les places des joueurs directement admis, exempts et non-têtes de série sont déterminées comme s'il s'agissait de têtes de série.
 - c.** En l'absence de tête de série (tableau de non-classés), les places des exempts sont déterminées comme s'il s'agissait de têtes de série.
- 5** Une place par fraction du tableau doit être réservée pour les qualifiés issus du tableau précédent, éventuellement en position d'exempt.

Article 48 | Tableau à entrées échelonnées

- 1** Un tableau est dit à entrées échelonnées lorsque les joueurs entrent sur au moins 3 tours.
- 2** Les têtes de série doivent être placées conformément aux dispositions de l'article 46 précédent.
- 3** Les places réservées aux éventuels qualifiés du tableau précédent doivent être harmonieusement réparties dans les diverses fractions du tableau ; elles ne peuvent se trouver qu'aux 2 premiers tours.

Article 49 | Tableau à sections

- 1** Un tableau à sections est un tableau qualifiant un nombre de joueurs différent d'une puissance de 2.
- 2** Un tableau à sections est constitué d'autant de tableaux, appelés sections, que de joueurs à qualifier.
- 3** Les règles énoncées à l'article 45 alinéa **3** ci-dessus doivent être respectées par le tableau, considéré dans sa globalité.
- 4** Chaque section constitue à elle seule un tableau, établi selon les règles 47 ou 48 relatives aux tableaux à départ en ligne ou à entrées échelonnées.
- 5** Chaque section doit compter le même nombre de têtes de série.
- 6** Les têtes de série doivent être placées conformément aux dispositions de l'article 46 précédent.

Article 50 | Tableau final

- 1** Le tableau final d'une épreuve peut être à départ en ligne ou à entrées échelonnées.
- 2** Le tableau final à entrées échelonnées est établi conformément aux dispositions de l'article 48 ci-dessus.
- 3** Dans le cas d'un tableau final à départ en ligne, 2 options sont possibles :
 - soit l'application des dispositions de l'article 47 ci-dessus ;
 - soit l'application des 3 règles suivantes :
 - a.** le nombre de têtes de série ne doit pas être inférieur au quart de la dimension du tableau ;
 - b.** les têtes de série ayant été placées, les dispositions des éventuels pré-tours sont déterminées par un tirage au sort, de façon à ce qu'elles soient également réparties, à l'unité près, entre les 2 demi-tableaux ;
 - c.** tous les joueurs non-têtes de série et les qualifiés sont placés par tirage au sort, sous réserve du respect des dispositions de l'article 45-**3**-b.

Article 51 | Tableaux particuliers

A. Fin de tableau intermédiaire

- 1** Le comité du tournoi peut faire disputer une ou plusieurs fins de tableaux intermédiaires, qui

sont autant de tableaux finaux ouverts aux qualifiés sortis d'un tableau intermédiaire (tableau final de 4^e série, par exemple).

- ② La participation à une fin de tableau intermédiaire n'est pas obligatoire : ce tableau est donc constitué des seuls joueurs qualifiés ayant confirmé leur accord de participation au juge-arbitre.
- ③ Une fin de tableau intermédiaire est établie selon les règles d'établissement d'un tableau final à départ en ligne, compte tenu des seuls classements des participants.

B. Épreuves de consolation

- ① Le comité du tournoi peut faire disputer une épreuve de consolation ou plusieurs épreuves de consolation distinctes, par exemple par série, aux joueurs battus dans l'épreuve principale ; il doit alors préciser, dans le règlement de la compétition, les règles de qualification à cette (ces) épreuve(s) de consolation.
- ② La participation à l'épreuve de consolation, distincte du tournoi principal, n'est pas obligatoire : seuls y participent les joueurs qualifiés ayant confirmé leur accord au juge-arbitre.
- ③ L'épreuve de consolation est une épreuve nouvelle, dont le ou les tableaux sont établis selon les règles générales d'établissement des tableaux, compte tenu des seuls classements des participants.
- ④ Tout joueur battu dans une épreuve principale ne peut être admis à participer qu'à une seule épreuve de consolation.

C. Tournois Multi-Chances (TMC)

- ① Le principe du Tournoi Multi-Chances est de garantir aux joueurs de disputer par une succession de tableaux (de 8, 12, 16, 24 ou 32 joueurs) un nombre défini de matchs (3, 4 ou 5).
- ② Les Tournois Multi-Chances doivent obligatoirement être inscrits au calendrier officiel édicté par la Direction de la compétition.
- ③ Les TMC sont réservés :
 - aux jeunes âgés de 9 à 12 ans, inscrits et encadrés par les cadres techniques des ligues ;
 - aux joueuses des catégories d'âge 15 ans et plus, non classées ou classées en 4^e série.

D. Formule Multi-Chances (FMC)

- ① Le principe de la Formule Multi-Chances est de garantir aux joueurs de disputer par une succession de tableaux (de 8, 12, 16, 24 ou 32 joueurs) un nombre défini de matchs (3, 4 ou 5).
- ② Les épreuves se jouant avec la Formule Multi-Chances sont organisées par les clubs, font l'objet d'une demande d'homologation classique et ne sont pas référencées dans un calendrier national.
- ③ Les FMC sont réservées :
 - aux jeunes âgés de 8 ans âge réel jusqu'à la catégorie d'âge 14 ans ;
 - aux joueurs des catégories d'âge 60 ans et plus, non classés ou classés en 4^e série.

Article 52 | Remplacements

- ① Un tableau affiché ne peut pas être modifié, sauf par remplacement individuel en cas de défection et dans les conditions suivantes :
 - a. si le joueur défaillant n'est pas tête de série, il peut être remplacé par un joueur de même classement ou, exceptionnellement, d'un classement différent, sous réserve que les règles d'établissement des tableaux restent respectées ;
 - b. si le joueur défaillant est tête de série, il ne peut être remplacé que par un joueur dont le classement ne modifie pas l'ordre des têtes de série ;
 - c. en aucun cas, le joueur remplaçant ne peut avoir déjà participé à l'épreuve.

- ② Pour les quarts de finale, demi-finales et finales des différentes épreuves d'un tournoi, le comité du tournoi peut, sur proposition du juge-arbitre, décider, dans l'intérêt de la compétition, de substituer à un vainqueur défaillant le joueur que ce dernier vient de battre. Le vainqueur défaillant est alors considéré comme battu par forfait par le joueur qu'il aurait dû rencontrer. Cette disposition n'est pas applicable avant les quarts de finale du tableau final ni, en aucun cas, dans les championnats délivrant un titre national, de ligue ou départemental. Les tableaux intermédiaires ne sont pas concernés.
- ③ Un tableau final, même affiché, doit être refait, à condition qu'aucune partie n'ait été commencée, dans les 2 cas suivants :
 - a. forfait d'une des 2 premières têtes de série ;
 - b. forfait de plus d'un quart du nombre de têtes de série.

I/3 – RÈGLES RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT DES POULES DANS LES COMPÉTITIONS INDIVIDUELLES

Article 53 | Principe – Domaine d'application

- ① Une épreuve avec poules est une compétition individuelle (faisant partie d'un championnat ou d'un tournoi) comprenant 2 phases successives : la phase des poules, puis la phase à élimination directe. La phase des poules peut elle-même être organisée en un enchaînement de plusieurs groupes de poules constitués à partir des classements des joueurs, les vainqueurs des poules d'un groupe étant qualifiés pour le groupe suivant.
- ② La phase des poules ne peut être ouverte qu'aux joueurs non classés ou classés en 4^e série.
- ③ Par dérogation au domaine d'application décrit à l'alinéa ② ci-dessus, les Coupes de France d'hiver 13 ans et 15 ans filles et garçons, bien que concernant des joueuses et joueurs classé(es) en 3^e et 2^e série, sont des épreuves avec poules.

Article 54 | Constitution des poules

- ① Le nombre de joueurs admis dans une même poule ne peut excéder 6 ; au sein d'un même groupe, les effectifs des différentes poules ne peuvent différer de plus d'une unité.
- ② Pour une épreuve donnée, tous les joueurs ayant un classement concerné par une phase de poules doivent participer à cette phase.
- ③ Un même groupe de poules ne peut comporter que des joueurs d'au maximum 4 classements consécutifs, exception faite des éventuels qualifiés d'un groupe précédent. Les joueurs non classés sont ici considérés comme ayant le classement immédiatement inférieur au classement 40. Dans le cas d'un premier groupe de poules avec des joueurs non classés, celui-ci peut être constitué avec des joueurs d'au maximum 5 classements consécutifs, soit de non-classés à 30/3 inclus.
- ④ Tous les joueurs de même classement doivent être répartis dans un même groupe de poules.
- ⑤ Les joueurs de meilleur classement, présentant des analogies avec des têtes de série, seront appelés ainsi dans ce qui suit.

Chaque poule doit comporter 2 têtes de série, sauf s'il n'y a que des joueurs non classés. Leur affectation doit suivre les règles applicables à la répartition des têtes de série dans les tableaux à sections. Les autres joueurs doivent ensuite être répartis dans les poules de façon à ce qu'elles soient au mieux équilibrées.

Article 55 | Qualifiés

- ① Lors du passage d'un groupe de poules à un groupe suivant :
 - Seul le vainqueur de chaque poule est qualifié pour le groupe suivant.

- Si un joueur abandonne dans un match de poules, termine cependant premier de sa poule, et s'il n'est pas en état de continuer dans le groupe de poules suivant, le juge-arbitre peut qualifier pour le groupe de poules suivant le joueur arrivé deuxième de la poule.
- Toutes les poules du groupe suivant doivent recevoir le même nombre de qualifiés du groupe précédent, à une unité près, ce nombre ne pouvant excéder 2.
- La répartition des qualifiés entrant dans le groupe suivant se fait par tirage au sort.

- 2** Lors du passage d'un groupe de poules à un tableau à élimination directe :
 - Les poules peuvent qualifier un ou 2 joueurs. Lorsque les poules n'ont pas le même effectif, toutes les poules à effectif le plus faible qualifient un joueur, toutes les poules à effectif le plus fort qualifient le même nombre de joueurs, soit un, soit 2.
 - Ce nombre doit être égal à un dans le cas d'un tableau final ne regroupant que des qualifiés de ce groupe de poules.
 - Dans un tableau à élimination directe, les qualifiés ne doivent pas se rencontrer directement à leur premier tour.
- 3** Un tableau final ne regroupant que des qualifiés doit suivre les règles d'établissement d'un tableau final à départ en ligne, tenant compte du classement officiel des joueurs.

Article 56 | Résultats, classements et forfaits

- 1** Le classement d'une poule est obtenu par l'attribution de :
 - 2 points par partie gagnée, incluant les WO ;
 - 1 point par partie jouée et perdue ;
 - 0 point en cas de défaite par WO.
- 2** En cas d'égalité de points entre 2 ou plusieurs joueurs, leur classement est établi, en tenant compte pour toutes les parties de la poule :
 - de la différence des nombres de manches gagnées et perdues par chacun d'eux ;
 - puis, en cas de nouvelle égalité, de la différence des nombres de jeux gagnés et perdus par chacun d'eux ;
 - enfin, en cas de nouvelle égalité, par l'application successive des 2 méthodes ci-dessus aux seuls résultats des parties ayant opposé les joueurs à départager, avant un éventuel recours au tirage au sort.
- 3** À toute partie de la poule ayant donné lieu à WO est affecté le score forfaitaire de : 1,5 manche à 0 et 5 jeux à 0.
- 4** En cas d'abandon ou de disqualification en cours de partie, le score à enregistrer est donné par l'attribution au vainqueur de tous les jeux restant à disputer au moment de l'arrêt de la partie.
- 5** Tout joueur inscrit dans une poule a l'obligation de disputer toutes les parties prévues. En cas de forfait d'un joueur pour une ou plusieurs de ses parties de poules, chaque résultat est considéré comme une défaite par WO.

CHAPITRE II ► CHAMPIONNATS

II/1 – CHAMPIONNATS DE FRANCE

Article 57

- Les championnats de France comprennent :
- le championnat de France 2^e série ;
 - le championnat de France 3^e série ;

- le championnat de France 4^e série/non-classés ;
- le championnat de France 13 ans ;
- le championnat de France 14 ans ;
- le championnat de France 15/16 ans ;
- le championnat de France 17/18 ans ;
- le championnat de France 35 ans ;
- le championnat de France 40 ans ;
- le championnat de France 45 ans ;
- le championnat de France 50 ans ;
- le championnat de France 55 ans ;
- le championnat de France 60 ans ;
- le championnat de France 65 ans ;
- le championnat de France 70 ans ;
- le championnat de France messieurs 75 ans.

Article 58

Le Bureau fédéral constitue, à chaque nouveau mandat, un comité des championnats de France, qui veille à leur bon déroulement. Ce comité est composé de 3 membres du Bureau fédéral, d'un représentant de la Direction Technique Nationale et du responsable du département Parcours du haut niveau et aspects professionnels.

Article 59

Ces championnats sont organisés par le département Parcours du haut niveau et Aspects professionnels, sous l'autorité du comité des championnats de France, qui détermine, chaque année, les modalités d'organisation de chacun de ces championnats : date, lieu, montant des indemnités de déplacement et de séjour, etc.

Article 60

Ces championnats sont ouverts aux joueurs(ses) de nationalité française et licencié(e)s en France et qualifié(e)s conformément aux articles 60 bis à 65 ci-dessous.

Article 60 bis

Les championnats de France 4^e série/non-classés sont ouverts aux joueurs(ses) classé(e)s en 4^e série/non-classés au classement de début d'année sportive (rectificatif inclus) et n'ayant jamais été classé(e)s 15/4 et au-dessus.

Les championnats de France 3^e série sont ouverts aux joueurs(ses) classé(e)s en 3^e série au classement de début d'année sportive (rectificatif inclus) et n'ayant jamais été classé(e)s 4/6 et au-dessus.

Les championnats de France 2^e série sont ouverts aux joueurs(ses) classé(e)s en 2^e série au classement de début d'année sportive (rectificatif inclus).

Article 61

- ① Les épreuves de chacun des championnats, ainsi que le nombre maximal de participants sont les suivants :
 - 2^e série : simple messieurs (64), simple dames (64), double messieurs, double dames, double mixte ;
 - 3^e série : simple messieurs (64), simple dames (48) ;
 - 4^e série/non-classés : simple messieurs (64), simple dames (48) ;
 - 13 ans : simple garçons (48), simple filles (48), double garçons, double filles ;

- 14 ans : simple garçons (48), simple filles (48), double garçons, double filles ;
- 15/16 ans : simple garçons (56), simple filles (56), double garçons, double filles ;
- 17/18 ans : simple garçons (56), simple filles (56), double garçons, double filles ;
- 35 ans : simple messieurs (48), simple dames (40), double messieurs, double dames ;
- 40 ans : simple messieurs (48), simple dames (40) ;
- 45 ans : simple messieurs (48), simple dames (40), double messieurs, double dames ;
- 50 ans : simple messieurs (48), simple dames (40) ;
- 55 ans : simple messieurs (48), simple dames (40), double messieurs, double dames ;
- 60 ans : simple messieurs (40), simple dames (40) ;
- 65 ans : simple messieurs (40), simple dames (40), double messieurs, double dames ;
- 70 ans : simple messieurs (40), simple dames (40) ;
- 75 ans : simple messieurs (40).

2 Toutes les parties de simple sont disputées au meilleur des 3 manches avec jeu décisif dans toutes les manches, à l'exception des catégories 70 ans, dames et messieurs, et 75 ans messieurs, **ainsi que des championnats de France non-classés et 4^e série**, où la troisième manche est remplacée par un super jeu décisif à 10 points.

3 Toutes les parties de double sont disputées au meilleur des 3 manches avec application du point décisif à 40 A et du super jeu décisif à 10 points remplaçant la troisième manche.

Article 62

Ces épreuves sont ouvertes :

- a.** aux champions de ligues correspondants ;
- b.** à des joueurs bénéficiaires d'invitations (wild cards), à raison de 9 joueurs pour un tableau de 96, 6 pour un tableau de 64 ou 56, 5 pour un tableau de 48, et 4 pour un tableau de 40, qui sont attribuées par le comité des championnats ;
- c.** à des joueurs exemptés du championnat de ligue correspondant par le comité des championnats de France, en raison de leur désignation par la FFT pour des compétitions internationales seniors plus ;
- d.** à des qualifiés supplémentaires qui ont obligatoirement participé au championnat régional et qui sont désignés, à l'issue des championnats de ligues, par certaines ligues dans des proportions fixées par le comité des championnats de France pour chaque épreuve, de façon à compléter les tableaux.
- e.** à des joueurs des catégories jeunes 13/14 ans, 15/16 ans et 17/18 ans, qualifiés d'office par le comité des championnats de France, sous réserve de répondre au moins à l'un des critères suivants :
 - sélection en équipe de France ;
 - participation au tableau final d'un tournoi de grade 1 ou grade A du circuit ITF juniors (sous réserve de figurer parmi les 100 meilleurs du classement ITF juniors lors de l'inscription) ;
 - participation au tableau final ou qualificatif des Internationaux de France seniors ;
 - faire partie de la liste des joueurs proposée par la DTN, puis validée, après consultation des présidents des ligues concernées, par le comité des championnats de France.

Article 63

- a.** La ligue, dont un ou plusieurs représentants déclare(nt) forfait, a la possibilité de désigner un ou plusieurs suppléants. Les ligues doivent, à cet effet, adresser au département Parcours haut niveau et Aspects professionnels, en même temps que les engagements, une liste de suppléants classés suivant un ordre de priorité et dont le classement est supérieur, identique ou immédiatement inférieur d'un échelon à celui du représentant ayant déclaré forfait.

- b.** Si une ligue, pour quelque raison que ce soit, n'utilise pas son contingent de qualifiés ou ne peut désigner un suppléant dont le classement est supérieur, identique ou immédiatement inférieur d'un échelon à celui du représentant ayant déclaré forfait, le tableau est complété à l'aide d'une liste d'attente nominative établie par le comité de championnat.
- c.** Une fois le tableau établi, soit 48 heures avant le début de l'épreuve, le juge-arbitre peut, en cas de forfait, modifier le tableau dans les cas suivants :
 - si le joueur forfait est tête de série ;
 - si le suppléant est au même classement que le joueur forfait.

Dans tous les cas, aucun remplacement ne peut être effectué après que le tableau a été officiellement communiqué, soit 24 heures avant le début de l'épreuve.

Article 64

Les joueurs qualifiés en simple sont seuls qualifiés pour les doubles, à l'exception des divers championnats de France seniors plus, où les anciens joueurs et joueuses de 1^{re} série, ainsi que les tenants du titre de l'épreuve considérée, sont autorisés à prendre part au double, même s'ils n'ont pas joué en simple.

Article 65

- 1** Sauf dérogation accordée par le Bureau fédéral, un joueur ne peut participer à un championnat de France individuel relatif à une catégorie d'âge que dans sa propre catégorie.
- 2** Un joueur de la catégorie 15/16 ans ne peut participer au championnat de France 17/18 ans que s'il a déjà remporté le titre de champion de France 15/16 ans.

II/2 – CHAMPIONNATS DE LIGUE

Article 66

- 1** Les ligues doivent organiser chaque année, dans les délais fixés par la FFT, un championnat individuel dans chacune des épreuves donnant lieu à une épreuve du championnat de France. Ce championnat de ligue est qualificatif pour les championnats de France.
- 2** Le Bureau de la ligue constitue chaque année, pour chacun de ces championnats, un comité de championnat, qui veille à leur bon déroulement.

Article 67

Il appartient à chaque ligue de déterminer le règlement particulier de ses championnats de ligue. Toutefois, les conditions de qualification définies par chaque ligue doivent être conformes à celles en vigueur pour le championnat de France correspondant.

Article 68

- 1** Ces championnats de ligue sont exclusivement ouverts aux joueurs et joueuses de nationalité française et membres licenciés des clubs affiliés de la ligue considérée. En conséquence, un joueur ne peut disputer les championnats que d'une seule ligue.
- 2** Tout joueur qui, sauf cas de force majeure, aura abandonné un championnat officiel en cours de compétition, ne pourra être qualifié pour le championnat officiel de niveau supérieur.

CHAPITRE III ► TOURNOIS

III/1 – HOMOLOGATION DES TOURNOIS

Article 69

- 1 L'association qui veut organiser un tournoi doit, dans le délai fixé par la ligue, lui adresser une demande d'homologation de compétition individuelle en utilisant soit l'application fédérale ADOC - rubrique homologation, soit le formulaire spécial prévu à cet effet par la FFT, accompagné de l'engagement écrit du juge-arbitre désigné et de tout autre document demandé par la ligue.
- 2 Les Comités de direction des ligues ont le pouvoir de fixer des critères complémentaires pour accorder ou refuser l'homologation des tournois, ainsi que les droits d'engagement.

Article 70

- 1 L'association doit s'engager à faire disputer toutes les parties du tournoi qu'elle souhaite organiser sur ses propres installations ou, à condition de l'avoir signalé lors de la demande d'homologation, sur celles d'une ou de plusieurs autres associations affiliées ; dans ce cas, l'éloignement de ces dernières doit être raisonnable.
- 2 L'association doit en outre s'engager à assumer la responsabilité de l'organisation de l'arbitrage par des arbitres officiels, en conformité avec les directives de la ligue.

Article 71 | Tournoi interne

Une homologation peut être demandée par une association en vue d'organiser sur ses propres installations un tournoi interne réservé exclusivement à ses membres licenciés dans le club.

III/2 – CALENDRIER

Article 72

- 1 La ligue règle les différends qui pourraient s'élever au sujet de la fixation des dates des tournois organisés par les clubs de son territoire.
- 2 Lorsque dans une ligue plusieurs tournois se suivent sans interruption, ils doivent être strictement terminés dans les délais fixés, de manière à ne pas empiéter sur le tournoi suivant.
- 3 Cependant, en cas de mauvais temps, le tournoi pourra être continué au-delà des délais, sans que cette prolongation puisse en aucun cas excéder 2 journées.
- 4 Les fins de tableaux intermédiaires et les épreuves de consolation des différentes épreuves du tournoi doivent être terminées dans les mêmes délais que le tournoi.

III/3 – ENREGISTREMENT DES RÉSULTATS

Article 73

À l'issue du tournoi, le juge-arbitre doit enregistrer les résultats, conformément à l'article 35 des présents règlements sportifs, en clôturant le tournoi dans l'AEI dans les 8 jours qui suivent la fin du tournoi.

Le club organisateur est responsable, et doit donc s'assurer du respect des délais de transmission des résultats par le juge-arbitre.

III/4 – COMITÉ DE TOURNOI

Préambule : La composition du comité de tournoi doit être affichée dans l'enceinte du club où se déroule celui-ci.

Article 74

Un comité de tournoi, composé au minimum de 3 membres licenciés sur le millésime en cours et âgés de 18 ans ou plus (le juge-arbitre ne pouvant en aucun cas en faire partie) :

- fixe le montant des droits d'engagement, compte tenu des directives de la ligue ; aucun droit ne peut être exigé pour la participation à une fin de tableau intermédiaire ou à une épreuve de consolation ;
- établit le règlement du tournoi, en conformité avec les règlements fédéraux ;
- arrête sans recours la liste des joueurs admis à participer ; le nombre des participants à une épreuve seniors doit être au minimum de 16 pour les messieurs et de 8 pour les dames ;
- définit et indique au juge-arbitre la ligne de conduite qu'il souhaite voir suivre pour la progression du tournoi, et supervise les tirages au sort ;
- prend les dispositions nécessaires pour que l'arbitrage des parties soit assuré par des arbitres officiels, conformément aux directives de la ligue ;
- veille au bon déroulement de la compétition, et doit notamment fournir, pour chaque partie disputée, un minimum de 3 balles homologuées par la FFT ou conformes aux règles de la FFT ;
- prend toute mesure qu'il juge utile pour assurer, dans le temps imparti, la bonne marche du tournoi jusqu'à son achèvement, notamment en utilisant des terrains de surface différente couverts ou découverts en cas d'impossibilité matérielle d'utiliser les terrains prévus.

Article 75

Conformément à l'article 91-C des règlements administratifs, le comité de tournoi est juge en premier ressort des contestations relatives à la validité des licences, à l'organisation et au déroulement de la compétition.

III/5 – PRIX ET FRAIS DES JOUEURS

Article 76

Les tournois peuvent être dotés de prix, qui, pour les tournois de jeunes, ne peuvent être qu'en nature.

Ils sont classés dans les catégories suivantes en fonction de l'importance des prix distribués, en espèces ou en nature, et selon une grille fixée chaque année par le Bureau fédéral :

- hors catégorie⁽¹⁾ ;
- 1^{re} catégorie ;
- 2^e catégorie ;
- 3^e catégorie ;
- tournois internes (jeunes et adultes) ;
- tournois de jeunes ;
- Tournois Multi-Chances dames.

(1) Certains de ces tournois figurent aux calendriers des circuits nationaux des grands tournois français, et sont alors soumis à des règlements spécifiques.

Article 77

1 Tout prix annoncé doit être attribué, quels que soient le nombre et le classement des engagés et même si le tournoi ne va pas jusqu'à son terme, auquel cas les prix doivent être partagés entre les joueurs restant en course, compte tenu de l'avancement du tableau.

- ② Tout joueur qui, sauf excuse reconnue valable par le comité du tournoi, ne dispute pas sa chance jusqu'à la fin d'un tournoi perd de ce fait tout droit au prix qu'il aura gagné à ce moment, à la condition que ce tournoi ait lieu dans les délais fixés par le calendrier.
- ③ Tout joueur reconnu blessé à l'issue d'une partie qu'il a gagnée, qu'il soit ou non remplacé pour la suite du tournoi, doit se voir remettre le prix auquel il peut prétendre du fait de sa victoire. Son remplaçant éventuel se verra remettre, outre le prix résultant de sa défaite, toute différence de prix provenant d'éventuelles victoires ultérieures.
- ④ Dans les épreuves de consolation et les fins de tableaux intermédiaires, la valeur du premier prix doit être inférieure à celle du dernier prix de l'épreuve principale.

Article 78

Des frais de déplacement et de séjour peuvent être attribués aux participants à un tournoi à la condition qu'ils soient attribués à tous les joueurs ayant un classement déterminé à l'avance.

III/6 – ENGAGEMENT ET PARTICIPATION

Article 79

- ① Toute demande d'engagement à un tournoi individuel doit être faite par écrit, signée par le demandeur, et doit contenir les renseignements suivants :
 - nom et prénom ;
 - année de naissance ;
 - classement officiel ;
 - nationalité ;
 - numéro de téléphone, et éventuellement son adresse ;
 - nom de l'association où il est licencié ;
 - photocopie de l'attestation de licence ;
 - la ou les épreuves qu'il désire disputer et, pour les doubles, les noms et classements de ses partenaires.
- ② L'engagement doit être accompagné du règlement du droit d'engagement.
- ③ Tout compétiteur doit présenter au juge-arbitre avant sa première partie une pièce d'identité officielle avec photographie, son attestation de licence, son certificat médical de non-contre-indication à la pratique du tennis en compétition (C.M.N.C.P.T.C.) dans les conditions prévues aux articles 194 et 195 des présents règlements, et pour les jeunes surclassés, les pièces visées aux articles 202, 203 et 204.
- ④ Lorsque, dans un tournoi individuel, un joueur est engagé dans 2 ou plusieurs épreuves relatives à différentes catégories d'âge, sa participation effective à ces diverses épreuves est décidée par le juge-arbitre en application de l'article 20 alinéa ③.
- ⑤ L'engagement d'un joueur suspendu ou radié n'est pas valable si la durée de la sanction couvre la date limite d'engagement fixée par l'organisateur.
- ⑥ L'engagement est définitif, son montant est dû même si le joueur ne dispute pas l'épreuve dans laquelle il a été admis.
- ⑦ Tout joueur admis dans un tournoi a l'obligation d'y participer.
- ⑧ Il appartient au joueur de se renseigner lui-même sur le jour et l'heure de sa convocation.

Tout joueur déclarant forfait sans motif valable est passible d'une sanction, en application des dispositions du titre quatrième des règlements administratifs ; la participation à une autre compétition ne constitue pas un motif valable.

TITRE TROISIÈME

Compétitions par équipes

Le présent titre s'articule autour de 4 chapitres selon les modalités suivantes :

- Le chapitre I prévoit l'organisation générale des compétitions par équipes homologuées par la FFT et visées à l'article 80.
- Le chapitre II concerne la qualification des joueurs et leur participation aux compétitions par équipes (nationales, régionales, départementales) sauf possibilités dérogatoires prévues dans ce même chapitre.
- Le chapitre III traite du déroulement des compétitions par équipes homologuées par la FFT visées à l'article 80, sous réserve des règles spécifiques développées au chapitre IV.

CHAPITRE I ► ORGANISATION DES COMPÉTITIONS VISÉES À L'ARTICLE 80

I/1 – PRINCIPES

Article 80 | Liste des compétitions

Ces compétitions sont les suivantes :

- 1 Le championnat de France interclubs seniors masculin qui comprend :
 - la première division ;
 - la division nationale 1A (DN1A) ;
 - la division nationale 1B (DN1B) ;
 - la division nationale 2 (DN2) ;
 - la division nationale 3 (DN3) ;
 - la division nationale 4 (DN4) ;
 - et la division supérieure du championnat de ligue, qualificative à la division nationale 4 (DQDN4).
- 2 Le championnat de France interclubs seniors féminin qui comprend :
 - la première division ;
 - la division nationale 1A (DN1A) ;
 - la division nationale 1B (DN1B) ;
 - la division nationale 2 (DN2) ;
 - la division nationale 3 (DN3) ;
 - la division nationale 4 (DN4) ;
 - et la division supérieure du championnat de ligue, qualificative à la division nationale 4 (DQDN4).
- 3 Les championnats de France interclubs 15/16 ans filles et garçons, y compris leur division qualificative à la phase nationale.

- 4 Les championnats de France interclubs seniors + 35 ans dames et messieurs, y compris leur division qualificative à la phase nationale.
- 5 Les championnats de France interclubs seniors + 45 ans dames et messieurs, y compris leur division qualificative à la phase nationale.
- 6 Les championnats de France interclubs seniors + 55 ans dames et messieurs, y compris leur division qualificative à la phase nationale.
- 7 Les championnats de France interclubs seniors + 65 ans messieurs, y compris leur division qualificative à la phase nationale.
- 8 Les compétitions interligues :
 - les championnats de France 12 ans ;
 - les Coupes de France interligues seniors + 65 ans dames, seniors + 70 ans dames et messieurs et seniors + 75 ans messieurs.
- 9 Les championnats de France Tennis Entreprise masculin et féminin, y compris leur division qualificative à la phase nationale.
- 10 La Coupe de France masculine Tennis Entreprise et sa division qualificative à la phase nationale.
- 11 La Coupe de France mixte Tennis Entreprise et sa division qualificative à la phase nationale.

Article 81 | Principes d'organisation des championnats

La commission compétente de la FFT est organisatrice de ces compétitions, à l'exception des championnats de la division qualificative, qui sont organisés par la commission compétente de la ligue.

- 1 La Commission des épreuves par équipes compétente en fonction du niveau de championnat arrête pour chaque épreuve la liste des équipes qualifiées, et établit la composition des poules et/ou du (des) tableau(x).

Les ligues sont chargées de communiquer à la FFT le nom de l'équipe/des équipe(s) qualifié(e)s pour les championnats et coupes dont la FFT est l'organisatrice.

- 2 Elle procède au remplacement d'une équipe ne s'étant pas engagée, ou dont l'engagement a été refusé.

Pour les championnats de France se déroulant par poules, le retrait d'une équipe avant la diffusion des poules l'année N entraîne la rétrogradation de cette équipe en championnat régional.

Pour les championnats de France se déroulant sous la forme de tableaux, en cas de retrait d'une équipe avant la diffusion du tableau, une autre équipe de la même ligue pourra être qualifiée. L'équipe s'étant retirée l'année N conservera la possibilité de participer à la division qualificative à la phase nationale l'année N+1.

- 3 Classement des joueurs à prendre en compte

Les compétitions visées à l'article 80 se déroulent soit par poules, soit par élimination directe, soit par combinaison de ces deux formules. Si la compétition comporte plusieurs phases et si un nouveau classement paraît entre deux phases, l'organisateur doit prendre en compte l'attribution des nouveaux classements pour la phase suivante.

Si un classement paraît lors d'une phase de poules, le classement pris en compte pour les rencontres restant à jouer sera celui du début de la compétition. Si un classement paraît lors d'une phase sous forme de tableau, le nouveau classement sera appliqué dès le tour suivant sa parution.

- 4 Lors d'une phase se déroulant par poules, chaque équipe rencontre une seule fois toutes les équipes de la même poule.
- 5 Le tableau d'une phase se déroulant par élimination directe doit être établi dans le respect des règles énoncées aux articles 45 et suivants.

6 En cas de forfait d'une équipe dont l'organisateur a connaissance au plus tard un mois avant le début de la compétition, la commission compétente peut modifier le calendrier ou la composition de la poule où cette équipe figurait si elle le juge utile à l'équilibre et à la bonne organisation de la compétition.

7 La ligue doit désigner un juge-arbitre pour chaque rencontre des compétitions visées à l'article 80 qui se déroule sur son territoire. Les juges-arbitres ne doivent pas appartenir aux clubs des équipes concernées par la rencontre.

Article 82 | Nombre d'équipes engagées par championnat

1 Principe

Seuls les clubs affiliés à la FFT ou les ligues peuvent engager une équipe dans une des compétitions homologuées par la FFT.

Pour tous les championnats de France interclubs, à l'exception des championnats de France interclubs seniors et des championnats de France Tennis Entreprise, une seule équipe par club est autorisée.

2 Exception des championnats de France interclubs seniors

Pour les championnats de France interclubs seniors, un club peut engager 2, voire 3 équipes, sous réserve de respecter les règles suivantes :

- Une division d'écart doit être respectée entre les équipes 1 et 2 d'un club, mais l'équipe 2 d'un club pourra évoluer au maximum en DN1B.
- Deux divisions d'écart doivent être respectées entre les équipes 2 et 3 d'un club. En application de cette règle, l'équipe 3 pourra évoluer au maximum en DN3.
- Le repêchage d'une équipe d'un club par la commission compétente ne peut entraîner un changement de division pour les autres équipes de ce même club.

Article 83 | Engagement des équipes

A. Conditions d'engagement

Un club peut engager une équipe dans une des compétitions visées à l'article 80 à la condition de disposer de courts d'une surface de nature identique en nombre suffisant pour assurer le bon déroulement de la compétition, conformément aux dispositions du B- du présent article.

B. Formalités d'engagement

1 Le club doit communiquer à l'organisateur de la compétition, selon les formes et délais fixés par la commission compétente :

- a. le formulaire d'engagement ;
- b. le droit d'engagement fixé chaque année par l'Assemblée générale sur proposition du Comité de direction ;
- c. le nombre et la nature de la surface des courts qu'il mettra à la disposition du juge-arbitre pour le déroulement des rencontres ayant lieu sur ses terrains, en indiquant s'il s'agit de courts couverts ou découverts ;
- d. la marque et la référence des balles, homologuées FFT et conformes aux caractéristiques techniques des règles du jeu figurant à l'annexe I des présents règlements, qu'il fournira lors des rencontres disputées à domicile.

2 Toute déclaration erronée ou incomplète sera soumise à l'appréciation de la Commission des épreuves par équipes compétente, qui statuera à cet égard. En cas de retard de transmission de ce document, le club sera redevable d'une amende de 50 euros.

3 Toute modification des informations ci-dessus devra être communiquée à l'organisateur de l'épreuve, ainsi qu'au club visiteur, au plus tard 6 jours avant la rencontre.

1/2 – COMPOSITION DES ÉQUIPES

Article 84 | Compétitions sous forme de tableaux

Dans toutes les compétitions dont les tableaux sont constitués en fonction de la pesée des compositions prévisionnelles des équipes :

- Chaque club doit communiquer à l'organisateur de la compétition une liste nominative de joueurs du club susceptibles, dans le respect des règlements en vigueur, d'être alignés simultanément dans l'équipe. Ces joueurs détermineront le poids de l'équipe.
- Une fois les tableaux **constitués**, aucun joueur d'un classement supérieur à celui du dernier joueur effectivement pris en compte ne pourra être ajouté à la liste visée ci-dessus, ni prendre part au championnat. Les classements considérés sont ceux au moment de la pesée de l'équipe.
- Si un classement est publié en cours de championnat et modifie l'ordre des joueurs de la liste visée ci-dessus, ce nouveau classement sera pris en compte pour les rencontres suivantes.

Article 85 | Engagement d'une équipe 1 en championnat de France interclubs seniors

Pour toute équipe 1 engagée en championnat de France interclubs seniors visé à l'article 80 alinéas **1** et **2** :

- a.** Le club doit communiquer à l'organisateur du championnat, dans le délai fixé par la commission compétente, une liste de 10 joueurs maximum. Ces joueurs doivent être régulièrement qualifiés en vertu des dispositions des présents règlements sportifs.
- b.** La participation à cette compétition est interdite à tout joueur ne figurant pas sur cette liste (sauf dispositions spécifiques pour la phase finale des 1^{res} divisions – cf. article 125).
- c.** Cette liste ne peut comporter qu'un maximum de 3 joueurs ayant le statut de « NvEQ » (nouvellement équipe).
- d.** Toute déclaration erronée ou incomplète sera soumise à l'appréciation de la commission compétente qui statuera à cet égard. En cas de retard de transmission de ce document, le club sera redevable d'une amende de 50 euros.

Article 86 | Cas du club engageant une équipe 2 en championnat de France interclubs seniors

Dans le cas d'un club alignant une équipe 2 masculine ou féminine en championnat de France interclubs seniors :

1 Le club doit communiquer à l'organisateur du championnat dans le délai fixé par la commission compétente :

- a.** La liste nominative des 4 joueurs les mieux classés en simple de la liste de l'équipe 1 susceptibles, dans le respect des règlements en vigueur, d'être alignés simultanément en équipe 1. L'équipe 2 ne pourra aligner aucun des joueurs figurant sur cette liste, ni aucun autre joueur d'un classement supérieur à celui du moins bien classé figurant sur cette même liste.
- b.** La liste des joueurs ayant participé en simple et/ou en double à 2 rencontres ou plus en équipe 1 et ne figurant pas sur la liste nominative prévue ci-dessus. Le club ne pourra communiquer cette liste que si l'équipe 1 a joué son championnat avant l'équipe 2.

- c.** Une liste de 10 joueurs maximum. Ces joueurs doivent être régulièrement qualifiés en vertu des dispositions des présents règlements sportifs.
 - La participation au championnat est interdite à tout joueur ne figurant pas sur cette liste.
 - Cette liste ne peut comporter qu'un maximum de 3 joueurs ayant le statut de « NvEQ » (nouvellement équipe).
 - d.** Toute déclaration erronée ou incomplète sera soumise à l'appréciation de la commission compétente qui statuera à cet égard. En cas de retard de transmission de ce document, le club sera redevable d'une amende de 50 euros.
- 2** Tout joueur ayant participé à 2 rencontres ou plus en équipe 1 ne peut ensuite jouer dans l'équipe 2.
- 4** Lors de chaque rencontre de championnat de France interclubs seniors disputée par l'équipe 2 d'un club, au moins 2 joueurs de simple doivent être licenciés dans le club pour la troisième année sportive consécutive au moins.

Article 86 bis | Cas du club engageant une équipe 3 en championnat de France interclubs seniors

Dans le cas d'un club alignant une équipe 3 masculine ou féminine en championnat de France interclubs seniors :

- 1** Le club doit communiquer à l'organisateur du championnat dans le délai fixé par la commission compétente :
- a.** La liste nominative des 4 joueurs les mieux classés de l'équipe 1 susceptibles d'être alignés simultanément et la liste nominative des 4 joueurs les mieux classés de l'équipe 2 susceptibles d'être alignés simultanément. L'équipe 3 ne pourra aligner aucun des joueurs figurant sur ces listes, ni aucun autre joueur d'un classement supérieur à celui du moins bien classé figurant sur ces listes.
 - b.** La liste des joueurs ayant participé en simple et/ou en double à 2 rencontres ou plus en équipe 1 ou en équipe 2 et ne figurant pas sur ces listes. Le club ne pourra communiquer cette liste que si son équipe 1 et/ou son équipe 2 ont joué leur championnat avant l'équipe 3.
 - c.** Une liste de 10 joueurs maximum susceptibles, dans le respect des règlements en vigueur, d'être alignés simultanément en équipe 3. Ces joueurs doivent être régulièrement qualifiés en vertu des dispositions des présents règlements sportifs.
 - La participation au championnat est interdite à tout joueur ne figurant pas sur cette liste.
 - Cette liste ne peut comporter qu'un maximum de 3 joueurs ayant le statut de « NvEQ » (nouvellement équipe).
 - d.** Toute déclaration erronée ou incomplète sera soumise à l'appréciation de la commission compétente qui statuera à cet égard. En cas de retard de transmission de ce document, le club sera redevable d'une amende de 50 euros.
- 2** Tout joueur ayant participé à 2 rencontres ou plus en équipe 1 **et/ou** 2 ne peut ensuite jouer dans l'équipe 3.
- 3** Lors de chaque rencontre de championnat de France interclubs seniors disputée par l'équipe 3 d'un club, au moins 2 joueurs de simple doivent être licenciés dans le club pour la troisième année sportive consécutive au moins.

Article 87 | Joueurs interdits d'équipes inférieures: classements à prendre en compte

Le classement à prendre en compte pour désigner les joueurs interdits d'équipes inférieures sera :

- Le classement de début d'année (mi-octobre) pour les divisions débutant avant le classement intermédiaire de février.
- Le classement intermédiaire de février pour les divisions débutant entre les classements intermédiaires de février et de juin.
- Le classement intermédiaire de juin pour les divisions débutant après le classement intermédiaire de juin.

CHAPITRE II ► QUALIFICATION POUR UN CLUB ET PARTICIPATION AUX COMPÉTITIONS

Les dispositions de ce présent chapitre s'appliquent à toutes les compétitions par équipes (nationales, régionales, départementales), sauf possibilités dérogatoires pour les championnats régionaux et départementaux prévues à l'article 89 des présents règlements.

Dispositions préliminaires

En accord avec le joueur, le club est responsable de l'enregistrement et de la validation de sa licence, ainsi que de la véracité des informations qui figurent sur celle-ci. L'organisateur contrôle les informations relatives à la qualification du joueur.

Au cours d'une même année sportive, un même joueur ne peut jouer en épreuves par équipes que pour un seul club affilié à la FFT.

II/1 – STATUT SPORTIF DU JOUEUR ET CONDITIONS DE DÉLAI

Pour participer aux championnats par équipes :

- le joueur devra être titulaire d'un statut sportif valable tout au long de l'année, quel que soit le niveau du championnat ;
- l'enregistrement de sa licence et, le cas échéant, l'obtention de son assimilation de classement devront répondre à des conditions de délai (cf. article 89).

Article 88 | Statut sportif

Les règles relatives au statut sportif varient en fonction du classement. La date de prise en compte du classement est fixée au 30 septembre.

1 Joueurs de 1^{re} et 2^e série

- a. Un joueur, licencié dans un club pour une période ininterrompue, aura le statut de « EQ » (joueur équipe) de ce club :
 - à la condition d'avoir disputé au moins un match pour ce club dans un championnat par équipes une des années sportives précédant l'année sportive considérée ;
 - ou si, n'ayant pas disputé un match pour ce club dans un championnat par équipes une année sportive précédente, il a bénéficié d'un statut de « EQ » de par son classement NC, 4^e ou 3^e série.

Les lettres « EQ » apparaîtront sur sa licence.

Le joueur pourra prétendre à une qualification s'il a respecté les dispositions relatives au délai visé ci-après.

b. Un joueur qui n'a pas disputé au moins un match par équipes pour le club dans lequel il est licencié pour une période ininterrompue aura le statut de « NvEQ » (nouvellement équipe) pour ce même club. Les lettres « NvEQ » apparaîtront sur sa licence.

Le joueur pourra prétendre à une qualification s'il a respecté les dispositions relatives au délai visé ci-après.

2 Joueurs NC, de 4^e et 3^e série

Ils ont le statut sportif de « EQ » (joueur équipe), sauf disposition de l'article 91, dernier paragraphe.

Le joueur pourra prétendre à une qualification s'il a respecté les dispositions relatives au délai visé ci-après.

Article 89 | Conditions de délai

A. Licence et rattachement au club

1 Quel que soit le statut sportif du joueur (EQ/NvEQ), il pourra participer à un championnat par équipes pour le compte de son club ou de sa ligue à la condition que sa licence soit enregistrée et validée par le club, conformément à l'article 60 des règlements administratifs, le 31 octobre au plus tard de l'année sportive considérée (sauf dérogations pour les championnats de France interligues 12 ans – cf. article 157 – et pour les championnats de France Tennis Entreprise – cf. article 164).

Si tel n'est pas le cas, il ne pourra participer à un championnat par équipes.

2 En cas de règlement dérogatoire adopté par le Comité de direction de la ligue pour l'organisation des championnats régionaux et départementaux, la date du 31 octobre peut être modifiée. Toutefois, en aucun cas ce délai ne pourra être inférieur à 4 semaines avant la première journée du championnat considéré. Pour ces compétitions et en l'absence d'un tel règlement, la date limite du 31 octobre s'applique.

3 Pour les championnats débutant le 31 octobre au plus tard et comptant pour l'année sportive en cours, la date limite d'enregistrement de la licence est fixée à la veille de la première journée de championnat.

4 Dans les cas spécifiques de changement de club au cours d'une même année sportive, la condition relative au délai ne correspond plus à la date d'enregistrement de la licence mais à la date de saisie du changement de club.

B. Obtention de l'assimilation de classement

En cas d'assimilation à un classement, celle-ci doit être obtenue dans les mêmes conditions de délai que celles imposées à l'article 89 A des présents règlements.

II/2 – RÈGLES RELATIVES AU CHANGEMENT DE CLUB

Article 90 | Autorisation du club quitté

Pour pouvoir participer à un championnat par équipes, l'autorisation du président du club quitté est requise dans certains cas.

- 1 Devront obtenir l'autorisation du club quitté pour participer aux compétitions par équipes :
 - les joueurs de 1^{re} série ;
 - les joueurs de 2^e série ;

- les joueurs de 3^e série âgés de 16 ans et moins (cf. tableau catégories d'âge de l'article 6 des règlements sportifs). L'âge à prendre en compte est celui de l'année sportive pour laquelle la qualification est demandée.

Un joueur de 1^{re} série, 2^e série ou 3^e série âgé de 16 ans et moins peut changer de club sans autorisation du président du club quitté, mais il sera automatiquement « Non EQ » (non équipe) et ne pourra donc participer à aucune compétition par équipes, quel que soit le niveau du championnat.

2 Le joueur de 3^e série âgé de 17 ans et plus (cf. tableau catégories d'âge de l'article 6 des règlements sportifs), de 4^e série ou NC n'a pas besoin de l'autorisation du président du club quitté. Ce joueur aura le statut « EQ » (équipe).

3 Le classement pris en compte est celui au 30 septembre.

Article 91 | Formalités et délais

Lorsque l'autorisation du club quitté est requise pour pouvoir participer à une rencontre par équipes pour le compte d'un nouveau club, celle-ci doit être portée, avec la signature du président du club quitté, sur le certificat de changement de club.

Le joueur signe le certificat de changement de club, y joint l'attestation de sa licence pour l'année sportive en cours, ou à défaut de l'année précédente, ainsi que la photocopie de sa pièce d'identité et transmet le dossier au club d'accueil. Le président du club d'accueil signe le certificat de changement de club et transmet le dossier à sa ligue, le 20 octobre au plus tard, pour enregistrement du changement de club avant le 31 octobre. Une fois l'enregistrement effectué par la ligue, un courriel sera adressé automatiquement au correspondant du club d'accueil afin que le club valide le paiement de la licence du joueur dans les délais visés à l'article 89 A des présents règlements.

L'absence d'autorisation équivaut à un refus.

Pour pouvoir participer à un championnat par équipes pour le compte d'un nouveau club, l'enregistrement de la licence doit être effectué selon les modalités fixées à l'article 89 ci-avant.

Si, pour un joueur de 1^{re} série ou de 2^e série ou de 3^e série de 16 ans et moins, le changement de club n'est pas enregistré le 31 octobre au plus tard, il aura le statut de joueur « Non EQ » (non équipe), pour toutes les compétitions, et quel que soit le niveau du championnat.

Article 92 | Recours

En cas de contestation relative à l'autorisation du club quitté, la procédure suspend le délai susvisé jusqu'à ce que les commissions compétentes aient statué. La contestation doit être adressée par écrit (un exposé des motifs doit être joint) à la commission compétente au plus tard à la date limite d'enregistrement de la licence fixée par l'organisateur pour le championnat considéré. Les décisions sont rendues dans les délais les plus brefs, de manière que les épreuves sportives ne soient pas perturbées.

Il appartient à la FFT d'appliquer ces décisions.

Article 93 | Regroupement de clubs

Par exception aux règles ci-dessus, dans le cas d'un regroupement entre 2 ou plusieurs clubs conforme à l'article 52 des règlements administratifs, les joueurs issus de chacun des clubs conserveront leur statut pour le nouveau club résultant de ce regroupement, et ce même s'ils ont déjà disputé une rencontre par équipes pour le compte de leur club d'origine.

La date de la prise de licence utilisée pour déterminer la qualification d'un joueur à un championnat restera la date de prise de licence dans le club d'origine précédant le regroupement.

Les commissions compétentes statueront, en fonction du championnat considéré, sur la participation des équipes des clubs regroupés dans les différentes divisions.

Article 94 | Radiation d'un club

1 Statut du joueur issu d'un club radié

Par exception aux règles ci-dessus, dans le cas d'une radiation de club, tous les joueurs du club radié auront la possibilité de changer de club, selon les modalités suivantes :

- Plus de demande d'autorisation requise auprès du club quitté pour les joueurs de 1^{re}, 2^e et 3^e série âgés de 16 ans et moins ; le classement pris en compte étant celui au 30 septembre.
- Statut « EQ » (équipe) pour tous les joueurs non classés, classés en 4^e et 3^e série au 30 septembre, et ce même s'ils ont préalablement disputé une ou plusieurs rencontre(s) par équipes pour le compte du club radié.
- Statut « NvEQ » (nouvellement équipe) pour tous les joueurs de 1^{re} ou 2^e série au 30 septembre, et ce même s'ils ont préalablement disputé une ou plusieurs rencontre(s) par équipes pour le compte du club radié.

2 Participation aux épreuves d'un joueur issu d'un club radié.

Suite à la saisine effectuée par le joueur, la commission compétente statuera, en fonction du championnat et de la division considérés, sur sa participation à l'épreuve.

II/3 – RÈGLES RELATIVES À LA PARTICIPATION DES JOUEURS À UNE COMPÉTITION PAR ÉQUIPES

Article 95 | Joueurs licenciés dans les DROM-COM

Un joueur licencié dans un club d'un département/région d'Outre-Mer ou une collectivité d'Outre-Mer (DROM-COM) peut, en ayant obtenu l'accord écrit de son club et de sa ligue, obtenir une qualification à titre provisoire pour un club métropolitain, tout en restant licencié dans son club d'origine. Si ce joueur répond aux conditions de délai fixées par l'organisateur du championnat auquel il veut prendre part, il aura le statut de « NvEQ - Outre-Mer ».

Toute demande de qualification à titre provisoire ne sera acceptée qu'à réception du dossier complet dans les délais d'enregistrement de la licence de l'article 89 A des présents règlements.

Article 96 | Joueurs « NvEQ »

Dans toutes les compétitions, à la condition que la licence du joueur soit enregistrée dans les délais fixés par l'organisateur, la participation des joueurs « NvEQ » est limitée lors de chaque rencontre à :

- un joueur nouvellement équipe « NvEQ » ou un joueur qualifié à titre provisoire « NvEQ - Outre-Mer » si la rencontre comprend 3 parties de simple ou moins ;
- deux joueurs nouvellement équipe « NvEQ » ou un joueur nouvellement équipe « NvEQ » et un joueur qualifié à titre provisoire « NvEQ-Outre-Mer » si la rencontre comprend 4 parties de simple.

Article 97 | Joueurs Issus de la Filière de Formation (JIFF)

Pour toutes les rencontres des compétitions citées à l'article 80 alinéas 1 et 2, au moins un joueur « JIFF » devra figurer sur la feuille de matchs en tant que joueur de simple pour les 1^{res} divisions et divisions nationales 1 A féminines et masculines ; au moins 2 joueurs « JIFF » devront figurer sur la feuille de matchs en tant que joueur de simple pour les autres divisions.

Dans le cas contraire, l'équipe sera considérée comme incomplète.

Est considéré comme joueur « JIFF » tout joueur remplissant les deux conditions suivantes :

- avoir été licencié au cours de 4 années sportives dans un club affilié à la FFT dans les catégories d'âge de 10 ans à 18 ans incluses ;
- Et, au cours de ces 4 années de licence, avoir obtenu un classement calculé pour le compte de 2 années sportives minimum.

Le joueur ne satisfaisant pas aux 2 conditions ci-dessus ne sera pas considéré comme un joueur issu de la filière de formation, il sera dit « Non JIFF ».

Règles de calcul du statut

Le calcul du statut « JIFF » est attribué informatiquement. Les données informatiques dont dispose la FFT permettent d'avoir un historique à partir de l'année 1992. Ainsi, tous les joueurs nés en 1982 et après verront leur statut – « JIFF » ou « Non JIFF » – calculé automatiquement. Les joueurs nés en 1981 et avant ne pouvant être contrôlés intégralement bénéficieront du statut « JIFF ».

II/4 – JOUEURS NON TITULAIRES DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE

Article 98 | Joueurs ressortissants de l'Union européenne ou assimilés

Les règles de qualification et de participation aux compétitions par équipes homologuées, énoncées aux articles 88 et suivants, s'appliquent indifféremment aux joueurs de nationalité française et aux joueurs ressortissants des pays suivants :

- Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède ;
- les 3 pays de l'Espace économique européen : Islande, Norvège, Liechtenstein ;
- la Confédération helvétique ;
- la Croatie, les principautés d'Andorre et de Monaco ;
- la Bulgarie et la Roumanie.

Article 99 | Joueurs ressortissants des pays non cités à l'article 98

1 Les conditions de qualification et de participation aux compétitions par équipes homologuées s'appliquent aux joueurs ressortissants des pays ci-dessous, sous réserve pour leur club de fournir à l'organisateur du championnat dans les délais une autorisation de travail accordée par l'administration française ou un titre valant une telle autorisation. Cette autorisation permet au joueur d'avoir le statut « Assimilé UE ». Ce statut est uniquement valable pour la période mentionnée dans l'autorisation de travail.

Liste des pays concernés :

- Pays ayant signé des accords de coopération avec l'UE : Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie, Maroc, Moldavie, Ouzbékistan, Tunisie, Ukraine ;
- Pays ayant signé des accords d'association avec l'UE : Turquie ;
- Les 77 pays de la zone Afrique - Caraïbe - Pacifique qui ont signé les accords de Cotonou en vigueur depuis le 1^{er} avril 2003 : Afrique du Sud, Angola, Antigua et Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République du Cap-Vert,

République Centrafricaine, Comores, Congo (Brazzaville), République Démocratique du Congo, Cook (Îles), Côte-d'Ivoire, Djibouti, Dominique, République Dominicaine, Éthiopie, Érythrée, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée Équatoriale, Guyane, Haïti, Jamaïque, Kenya, Kiribati, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Marshall (Îles), Île Maurice, Mauritanie, Micronésie (États fédérés de), Mozambique, Namibie, Nauru, Niger, Nigeria, Niue, Palou, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Rwanda, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et Grenadines Salomon (Îles), Samoa, São Tomé et Príncipe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Surinam, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Tonga, Trinidad et Tobago, Tuvalu, Togo, Vanuatu, Zambie, Zimbabwe.

② Si le club ne fournit pas à l'organisateur, dans les délais prévus à l'article 89, une autorisation de travail accordée par l'administration française ou un titre valant une telle autorisation, le joueur doit remplir les conditions de qualification énoncées à l'article 100 ci-après.

Article 100 | Autres dispositions

① Les ressortissants des pays cités à l'article 99 n'ayant pas produit d'autorisation de travail et les ressortissants des pays non listés à cet article doivent :

a. pouvoir fournir la justification de leur situation régulière en France, sur le plan des autorisations de séjour ;

b. s'ils n'ont pas antérieurement obtenu leur qualification, avoir disputé les épreuves de simple de 10 tournois homologués en France au cours de l'année sportive précédente (les tournois donnant des points pour les classements internationaux ATP et WTA ne sont pas pris en considération pour l'application de cette règle). Cette disposition ne s'applique pas aux joueurs demandant leur qualification pour jouer en 1^{re} division ou division nationale 1 A des championnats de France interclubs seniors.

Ces joueurs doivent figurer sur la liste établie par l'organisateur du championnat, justifiant ainsi de leur qualification.

② Ces joueurs ne sont pas assimilés à des joueurs de l'Union européenne et sont considérés comme des joueurs Non UE. Leur participation est limitée à un par équipe et par rencontre.

CHAPITRE III ► DÉROULEMENT DES COMPÉTITIONS : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les dispositions générales du présent chapitre s'appliquent à tous les championnats visés à l'article 80, sous réserve des règles spécifiques développées au chapitre IV des présents règlements.

III/1 – OBLIGATIONS DU CLUB VISITÉ

Par « club visité », il faut également entendre « ligue visitée » pour les compétitions interligues.

Le club visité doit tout mettre en œuvre pour faciliter la tâche du juge-arbitre.

Article 101 | Balles et terrains

① Le club visité doit fournir par partie au moins 3 balles neuves, homologuées FFT et conformes aux caractéristiques techniques des règles du jeu figurant à l'annexe I des présents règlements.

② Il doit mettre à la disposition du juge-arbitre le nombre de courts nécessaire pour que la rencontre puisse se terminer dans la journée. Ce nombre de courts est fonction du nombre de parties à disputer.

Nombre de parties par rencontre	Nombre minimum de courts prévus pour la rencontre (extérieurs ou couverts selon le championnat)	Nombre minimum de court(s) couvert(s) de repli (pour les rencontres initialement prévues à l'extérieur)
3	1	1
4	2	1
5	2	1
6	2	1

- 3** Toutes les parties sont disputées sur une surface de nature identique. Il est dérogé à cette disposition dans l'un des cas suivants :
- si les capitaines sont d'accord pour qu'il en soit autrement, et s'ils obtiennent l'accord du juge-arbitre ;
 - si le juge-arbitre décide d'utiliser un court couvert et/ou s'il juge que sont seuls praticables des courts d'une surface différente.
- 4** Si la rencontre, initialement prévue sur court(s) découvert(s), a, en raison des conditions atmosphériques, commencé sur court(s) couvert(s), et si au cours de son déroulement les courts découverts deviennent praticables, il appartient au seul juge-arbitre d'apprécier si les parties restant à disputer doivent se dérouler à l'intérieur ou à l'extérieur.
- 5** En cas d'intempéries ou d'impraticabilité des terrains, et pour éviter le report de la rencontre, il peut être utilisé un/des court(s) n'appartenant pas au club visité, sous réserve que le juge-arbitre estime que son/leur éloignement ne constitue pas un obstacle au déroulement de la rencontre.
- 6** L'équipe visitée peut proposer à l'équipe adverse de disputer la rencontre sur un nombre de courts supérieur au minimum requis, à condition d'avoir obtenu l'accord écrit de l'équipe visiteuse avant la rencontre. Cette disposition ne s'applique pas pour la 1^{re} division et la division nationale 1 A des championnats de France interclubs seniors.

Article 102 | Juge-arbitrage et arbitrage

Un juge-arbitre est désigné pour chaque rencontre selon les modalités du chapitre V - titre premier des présents règlements.

Le club visité doit mettre à la disposition du juge-arbitre un arbitre pour chaque partie. Toutes les parties doivent être arbitrées. Si une partie ne l'est pas, elle est gagnée par le club visiteur sur le score forfaitaire de 12 jeux à 0 (6/0, 6/0). Cette partie ne sera pas prise en compte dans le palmarès des compétiteurs.

Article 103 | Communication des résultats

Le club visité doit saisir la feuille de matchs dans l'application Gestion Sportive dès la fin de la rencontre, et au plus tard 48 heures après le jour de la rencontre. La commission compétente peut appliquer une amende de 50 euros pour la première feuille de matchs non saisie et de 100 euros pour chacune des suivantes.

III/2 – FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

Article 104 | Pièces à fournir

Pour qu'une rencontre puisse se dérouler, chaque équipe doit s'assurer de la détention et de la mise à jour des documents visés ci-après.

Ainsi, avant le début de la rencontre, le capitaine de chaque équipe doit présenter tous les joueurs de son équipe au juge-arbitre et lui remettre :

- en mains propres la liste par ordre de classement des joueurs de simple et la liste de ceux susceptibles de disputer les doubles, dont les paires peuvent être formées après la fin des simples ;
- L'attestation de licence de l'année sportive en cours de chacun des joueurs, ainsi qu'une pièce d'identité officielle avec photographie **justifiant de sa nationalité**, et leur certificat médical de non-contre-indication à la pratique du tennis en compétition **dans les conditions prévues aux articles 194 et 195 des présents règlements**, et toute pièce justifiant de leur qualification, si mention n'en est pas portée sur leur licence. La production de ces pièces relève de la responsabilité conjointe du capitaine d'équipe et des joueurs concernés.

III/3 – RENCONTRE

Article 105 | Dates et horaires

- 1 La rencontre a lieu au jour et à l'heure fixés par la commission compétente ; elle est disputée en une seule journée.
- 2 Dans le cas où un club doit recevoir 2 équipes le même jour, l'une des rencontres peut être avancée, avec l'accord des deux clubs et sous réserve de l'approbation expresse de la commission compétente et du respect de l'article 107 alinéa 1.

Article 106 | Format des matchs

- 1 Toutes les parties de simple sont disputées au meilleur des 3 manches, avec application du jeu décisif dans toutes les manches.
- 2 Dans le cadre des rencontres pour lesquelles les joueurs de simple ne sont pas autorisés à prendre part aux parties de double, celles-ci sont disputées au meilleur des 3 manches avec application du jeu décisif dans toutes les manches.
- 3 Dans le cadre des rencontres pour lesquelles les joueurs de simple sont autorisés à prendre part aux parties de double, celles-ci sont disputées au meilleur des 3 manches avec :
 - application, dans les 2 premières manches, du point décisif tel que défini à l'annexe IV des règles du jeu ;
 - en cas d'égalité à une manche partout, l'application d'un super jeu décisif à 10 points tel que défini à l'annexe IV des règles du jeu.

Article 107 | Équipes

- 1 Lorsque 2 équipes d'un même club jouent le même week-end (samedi ou dimanche) dans un même championnat, un même joueur ne peut jouer dans les 2 équipes ; il en va de même lorsque ces 2 équipes auraient dû jouer le même week-end et qu'une rencontre a été avancée ou reportée.
- 2 Les joueurs de simple et les paires de double sont désignés pour chaque rencontre dans l'ordre du classement officiel de la Fédération.
- 3 Dans une équipe, les joueurs de double peuvent être différents des joueurs de simple, et le classement d'un joueur de double n'ayant pas joué en simple peut être supérieur à celui d'un joueur ayant participé aux simples.
- 4 Dans le cas des rencontres pour lesquelles les paires de double ne peuvent être formées avant le commencement de la rencontre, il appartient au juge-arbitre, à l'issue des simples, de faire préciser leur composition exacte et de les consigner sur la feuille de composition d'équipe ; à partir de ce moment, aucun changement n'est possible.

Article 108 | Difficultés liées au déroulement de la rencontre

1 Principes

- Toute équipe incomplète à l'heure fixée pour le début de la rencontre perd cette rencontre par disqualification. Est considérée comme équipe incomplète, une équipe ne comportant pas, à l'heure fixée pour le début de la rencontre, le nombre suffisant de joueurs régulièrement qualifiés pour disputer l'ensemble des parties prévues dans les règlements spécifiques de l'épreuve. Les dispositions du Code fédéral de conduite relatives aux retards ne s'appliquent qu'aux joueurs d'une équipe complète.
- La rencontre ne peut être interrompue, sur décision du juge-arbitre, qu'en cas d'impossibilité matérielle absolue d'utilisation des courts (pluie, obscurité, terrain impraticable). Elle peut également être interrompue, sur décision du juge-arbitre, en cas d'absolue nécessité liée à la sécurité de personnes et/ou à l'intégrité des biens.
- En cas d'interruption, le juge-arbitre doit prendre toutes les mesures pour que la rencontre ne soit pas reportée et puisse se disputer dans la journée. Il doit obtenir des capitaines que les équipes restent à sa disposition jusqu'à sa décision définitive.
- En cas de réserve du juge-arbitre avant le commencement d'une rencontre sur la qualification d'un joueur, celui-ci doit en faire mention sur la feuille d'observation et de décision, et la commission compétente statue dès réception de celle-ci. La réserve du juge-arbitre portée après le commencement de la rencontre est irrecevable.

2 Arrêt de la rencontre

- Lorsque le juge-arbitre, après avoir appliqué les dispositions de l'alinéa précédent, se rend compte qu'il n'est plus possible de poursuivre le déroulement de la rencontre dans la journée, il prend la décision de prononcer l'arrêt définitif des parties, ce qu'il consigne sur la feuille d'observation et de décision.
- En cas d'arrêt définitif comme prévu ci-dessus, avant que la victoire ait été acquise, ou de rencontre non débutée, la commission compétente statue sur les suites à donner.

Toutefois, les parties jouées doivent être saisies dans l'application fédérale Gestion Sportive et seront prises en compte dans les palmarès des compétiteurs.

- Si, au moment de l'arrêt définitif prévu ci-dessus, la victoire est acquise à l'une des équipes, la rencontre n'est pas reportée.

Toutes les parties d'une rencontre doivent être jouées, même si le résultat est acquis. En cas d'impossibilité matérielle d'utilisation des courts dûment constatée par le juge-arbitre, les points correspondant aux parties n'ayant pu se jouer ne sont pas attribués.

3 Cas particulier (forfait, abandon, disqualification)

- En cas de forfait d'un joueur, pour quelque raison que ce soit, avant le début de la partie à laquelle il devait participer (alors qu'il figurait sur la liste officielle remise au juge-arbitre), le point de cette partie revient à l'équipe adverse sous réserve des dispositions de l'articles 21 des présents règlements sportifs et de l'alinéa 1 du présent article, sans préjudice de sanctions individuelles pouvant être prises à l'encontre du joueur ayant déclaré forfait sans excuse jugée valable. Aucun remplacement n'est autorisé.
- Un joueur ayant abandonné, déclaré forfait ou ayant été disqualifié en simple ne peut participer aux doubles.
- En cas d'abandon ou de disqualification en cours de partie, le vainqueur se verra attribuer tous les jeux restant à disputer au moment de l'abandon ou de la disqualification.
- En cas de forfait ou de disqualification avant le début d'une partie, le score attribué à cette partie est : 6/0, 6/0.

- En cas de disqualification d'une équipe, la commission compétente peut décider de ne pas prendre en compte dans les palmarès des compétiteurs tout ou partie des matches joués.

III/4 – CAPITAINE

Article 109 | Fonction

- 1 Chaque équipe est représentée par un capitaine, assisté d'un capitaine adjoint, qui sont les seuls interlocuteurs du juge-arbitre.
- 2 Le capitaine et son adjoint doivent être licenciés dans le club qu'ils représentent, et présenter leur licence au juge-arbitre.

Article 110 | Obligations

- 1 Le capitaine doit :
 - Se conformer aux prescriptions de l'article 104 ;
 - Exiger que les joueurs de son équipe aient une tenue et un comportement corrects, tant sur le court que dans l'enceinte du club où se déroule la rencontre ;
 - Signer la feuille de matchs, ainsi que les réserves qu'il peut formuler sur la feuille d'observation et de décision.
- 2 Seuls le capitaine et son adjoint peuvent donner des conseils aux joueurs de leur équipe pendant les périodes de repos, à condition d'être présents sur le court. Un siège doit y être réservé à cet effet. Le capitaine, ou son adjoint, peut entrer sur le court, en sortir, uniquement aux changements de côté, ou y demeurer assis pendant le jeu. Son rôle est limité aux conseils donnés dans les conditions ci-dessus. Il ne doit en aucune façon entrer en discussion avec l'arbitre, ni prodiguer de soins aux joueurs, sauf en cas de perte accidentelle de condition physique.

III/5 – FORFAITS

Article 111 | Principes

- 1 Toute équipe déclarant forfait doit prévenir l'équipe adverse, le juge-arbitre, l'organisateur du championnat et éventuellement le club tiers accueillant la rencontre au moins 6 jours avant la date fixée pour la rencontre.
- 2 La commission compétente peut décider de demander au club dont l'équipe a déclaré forfait de rembourser au club adverse, et le cas échéant au club tiers d'accueil, les frais engagés pour la rencontre.
- 3 En plus des dédommagements ci-dessus, le club dont l'équipe a déclaré forfait pour une ou plusieurs rencontres, est passible d'une amende dont le montant, fixé par la commission compétente, est au minimum de 50 euros et au maximum de 500 euros.
- 4 Tout club dont l'équipe a déclaré forfait pour une ou plusieurs rencontres, peut perdre, à l'appréciation de la commission compétente, le bénéfice, en totalité ou en partie, du remboursement des éventuels frais accordés et/ou des prix auxquels il aurait pu prétendre.

Article 112 | Championnats interclubs organisés sous forme de tableaux

Le club dont l'équipe a déclaré forfait lors d'une rencontre d'un championnat se disputant par élimination directe l'année N, perd sa qualification pour ce même championnat l'année N+1. Ce club ne participera en aucun cas à la division qualificative à la phase nationale l'année N+1.

Article 113 | Championnats organisés sous forme de poules

L'équipe déclarant 2 fois forfait lors d'un championnat se déroulant par poules est automatiquement forfait général pour l'ensemble du championnat.

De même, l'équipe étant 2 fois disqualifiée, ou disqualifiée une fois et forfait une fois, est automatiquement déclarée forfait général pour l'ensemble du championnat.

Pour les championnats de France interclubs seniors uniquement :

- a. Toute équipe déclarée forfait général l'année N sera automatiquement rétrogradée de 2 divisions pour le championnat de l'année N+1. La rétrogradation de cette équipe aura pour conséquence la rétrogradation d'une ou des équipes du club, conformément à l'article 82 des présents règlements.
- b. Toute équipe déclarée forfait général 2 années consécutives se verra exclue du championnat de France interclubs seniors, et sera donc rétrogradée en championnat régional. La rétrogradation de cette équipe aura pour conséquence la rétrogradation d'une ou des équipes du club en championnat régional, conformément à l'article 82 des présents règlements.

III/6 – RÉSULTATS DES RENCONTRES ET CLASSEMENT DES CLUBS

À l'issue d'une rencontre, l'équipe comptant le plus grand nombre de points est déclarée vainqueur.

En cas d'égalité de points entre 2 équipes, un résultat nul est déclaré.

Article 114 | Championnats organisés sous forme de poules

- 1 La commission compétente procède au classement de la poule en attribuant, par rencontre :
 - 3 points à l'équipe ayant gagné une rencontre ;
 - 2 points à l'équipe en cas de résultat nul ;
 - 1 point à l'équipe ayant perdu une rencontre ;
 - moins 1 point à l'équipe qui a été disqualifiée par décision du juge-arbitre ou de la commission compétente (pour la 1^{re} division et la division nationale 1 A uniquement, la Commission fédérale se réserve le droit de pénaliser l'équipe disqualifiée en lui retirant un point supplémentaire) ;
 - moins 2 points à l'équipe qui a déclaré forfait.
- 2 En cas d'égalité de points entre 2 ou plusieurs équipes à l'issue de la phase de poules, leur classement est établi en tenant compte, à l'occasion de toutes les rencontres de la poule :
 - de la différence des scores des rencontres gagnées et perdues par chacune d'elles (par score de rencontre, on entend le résultat final de la rencontre) ;
 - puis, en cas de nouvelle égalité, de la différence des nombres de manches gagnées et perdues par chacune d'elles ;
 - puis en cas de nouvelle égalité, de la différence des nombres de jeux gagnés et perdus par chacune d'elles.

Lorsque les équipes à égalité n'ont pu être départagées par les méthodes successives décrites ci-dessus, ces mêmes méthodes successives doivent être appliquées aux seuls résultats des rencontres les ayant opposées, avant un éventuel recours au tirage au sort.

- 3 À toute rencontre de la poule ayant donné lieu à un forfait ou une disqualification, est affecté le score forfaitaire de :
 - 4 à 0 (6 manches à 0, 20 jeux à 0) dans les épreuves où 6 ou 7 points sont en jeu lors de chaque rencontre ;
 - 3 à 0 (5 manches à 0, 15 jeux à 0) dans les épreuves où 5 points sont en jeu lors de chaque rencontre ;

- 2 à 0 (3 manches à 0, 10 jeux à 0) dans les épreuves où 3 points sont en jeu lors de chaque rencontre.

④ Lorsque, dans une poule, l'équipe 2 ou 3 d'un club ne peut prétendre à la montée en division supérieure, il est établi 2 classements de la poule :

- l'un détermine la montée en division supérieure, ainsi que (s'il y a lieu) l'équipe qualifiée pour la phase finale et ne prend pas en compte les résultats des rencontres auxquelles a participé cette équipe 2 ou 3 ;
- l'autre détermine le maintien dans la division concernée, et prend en compte les résultats de toutes les rencontres de poule.

III/7 – REMBOURSEMENTS DE FRAIS

Article 115

En fin de compétition, les ligues et les clubs dont les équipes se sont déplacées pour un championnat de France interclubs, une compétition interligues ou une Coupe de France reçoivent des remboursements de frais, selon les modalités fixées chaque année par le Bureau fédéral. Ces remboursements de frais ne s'appliquent pas à la division supérieure du championnat de ligue, qualificative à la phase nationale.

III/8 – SIGLES ET LOGOS PUBLICITAIRES

Article 116

Dans toutes les rencontres des compétitions par équipes visées à l'article 80, les joueurs peuvent avoir sur leur maillot, en plus des logos autorisés par les dispositions générales des règlements sportifs (article 7), un logo supplémentaire de 19,5 centimètres carrés au maximum pour un sponsor du club.

Par ailleurs, le nom du club ou de la ligue peut être floqué au dos du maillot ainsi qu'au dos de la veste de la tenue d'échauffement.

CHAPITRE IV ► DÉROULEMENT DES COMPÉTITIONS : DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

Les dispositions du présent chapitre complètent, pour chaque championnat, les dispositions générales du chapitre III. En cas de contradiction entre une disposition générale et une disposition spécifique, la disposition spécifique l'emporte.

IV/1 – CHAMPIONNATS DE FRANCE INTERCLUBS SENIORS

DISPOSITIONS COMMUNES À CES CHAMPIONNATS

Article 117

Les championnats de France interclubs seniors visés à ce chapitre ne sont ouverts qu'aux clubs affiliés à la FFT ayant la jouissance permanente et exclusive d'au moins 2 courts découverts d'une surface de nature identique.

Article 118

- ① Les rencontres sont composées de 4 simples et de 2 doubles. Chaque équipe marque 1 point par partie gagnée.
- ② Lors de chaque rencontre, les parties sont disputées dans l'ordre suivant : simples numéros 4 et 2 puis 3 et 1, puis doubles numéros 2 et 1.
- ③ Les parties de double se jouent à la suite des parties de simple après une interruption ne pouvant excéder 30 minutes. Les joueurs de simple sont autorisés à jouer en double.
- ④ En cas d'égalité de points lors d'une phase se déroulant par poules, la rencontre se solde par un résultat nul.
- ⑤ En cas d'égalité de points entre 2 équipes lors d'une rencontre disputée par élimination directe, une partie de double est disputée. Celle-ci se déroule en un super jeu décisif à 10 points et se joue 15 minutes après la fin des doubles. Chaque équipe de double est composée parmi la liste des joueurs figurant sur la fiche de composition d'équipe remise au juge-arbitre le jour de la rencontre.
- ⑥ Si par suite de forfait, disqualification ou abandon en simple, une équipe ne dispose pas d'un nombre suffisant de joueurs pour aligner la ou les paire(s) de double requise(s), le double qui participera effectivement à la rencontre sera classé numéro 1. Le forfait du double numéro 2 ou des doubles n'entraînera pas le forfait général de l'équipe pour la rencontre

Article 119

Sauf dérogation accordée par la commission compétente, un club qualifié pour l'un de ces championnats n'est admis à le disputer que s'il a pris part, dans l'année sportive, à l'épreuve départementale et/ou régionale des interclubs 15/16 ans, garçons ou filles.

Article 120

- ① Tout club qui participe aux championnats de France interclubs seniors a l'obligation de mettre à la disposition de la Commission d'arbitrage de sa ligue autant de juges-arbitres par équipes, licenciés dans le club qu'il a d'équipes inscrites, ce(s) juge(s)-arbitre(s) devant s'engager à être disponible(s) pour au moins une rencontre de ces championnats.
- ② Il doit aussi justifier, auprès de sa Commission régionale d'arbitrage, de l'existence de 4 arbitres qualifiés selon les modalités du chapitre V/2 du titre premier des présents règlements, licenciés dans le club. Ces arbitres doivent s'engager à arbitrer au moins une rencontre de ces championnats lorsque le club reçoit.
- ③ Le club visité doit mettre à la disposition du juge-arbitre un arbitre pour chaque partie. Toutes les parties doivent être arbitrées. Si une partie ne l'est pas, elle est gagnée par le club visiteur sur le score forfaitaire de 12 jeux à 0 (6/0, 6/0) Cette partie ne sera pas prise en compte dans le palmarès des compétiteurs.

DISPOSITIONS APPLICABLES À LA 1^{RE} DIVISION**1 - Dispositions communes aux championnats masculin et féminin**

Ces championnats doivent répondre aux présents règlements, ainsi qu'au cahier des charges d'une rencontre de la phase préliminaire.

Article 121 | Composition d'équipe et participation au championnat

- a. La liste des joueurs transmise par le club doit être composée de joueur dont le classement est supérieur ou égal à -2/6 pour le simple, ou à -1 pour le double.

- b. La participation à ces épreuves sera interdite à tout joueur dont le classement est inférieur à -2/6 pour le simple, ou -1 pour le double. Ainsi, un joueur classé -1 ou mieux en double, dont le classement de simple est inférieur à -2/6, ne peut participer qu'aux matchs de double.

Article 122 | Terrains et balles

- 1 Ce championnat étant organisé dans la période hivernale, toutes les rencontres doivent être disputées sur 2 courts couverts de surface identique.
- 2 Dans toutes les parties, les balles doivent être changées tous les 11 jeux (9 jeux la première fois).
- 3 Le club visité doit mettre à la disposition de l'équipe du club visiteur, pour l'entraînement de ses joueurs, des balles et courts identiques à ceux prévus pour la rencontre.

Article 123 | Juge-arbitre et arbitres

Le juge-arbitre, de qualification JAE3 minimum, de même que les arbitres de chaise, de qualification A3 minimum, sont désignés par la FFT, après consultation des Commissions régionales d'arbitrage. Les juges de lignes sont désignés par les clubs en concertation avec leur ligue.

Article 124 | Déroulement de la rencontre

- 1 Les dates et horaires des rencontres sont fixés par la Commission fédérale des épreuves par équipes.
- 2 L'équipe déclarant forfait lors d'une rencontre de 1^{re} division est passible de sanctions pouvant aller jusqu'à la rétrogradation de l'équipe en division nationale 1 A l'année suivante.

Article 125 | Phase finale

- 1 Chaque équipe qualifiée pour la phase finale ou la finale de 1^{re} division doit communiquer à l'organisateur du championnat, dans le délai fixé par la commission compétente, une liste de 8 joueurs régulièrement qualifiés, en vertu des présents règlements sportifs. **Cette liste ne pourra comporter qu'un maximum de 3 joueurs ayant le statut de « NvEQ » (nouvellement équipe).**
- 2 En cas de score acquis à l'issue des simples, le comité d'organisation de la phase finale ou celui de la finale pourra décider, de manière exceptionnelle et en tenant compte des paramètres qu'il aura évalués (affluence du public, durée de la rencontre, promotion et image de l'épreuve, mise en place d'une billetterie payante, etc.), de ne pas mener une rencontre à son terme en ne faisant disputer qu'un seul double ou aucun. Les équipes seront informées de la décision du comité d'organisation à l'issue des parties de simple. Dans tous les cas, une partie de double commencée doit être menée à son terme.
- 3 En cas d'égalité de points lors de la phase finale (ou de la finale), est déclarée vainqueur l'équipe qui a gagné la partie décisive de double (cf. article 118 alinéa 5).

2 - Dispositions spécifiques au championnat masculin – 1^{re} division

Article 126 | Formule

- 1 Ce championnat est disputé par 12 équipes, qualifiées comme suit :
 - les 10 équipes classées 1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e de chaque poule de 1^{re} division l'année précédente ;
 - les 2 équipes vainqueurs de chaque poule de division nationale 1 A l'année précédente.
- 2 Il comporte :
 - une phase préliminaire où les 12 équipes sont réparties en 2 poules de 6 ;
 - une phase finale, disputée par élimination directe par les 4 équipes ayant terminé aux 2 premières places de chacune des 2 poules, et désignant le champion de France de 1^{re} division masculine.
- 3 La dernière équipe de chaque poule descend l'année suivante en division nationale 1 A.

3 - Dispositions spécifiques au championnat féminin - 1^{re} division

Article 127 | Formule

- ① Ce championnat est disputé par 10 équipes, qualifiées comme suit :
 - les 8 équipes classées 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e de chaque poule de 1^{re} division l'année précédente ;
 - les 2 équipes vainqueurs de chaque poule de division nationale 1 A l'année précédente.
- ② Il comporte :
 - une phase préliminaire où les 10 équipes sont réparties en 2 poules de 5 ;
 - une finale, disputée par les 2 équipes ayant terminé à la première place de chacune des 2 poules, et désignant le champion de France de 1^{re} division féminine.
- ③ La dernière équipe de chaque poule à l'issue de la phase préliminaire descend en division nationale 1 A.

DISPOSITIONS APPLICABLES À LA DN1A

1 - Dispositions communes aux championnats masculin et féminin

Ces championnats doivent répondre aux présents règlements, ainsi qu'au cahier des charges d'une rencontre de poules.

Article 128 | Composition d'équipe et participation au championnat

- a. La liste des joueurs transmise par le club doit être composée de joueurs dont le classement est supérieur ou égal à +2/6 pour le simple, ou à +2 pour le double.
- b. La participation à ces épreuves sera interdite à tout joueur dont le classement est inférieur à +2/6 pour le simple, ou +2 pour le double. Ainsi, un joueur classé +2 ou mieux en double, dont le classement de simple est inférieur à +2/6, ne peut participer qu'aux matchs de double.

Article 129 | Terrains et balles

- ① Ce championnat étant organisé dans la période hivernale, toutes les rencontres doivent, sauf dérogation accordée par la Commission fédérale des épreuves par équipes (CFEE), être disputées sur 2 courts couverts de surface identique. Exceptionnellement, la CFEE peut accorder une dérogation pour que la rencontre se déroule sur 2 courts extérieurs de surface identique.
- ② Le club visité doit mettre à la disposition du club visiteur, pour l'entraînement de ses joueurs, des balles et courts identiques à ceux prévus pour la rencontre.
- ③ Dans toutes les parties, les balles doivent être changées tous les 11 jeux (9 jeux la première fois).

Article 130 | Juge-arbitre et arbitres

Le juge-arbitre, de qualification JAE3 ou JAE2 minimum, ainsi qu'un arbitre de chaise, de qualification A 3 minimum, sont désignés par la FFT, après consultation des Commissions régionales d'arbitrage. Deux arbitres de qualification A 2 minimum seront proposés par les Commissions régionales d'arbitrage à la FFT qui les désignera. Les juges de lignes sont désignés par les clubs en concertation avec leur ligue.

Article 131 | Déroulement de la rencontre

Les dates et horaires des rencontres sont fixés par la Commission fédérale des épreuves par équipes.

2 - Dispositions spécifiques au championnat masculin - DN1A

Article 132 | Formule

- 1 Ce championnat est disputé par 12 équipes, qualifiés comme suit :
 - les 2 équipes classées 6^e de chacune des 2 poules de 1^{re} division l'année précédente ;
 - les 8 équipes classées 2^e, 3^e, 4^e et 5^e de leur poule respective de DN1A l'année précédente ;
 - les 2 équipes classées 1^{re} de chaque poule de division nationale 1 B l'année précédente.
- 2 Il comporte une phase unique où les 12 équipes sont réparties en 2 poules de 6.
- 3 Les 2 équipes vainqueurs de leur poule respective sont qualifiés pour la 1^{re} division masculine l'année suivante. La dernière équipe de chaque poule descend l'année suivante en division nationale 1 B.

3 - Dispositions spécifiques au championnat féminin - DN1A

Article 133 | Formule

- 1 Ce championnat est disputé par 12 équipes, qualifiées comme suit :
 - les 2 équipes classées 6^e de chacune des 2 poules de 1^{re} division l'année précédente ;
 - les 8 équipes classées 2^e, 3^e, 4^e, et 5^e de chaque poule de division nationale 1 A l'année précédente ;
 - les 2 équipes classées 1^{re} de chaque poule de division nationale 1 B l'année précédente.
- 2 Il comporte une phase unique où les 12 équipes sont répartis en 2 poules de 6.
- 3 Les 2 équipes vainqueurs de leur poule respective sont qualifiées pour la 1^{re} division féminine l'année suivante. La dernière équipe de chaque poule descend l'année suivante en division nationale 1 B.

DISPOSITIONS APPLICABLES À LA DN1B, DN2, DN3 ET DN4

1 - Dispositions communes

Article 134

- 1 Toutes les rencontres se déroulent sur 2 courts extérieurs de surface identique.
- 2 Toutes les rencontres débutent à 9 heures.
- 3 Le juge-arbitre, de qualification JAE2 minimum, est désigné par la Commission régionale d'arbitrage. La qualification des arbitres est spécifique à chaque division.

2 - Dispositions applicables à la DN1B

Article 135 | Dispositions communes aux championnats masculin et féminin

- 1 Le club visité doit mettre à la disposition du juge-arbitre, pour toute la durée de la rencontre, 3 arbitres de chaise, dont 2 au moins de qualification A 2.
- 2 Dans toutes les parties de simple, les balles doivent être changées au début de la troisième manche.
- 3 Ce championnat est disputé par 12 équipes, qualifiées comme suit :
 - les 2 équipes classées 6^e de poule de division nationale 1 A l'année précédente ;

- les 6 équipes classées 2^e, 3^e et 4^e de chaque poule de division nationale 1 B l'année précédente ;
- les 4 équipes vainqueurs de leur poule respective du championnat de France de division nationale 2 l'année précédente, et vainqueurs des rencontres de barrages.

④ Il comporte une phase unique où les 12 équipes sont réparties en 2 poules de 6 ;

⑤ L'équipe vainqueur de chaque poule est qualifiée pour participer au championnat de France de division nationale 1 A l'année suivante. Les 2 dernières équipes de chaque poule descendent l'année suivante en division nationale 2.

3 - Dispositions applicables à la DN2

Article 136 | Dispositions communes aux championnats masculin et féminin

① Le club visité doit mettre à la disposition du juge-arbitre, pour toute la durée de la rencontre, 3 arbitres de chaise de qualification A 1 minimum.

② Il comporte une phase préliminaire où les 48 équipes sont réparties en 8 poules de 6. Quatre rencontres de barrages qualificatives à la division nationale 1B opposeront, selon les modalités définies par la Commission fédérale des épreuves par équipes, les 8 équipes terminant 1^{re} de leur poule respective. En cas d'égalité à 3-3, une partie décisive de double à 10 points est disputée (cf. article 118 alinéa ⑤ des présents règlements).

③ Les 4 équipes vainqueurs des barrages sont qualifiées pour participer au championnat de France de division nationale 1 B l'année suivante. Les 2 dernières équipes de chaque poule descendent l'année suivante en division nationale 3.

Article 137 | Championnat masculin - DN2

Ce championnat est disputé par 48 équipes, qualifiées comme suit :

- les 4 équipes classées 5^e et 6^e de chacune des 2 poules de division nationale 1 B l'année précédente ;
- les 4 équipes classées 1^{re} de leur poule de division nationale 2 l'année précédente mais ayant perdu la rencontre de barrages ;
- les 24 équipes classées 2^e, 3^e, et 4^e de chacune des 8 poules de division nationale 2 l'année précédente ;
- les 16 équipes vainqueurs de leur poule respective du championnat de France de division nationale 3 l'année précédente.

Article 138 | Championnat féminin - DN2

Ce championnat est disputé par 48 équipes, qualifiées comme suit :

- les 4 équipes classées 5^e et 6^e de chacune des 2 poules de division nationale 1 B en 2011 ;
- les 4 équipes classées 1^{re} de leur poule de division nationale 2 l'année précédente mais ayant perdu la rencontre de barrages ;
- les 24 équipes classées 2^e, 3^e et 4^e de chacune des 8 poules de division nationale 2 l'année précédente ;
- les 16 équipes classées 1^{er} et 2^e de leur poule respective du championnat de France de division nationale 3 l'année précédente ;
- les 2 équipes classées meilleures 3^{es} de division nationale 3 l'année précédente.

4 - Dispositions applicables à la DN3

Article 139 | Championnat masculin - DN3

- ① Le club visité doit mettre à la disposition du juge-arbitre, pour toute la durée de la rencontre, 3 arbitres de chaise de qualification A 1 minimum.
- ② Ce championnat est disputé par 96 équipes, qualifiées comme suit :
 - les 16 équipes classées 5^e et 6^e de chacune des 8 poules de division nationale 2 l'année précédente ;
 - les 48 équipes classées 2^e, 3^e et 4^e de chacune des 16 poules de division nationale 3 l'année précédente ;
 - les 32 équipes classées 1^{er} et 2^e de chacune des 16 poules de division nationale 4 l'année précédente.
- ③ Il comporte une phase où les 96 équipes sont réparties en 16 poules de 6.
- ④ L'équipe vainqueur de chaque poule est qualifiée pour participer, l'année suivante, au championnat de France de division nationale 2. Les 2 dernières équipes de chaque poule descendent l'année suivante en division nationale 4.

Article 140 | Championnat féminin - DN3

- ① Le club visité doit mettre à la disposition du juge-arbitre, pour toute la durée de la rencontre, 3 arbitres de chaise de qualification A 1 minimum.
- ② Ce championnat est disputé par 48 équipes, qualifiées comme suit :
 - les 16 équipes classées 5^e et 6^e de chacune des 8 poules de division nationale 2 l'année précédente ;
 - les 16 équipes classées 3^e et 4^e de chacune des 8 poules de division nationale 3 l'année précédente ;
 - les 12 équipes vainqueurs de leur poule respective de division nationale 4 l'année précédente ;
 - les 4 équipes classées meilleures 2^{es} ayant obtenu la plus forte moyenne des points de rencontres des 12 poules de division nationale 4 l'année précédente.
- ③ Il comporte une phase où les 48 équipes sont réparties en 8 poules de 6.
- ④ Les équipes classées 1^{re} et 2^e de chacune des 8 poules sont qualifiées pour participer l'année suivante au championnat de division nationale 2. Les 2 dernières équipes de chaque poule descendent l'année suivante en division nationale 4.

5 - Dispositions applicables à la DN4

Article 141 | Championnat masculin - DN4

- ① Le club visité doit mettre à la disposition du juge-arbitre, pour toute la durée de la rencontre, trois arbitres de chaise de qualification A 1 minimum.
- ② Ce championnat est disputé par 96 équipes, qualifiées comme suit :
 - les 32 équipes classées 5^e et 6^e de chacune des 16 poules de division nationale 3 l'année précédente ;
 - les 32 équipes classées 3^e et 4^e de chacune des 16 poules de division nationale 4 l'année précédente ;
 - l'équipe classée meilleure 5^e des 16 poules de division nationale 4 l'année précédente ;
 - les 31 équipes championnes des 31 ligues métropolitaines l'année précédente.
- ③ Il comporte une phase où les 96 équipes sont réparties en 16 poules de 6.
- ④ Les 2 premières équipes de chaque poule sont qualifiées pour participer, l'année suivante, au championnat de France de division nationale 3. Les 2 dernières équipes de chaque poule, excepté

la meilleure 5^e, descendent l'année suivante en division supérieure du championnat de ligue qualificative à la division nationale 4 (DQDN4).

Article 142 | Championnat féminin - DN4

- 1 Le club visité doit mettre à la disposition du juge-arbitre, pour toute la durée de la rencontre, 3 arbitres de chaise de qualification A 1 minimum.
- 2 Ce championnat est disputé par 72 équipes, qualifiées comme suit :
 - les 16 équipes classées 5^e et 6^e de chacune des 8 poules de division nationale 3 l'année précédente ;
 - les 8 équipes classées 2^e de chaque poule ayant obtenu la plus faible moyenne des points de rencontre de division nationale 4 l'année précédente ;
 - les 12 équipes classées 3^e de chacune des 12 poules de division nationale 4 l'année précédente ;
 - les 5 équipes classées 4^e ayant obtenu la plus forte moyenne des points de rencontres des 12 poules de division nationale 4 l'année précédente ;
 - les 31 équipes championnes des 31 ligues métropolitaines l'année précédente.
- 3 Il comporte une phase où les 72 équipes sont réparties en 12 poules de 6.
- 4 L'équipe vainqueur de chaque poule est qualifiée pour participer, l'année suivante, au championnat de France de division nationale 3. Les 4 équipes classées meilleures 2^{es} des 12 poules – ce classement est obtenu par comparaison des moyennes des points de rencontres, puis en cas d'égalité des différences de parties, puis des manches, puis des jeux gagnés et perdus par chacun d'eux – sont qualifiées pour participer l'année suivante au championnat de France de division nationale 3. Les 31 équipes classées 4^e, 5^e et 6^e de chaque poule, exceptées les 7 meilleures 4^{es}, descendent l'année suivante en division supérieure du championnat de ligue qualificative à la division nationale 4 (DQDN4).

DISPOSITIONS APPLICABLES À LA DQDN4

Ce championnat, organisé par chaque ligue a vocation à qualifier une équipe masculine et féminine en division nationale 4.

Article 143

- 1 Les dates et horaires des rencontres sont fixés par la commission compétente.
- 2 Les rencontres se déroulent sur des installations extérieures de même surface. L'organisateur du championnat peut toutefois déroger à cette règle.
- 3 Un juge-arbitre, de qualification JAE2 minimum, est désigné par la Commission régionale d'arbitrage, sauf application des dispositions de l'article 17-1 des présents règlements.
- 4 Le club visité doit mettre à la disposition du juge-arbitre, pour toute la durée de la rencontre, 3 arbitres de chaise de qualification A 1 minimum.
- 5 En cas d'égalité à 3-3 lors d'une rencontre à élimination directe, une partie décisive de double à 10 points est disputée (cf. article 118 alinéa 5).

IV/2 – CHAMPIONNATS DE FRANCE INTERCLUBS 15/16 ANS

Article 144 | Formule

- 1 Il est organisé un championnat de France pour les 15/16 ans filles et un championnat de France pour les 15/16 ans garçons.

- ② Chacun de ces 2 championnats féminin et masculin est composé par :
- a. Une division qualificative à la phase nationale, organisée par chaque ligue métropolitaine, qui qualifie 31 équipes.
 - b. Une phase nationale qui comprend :
 - une phase préliminaire dont sont exemptées les 11 meilleures équipes ; les 20 équipes participant à cette phase sont réparties en 5 tableaux de 4 équipes. Chaque tableau est disputé par élimination directe sur 2 tours, et qualifie une équipe pour la phase qualificative ;
 - une phase qualificative regroupant les 5 équipes qualifiées de la phase préliminaire et les 11 équipes qui en ont été exemptées ; ces 16 équipes sont réparties en 4 groupes de 4. Chaque groupe est disputé par élimination directe, avec rencontre de classement, et qualifie une équipe pour la phase finale ;
 - une phase finale, réunissant les 4 équipes vainqueurs de leur groupe respectif, disputée par élimination directe, avec rencontre de classement et désignant le champion de France interclubs 15/16 ans.

Article 145 | Juge-arbitre et arbitres

- ① Division qualificative à la phase nationale
Un juge-arbitre, de qualification JAE2 minimum, est désigné par la Commission régionale d'arbitrage, sauf application des dispositions de l'article 17-1 des présents règlements.
Le club visité met à disposition du juge-arbitre un arbitre pour chacune des parties.
- ② Phase nationale
Un juge-arbitre, de qualification JAE2 minimum, est désigné par la Commission régionale d'arbitrage.
Le club visité met à disposition du juge-arbitre un arbitre pour chacune des parties.

Article 146 | Déroulement des rencontres

- ① Chaque équipe comprend au moins 2 joueurs de la catégorie 15/16 ans ou plus jeunes.
- ② Chaque rencontre comprend 2 simples et 1 double. Les joueurs de simple peuvent prendre part au double.
- ③ L'ordre des parties est le suivant : simple 2, puis simple 1, puis double.
- ④ Les rencontres sont disputées sur courts couverts ou sur courts extérieurs. Dans le cas d'une rencontre devant se disputer sur courts extérieurs, le club d'accueil doit obligatoirement prévoir au minimum un court de repli.
- La phase finale de ces championnats se déroulera exclusivement sur courts couverts.
- ⑤ Chaque équipe marque 1 point par partie gagnée.
- ⑥ Tout forfait lors d'une rencontre de classement donnera lieu à application des dispositions des articles 111 et 112.

IV/3 – CHAMPIONNATS DE FRANCE SENIORS PLUS

Article 147

- ① Dans la même année sportive, un joueur senior plus ne peut disputer les championnats de France interclubs seniors plus que dans une seule catégorie d'âge.
- ② Pour les championnats de France seniors plus, tout joueur pris en compte dans le calcul du poids d'une équipe sera, de fait, rattaché à cette équipe. Par conséquent, un joueur pris en compte dans le

calcul du poids d'une équipe seniors plus, ne pourra en aucun cas participer à une rencontre dans une autre catégorie d'âge seniors plus.

3 Division qualificative à la phase nationale

Un juge-arbitre, de qualification JAE2 minimum, est désigné par la Commission régionale d'arbitrage, sauf application des dispositions de l'article 17-1 des présents règlements.

Le club visité met à disposition du juge-arbitre un arbitre pour chacune des parties.

4 Phase nationale

Un juge-arbitre de qualification JAE2 minimum est désigné par la Commission régionale d'arbitrage.

Le club visité met à disposition du juge-arbitre un arbitre pour chacune des parties.

CHAMPIONNATS DE FRANCE SENIORS PLUS 35 ANS DAMES ET MESSIEURS

Article 148 | Formule

1 Il est organisé un championnat de France pour les 35 ans et plus dames, et un championnat de France pour les 35 ans et plus messieurs.

2 Chacun de ces 2 championnats féminin et masculin est composé par :

- Une division qualificative à la phase nationale organisée par chaque ligue métropolitaine, qui qualifie 31 équipes.
- Une phase nationale qui comprend :
 - Une phase interrégionale disputée par 39 équipes, par élimination directe. Les 39 équipes qualifiées pour cette phase interrégionale sont déterminées comme suit :
 - chacune des 31 ligues métropolitaines qualifie une équipe ;
 - chacune des 8 équipes ayant atteint les quarts de finale du championnat de France l'année précédente donne à sa ligue une place de qualifié supplémentaire. Le nombre maximum d'équipes par ligue est limité à 4.
 - Une phase finale réunissant les 4 équipes ayant atteint les demi-finales, disputée par élimination directe, avec rencontre de classement, désignant le champion de France seniors plus 35 ans.

Article 149 | Déroulement des rencontres

1 Chaque équipe comprend au moins 4 joueurs de la catégorie seniors plus 35 ans ou plus âgée.

2 Chaque rencontre comprend 4 simples et 1 double. Les joueurs de simple peuvent prendre part au double.

3 L'ordre des parties est le suivant : simples 4 et 2, puis 3 et 1, puis double.

4 Les rencontres sont disputées sur courts couverts ou sur courts extérieurs.

5 Chaque équipe marque 1 point par partie gagnée.

6 Tout forfait lors d'une rencontre de classement donnera lieu à application des dispositions des articles 111 et 112.

CHAMPIONNATS DE FRANCE SENIORS PLUS 45 ANS DAMES ET MESSIEURS

Article 150 | Formule

1 Il est organisé un championnat de France seniors plus 45 ans dames, et un championnat de France seniors plus 45 ans messieurs.

- 2 Chacun de ces 2 championnats féminin et masculin est composé par :
 - Une division qualificative à la phase nationale, organisée par chaque ligue métropolitaine, qui qualifie 31 équipes.
 - Une phase nationale qui comprend :
 - Une phase interrégionale disputée par 39 équipes, par élimination directe. Les 39 équipes qualifiées pour cette phase interrégionale sont déterminées comme suit :
 - chacune des 31 ligues métropolitaines qualifie une équipe ;
 - chacune des 8 équipes ayant atteint les quarts de finale du championnat de France l'année précédente donne à sa ligue une place de qualifié supplémentaire. Le nombre maximum d'équipes par ligue est limité à 4.
 - Une finale désignant le champion de France seniors plus 45 ans.

Article 151 | Déroulement des rencontres

- 1 Chaque équipe comprend au moins 4 joueurs de la catégorie seniors plus 45 ans ou plus âgée.
- 2 Chaque rencontre compte 4 simples et 1 double. Les joueurs de simple peuvent prendre part au double.
- 3 L'ordre des parties est le suivant : simples 4 et 2, puis 3 et 1, puis double.
- 4 Les rencontres sont disputées sur courts couverts ou sur courts extérieurs.
- 5 Chaque équipe marque 1 point par partie gagnée.

CHAMPIONNATS DE FRANCE SENIORS PLUS 55 ANS DAMES ET MESSIEURS

Article 152 | Formule

- 1 Il est organisé un championnat de France seniors plus 55 ans dames, et un championnat de France seniors plus 55 ans messieurs.
- 2 Chacun de ces 2 championnats féminin et masculin est composé par :
 - Une division qualificative à la phase nationale, organisée par chaque ligue métropolitaine, qui qualifie 31 équipes.
 - Une phase nationale qui comprend :
 - Une phase interrégionale disputée par 35 clubs, par élimination directe. Les 35 équipes qualifiées pour cette phase interrégionale sont déterminées comme suit :
 - chacune des 31 ligues métropolitaines qualifie une équipe ;
 - chacune des 4 équipes ayant atteint les demi-finales du championnat de France l'année précédente donne à sa ligue une place de qualifié supplémentaire. Le nombre maximum d'équipes par ligue est limité à 3.
 - Une finale désignant le champion de France seniors plus 55 ans.

Article 153 | Déroulement des rencontres

- 1 Chaque équipe comprend au moins 4 joueurs de la catégorie seniors plus 55 ans ou plus âgée.
- 2 Chaque rencontre comprend 2 simples et 1 double. Les joueurs de simple ne peuvent pas prendre part au double.
- 3 L'ordre des parties est le suivant : simple 2, puis double, puis simple 1.
- 4 Les rencontres sont disputées sur courts couverts ou sur courts extérieurs.
- 5 Chaque équipe marque 1 point par partie gagnée.

CHAMPIONNATS DE FRANCE SENIORS PLUS 65 ANS MESSIEURS

Article 154 | Formule

- 1 Ce championnat comprend :
 - Une division qualificative à la phase nationale, organisée par chaque ligue métropolitaine, qui qualifie 31 équipes.
 - Une phase nationale qui comprend :
 - Une phase interrégionale disputée par 35 équipes, par élimination directe. Les 35 équipes qualifiées pour cette phase interrégionale sont déterminées comme suit :
 - chacune des 31 ligues métropolitaines qualifie une équipe ;
 - chacune des 4 équipes ayant atteint les demi-finales du championnat de France l'année précédente donne à sa ligue une place de qualifié supplémentaire. Le nombre maximum d'équipes par ligue est limité à 3.
 - Une finale désignant le champion de France seniors plus 65 ans messieurs.

Article 155 | Déroulement des rencontres

- 1 Chaque équipe comprend au moins 4 joueurs de la catégorie seniors plus 65 ans ou plus âgée.
- 2 Chaque rencontre comprend 2 simples et 1 double. Les joueurs de simple ne peuvent pas prendre part au double.
- 3 L'ordre des parties est le suivant : simple 2, puis double, puis simple 1.
- 4 Les rencontres sont disputées sur courts couverts ou sur courts extérieurs.
- 5 Chaque équipe marque 1 point par partie gagnée.

IV/4 – COMPÉTITIONS INTERLIGUES

Tout joueur licencié peut être sélectionné pour la ligue à laquelle son club d'appartenance est rattaché, sous réserve de respecter les conditions de délai indiquées à l'article 89 des présents règlements.

CHAMPIONNAT 12 ANS

Le comité des championnats de France fixe chaque année les modalités d'organisation de cette épreuve.

Article 156 | Formule

- 1 Il est organisé un seul championnat regroupant les 12 ans filles et garçons.
- 2 Chaque ligue doit engager une équipe composée de 3 joueuses et 3 joueurs ayant obligatoirement participé à son championnat régional individuel.
- 3 L'épreuve comprend une phase principale précédée d'une phase qualificative, destinée à réduire à 32 le nombre d'équipes participant à la phase principale.
- 4 La sélection des équipes participant à la phase qualificative est effectuée par le comité des championnats de France qui désigne aussi les têtes de série de la phase principale.
- 5 La phase principale est composée :
 - d'une phase de poules : 8 poules de 4 équipes ; les équipes classées 1^{re} et 2^e de chaque poule sont qualifiées pour le tableau final ;
 - d'un tableau final à élimination directe composé des 16 équipes qualifiées ;
 - d'une rencontre de classement opposant les perdants des demi-finales (places 3 et 4).

Article 157 | Composition des équipes

- 1 Pour ce championnat, et par dérogation aux articles 88 et suivants, un joueur est qualifié pour sa ligue à condition que sa licence ait été validée au plus tard à la date d'engagement fixée par le comité des championnats de France.
- 2 Ce championnat est exclusivement réservé aux joueurs et joueuses de nationalité française.
- 3 Pour ce championnat, le capitaine peut ne pas être licencié dans la ligue de l'équipe qu'il encadre.
- 4 Dans des cas exceptionnels, le Bureau fédéral peut, à titre dérogatoire, autoriser un ou plusieurs joueurs de la catégorie 11 ans à participer au championnat 12 ans. Un joueur ainsi surclassé devra avoir un classement supérieur ou égal au joueur n° 1 de l'année d'âge supérieure. En outre, ce joueur surclassé devra évoluer en tant que n° 1 de l'équipe.

Article 158 | Déroulement des rencontres

- 1 Les rencontres se déroulent sous la forme de 2 simples garçons, 2 simples filles, 1 double garçons et 1 double filles. Le joueur ou la joueuse ne disputant pas une partie de simple doit impérativement prendre part au double.
- 2 Chaque partie gagnée rapporte 1 point. Une rencontre peut donc se solder par un résultat nul 3-3.
- 3 En cas d'égalité 3-3 lors d'une rencontre à élimination directe, sera déclarée vainqueur l'équipe qui obtient la meilleure différence au nombre de sets gagnés et perdus, puis en cas de nouvelle égalité, l'équipe qui obtient la meilleure différence au nombre de jeux gagnés et perdus, puis en cas de nouvelle égalité, l'équipe qui remporte le plus grand nombre de simples, puis en cas de nouvelle égalité, tirage au sort.

COUPES DE FRANCE INTERLIGUES DES DAMES 65, DAMES ET MESSIEURS 70 ET MESSIEURS 75

Article 159

- 1 Un joueur ne peut dans la même année sportive disputer qu'une seule coupe de France interligues.
- 2 Un juge-arbitre, de qualification JAE2 minimum, sera désigné par ligue. La ligue visitée met à disposition du juge-arbitre un arbitre pour chacune des parties.

Article 160 | Formule

- 1 Il est organisé 4 coupes de France interligues : dames 65, dames 70, messieurs 70 et messieurs 75.
- 2 Dans chacune de ces épreuves, chaque ligue constitue une équipe pour la représenter ; la ligue tenant le titre peut engager une seconde équipe.
- 3 Tout joueur ayant participé à 2 rencontres ou plus en équipe 1 ne peut ensuite jouer dans l'équipe 2.
- 3 Chaque épreuve se déroule en 2 phases :
 - une phase interrégionale par élimination directe qualifiant 2 équipes pour la finale ;
 - une finale déterminant le champion de France interligues de l'épreuve considérée.

Article 161 | Composition des équipes

- 1 Pour les ligues engageant 2 équipes dans une même épreuve, aucun joueur pris en compte pour la pesée de l'équipe 1 ne pourra prendre part aux rencontres de l'équipe 2.
- 2 Chaque équipe comprend au moins 4 joueurs de la catégorie sportive concernée.

Article 162 | Déroulement des rencontres

- 1 Chaque rencontre comprend 2 simples et 1 double. Les joueurs de simple ne peuvent pas jouer en double.
- 2 L'ordre des parties est le suivant : simple 2, puis double, puis simple 1.
- 3 Les rencontres sont disputées sur courts couverts ou sur courts extérieurs.
- 4 Chaque équipe marque 1 point par partie gagnée.
- 5 Pour les coupes de France interligues dames et messieurs 70 ans, et messieurs 75 ans, les parties de simple se disputeront avec le format suivant :
 - 2 premières manches à 6 jeux, avec jeu décisif à 6 jeux partout ;
 - en cas d'égalité à une manche partout, application d'un super jeu décisif à 10 points, tel que défini à l'annexe IV des règles du jeu.

IV/5 – CHAMPIONNATS DE FRANCE TENNIS ENTREPRISE

DISPOSITIONS COMMUNES AUX CHAMPIONNATS DE FRANCE MASCULIN ET FÉMININ ET AUX COUPES DE FRANCE

Article 163 | Principes

- 1 L'organisation des compétitions fédérales Tennis Entreprise est assurée par la Commission fédérale Tennis Entreprise, sous le contrôle du Bureau fédéral.
- 2 Les dispositions générales relatives à l'organisation des compétitions fédérales par équipes, à l'exception de celles relatives aux changements de clubs (la notion de « nouvellement équipe » n'existant pas dans les compétitions Tennis Entreprise) des dispositions du chapitre II des présents règlements, sont applicables aux compétitions fédérales Tennis Entreprise et sont complétées par les dispositions suivantes. Pour l'application de ces dispositions, les clubs ou sections Tennis Entreprise sont assimilés aux clubs affiliés à la FFT.
- 3 Ces compétitions sont ouvertes à tous **les clubs et sections** Tennis Entreprise ; tous les joueurs qui y participent doivent avoir la qualification Tennis Entreprise.
- 4 Par dérogation aux articles 88 et suivants, le joueur doit être licencié au plus tard la veille de la rencontre à laquelle il souhaite participer.
- 5 Chaque rencontre est disputée (en une seule journée) le samedi, conformément au calendrier arrêté chaque année par la Commission fédérale Tennis Entreprise.
Hormis pour les interrégions de 3^e division, elle débute à 14 heures, sauf si les 2 équipes décident, d'un commun accord, d'avancer la rencontre à 9 heures ; dans ce cas, elles doivent toutes deux en informer l'organisateur du championnat ,et l'équipe visitée doit également en informer sa ligue.
- 6 Tout forfait lors d'une rencontre de classement donnera lieu à l'application des dispositions des articles **111, 112 et 113**.

Article 164 | Qualification Tennis Entreprise des joueurs

Elle est prononcée par la Commission régionale Tennis Entreprise (CRTE), en accord avec le Bureau de la ligue. Elle ne concerne que les membres de clubs ou de sections.

La qualification Tennis Entreprise n'est valable que pour un seul club ou section Tennis Entreprise au cours d'une même année sportive. Pour pouvoir prétendre à la qualification Tennis Entreprise pour l'année sportive en cours, il faut :

- être membre d'un club Tennis Entreprise ou être membre d'une section Tennis Entreprise, conformément à l'article 1-B de l'annexe II des règlements administratifs ;

- exercer une activité principale dans le cadre d'un contrat de travail pour l'administration, l'entreprise ou l'association au moment de la date butoir d'engagement fixée par l'organisateur ;
- ou être retraité de l'administration, l'entreprise ou l'association concernée ;
- ou exercer une activité principale dans le cadre d'un contrat de travail pour une entreprise de moins de 50 salariés, conformément aux conditions prévues à l'article 1-B-b de l'annexe II des règlements administratifs.

Article 165 | Composition des équipes

Les équipes sont composées de joueurs titulaires de la qualification Tennis Entreprise.

Un joueur ne peut participer qu'à une seule des épreuves des championnats et coupes de France Tennis Entreprise.

Les salariés appartenant à des entreprises de moins de 50 salariés et dont le code APE est identique ou conforme à la liste de regroupements établie par la Commission fédérale Tennis Entreprise, peuvent constituer une équipe.

Article 166 | Engagement des équipes

- 1 Il ne peut être engagé qu'une seule équipe masculine et féminine **par club ou section** Tennis Entreprise.
- 2 Chaque **club ou section** Tennis Entreprise doit communiquer à l'organisateur de la compétition la liste nominative des joueurs les mieux classés en simple. La commission compétente fixe le délai de transmission de la liste des joueurs.
- 3 La participation est interdite à tout joueur dont le classement serait supérieur à celui du dernier joueur pris en compte, **selon les règles de pesée de l'équipe**.
- 4 Tout joueur pris en compte dans le calcul du poids d'une équipe sera, de fait, rattaché à cette équipe. Par conséquent, un joueur pris en compte dans le calcul du poids d'une équipe engagée en Coupe de France masculine Tennis Entreprise ne pourra en aucun cas participer à une rencontre de Coupe de France mixte Tennis Entreprise, et inversement.
- 5 Si l'équipe 2 d'un club ou d'une section Tennis Entreprise évolue dans la division qualificative à la phase nationale des championnats de France, cette équipe 2 ne pourra en aucun cas accéder à la 3^e division.
- 6 Dans le cas d'une équipe 2 évoluant en division qualificative à la 3^e division des championnats de France Tennis Entreprise, la participation sera interdite aux 4 meilleurs joueurs (ou aux 3 meilleures joueuses pour les épreuves féminines) de l'équipe 1. Cette liste de joueurs interdits d'équipe 2 est une liste nominative.
- 7 Tout joueur ayant participé à 2 rencontres ou plus **pour le compte de l'équipe 1 ne pourra prétendre à évoluer au sein de l'équipe 2 par la suite**.

Article 167 | Juge-arbitre et arbitres

1 Phases nationales

Un juge-arbitre, de qualification JAE2 minimum, est désigné par la Commission régionale d'arbitrage. Le club visité met à disposition du juge-arbitre un arbitre pour chacune des parties.

2 Divisions qualificatives

Un juge-arbitre, de qualification JAE2 minimum, est désigné par la Commission régionale d'arbitrage, sauf application des dispositions de l'article 17-1 des présents règlements.

Le club visité met à disposition du juge-arbitre un arbitre pour chacune des parties.

Article 168 | Terrains

Les rencontres se déroulent sur courts extérieurs ou courts couverts.

Article 169 | Forfaits

Toute équipe déclarée forfait général lors d'une épreuve par poule l'année N sera rétrogradée automatiquement d'une division pour le championnat de l'année N+1.

CHAMPIONNAT DE FRANCE MASCULIN TENNIS ENTREPRISE**Article 170 | Formule**

- 1 Ce championnat comprend :
 - la 1^{re} division ;
 - la 2^e division ;
 - la 3^e division ;
 - la division qualificative à la 3^e division.
- 2 La 1^{re} division masculine est constituée :
 - des 8 équipes classées 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e de leur poule de 1^{re} division l'année précédente ;
 - des 4 équipes classées 1^{re} de leur poule de 2^e division l'année précédente.

Elle comprend une phase préliminaire disputée par poules, en 2 poules de 6 équipes.

À l'issue de la phase préliminaire, les équipes classées 1^{re} de leur poule disputent une finale dont le vainqueur est déclaré champion de France Tennis Entreprise de 1^{re} division.

- 3 La 2^e division masculine est constituée :
 - des 4 équipes classées 5^e et 6^e de leur poule de 1^{re} division l'année précédente ;
 - des 12 équipes classées 2^e, 3^e et 4^e de leur poule de 2^e division l'année précédente ;
 - des 4 équipes demi-finalistes du championnat de 3^e division l'année précédente.

Elle comprend une phase préliminaire, disputée par poules, en 4 poules de 5 équipes.

À l'issue de la phase préliminaire, les équipes classées 1^{re} de leur poule accèdent en 1^{re} division et disputent par élimination directe une phase finale dont le vainqueur est déclaré champion de France Tennis Entreprise de 2^e division.

- 4 La 3^e division masculine est constituée :
 - de 8 groupes interrégionaux constitués de 4 équipes chacun ;
 - chaque groupe est disputé par élimination directe avec rencontre de classement et qualifie une équipe pour la rencontre de barrages permettant la montée en 2^e division.

Elle est disputée par 32 équipes, qualifiées à l'issue de la division qualificative à la 3^e division de l'année sportive en cours (une équipe par ligue et une équipe supplémentaire pour la ligue organisatrice des finales).

- 5 La division qualificative à la phase nationale, organisée par les CRTE, est qualificative, la même année sportive, pour la 3^e division masculine.
- 6 Chaque rencontre comprend 4 simples et 1 double. Les joueurs de simple peuvent jouer en double.
- 7 Les parties sont disputées dans l'ordre suivant : simples 4, 2, 3, 1, puis double.
- 8 Chaque équipe marque 1 point par partie gagnée.

CHAMPIONNAT DE FRANCE FÉMININ TENNIS ENTREPRISE

Article 171 | Formule

- 1 Ce championnat comprend :
 - la 1^{re} division ;
 - la 2^e division ;
 - la 3^e division ;
 - la division qualificative à la 3^e division.
- 2 La 1^{re} division féminine est constituée :
 - des 6 équipes classées 1^{re}, 2^e et 3^e de leur poule de 1^{re} division l'année précédente ;
 - des 4 équipes classées 1^{re} et 2^e de leur poule respective de 2^e division féminine l'année précédente.

Elle comprend une phase préliminaire disputée par poules, en 2 poules de 5 équipes.

À l'issue de la phase préliminaire, les équipes classées 1^{re} de leur poule disputent une finale dont le vainqueur est déclaré champion de France Tennis Entreprise de 1^{re} division.

- 3 La 2^e division féminine est constituée :
 - des 4 équipes classées 4^e et 5^e de leur poule de 1^{re} division l'année précédente ;
 - des 4 équipes classées 3^e et 4^e de leur poule de 2^e division l'année précédente ;
 - des 2 équipes finalistes de 3^e division l'année précédente.

Elle comprend une phase préliminaire disputée par poules, en 2 poules de 5 équipes.

À l'issue de la phase préliminaire, les équipes classées 1^{re} et 2^e de leur poule accèdent en 1^{re} division. Les équipes classées 1^{re} de leur poule disputent une finale dont le vainqueur est déclaré champion de France Tennis Entreprise de 2^e division.

- 4 La 3^e division féminine est constituée :
 - de 8 groupes interrégionaux constitués de 4 équipes chacun ;
 - chaque groupe est disputé par élimination directe avec rencontre de classement et qualifie une équipe pour la phase d'accession à la 2^e division.

Elle est disputée par 32 équipes, qualifiées à l'issue de la division régionale qualificative à la 3^e division de l'année sportive en cours (une équipe par ligue et une équipe supplémentaire pour la ligue organisatrice des finales).

- 5 La division qualificative à la phase nationale, organisée par les CRTE, est qualificative, la même année sportive, pour la 3^e division féminine.
- 6 Chaque rencontre comprend 3 simples et 1 double. Chaque partie de simple compte 1 point. La partie de double compte 2 points. Les joueuses de simple peuvent jouer en double.
- 7 Les parties sont disputées dans l'ordre suivant : simples 3, 2, 1, puis double.

COUPE DE FRANCE MASCULINE ET COUPE DE FRANCE MIXTE TENNIS ENTREPRISE

Article 172 | Formule

Chacune de ces 2 coupes se déroule comme suit :

- une division qualificative à la phase nationale, organisée par chaque ligue métropolitaine, qui qualifie 31 équipes ;
- une phase nationale, disputée par 32 équipes, par élimination directe.

Les 32 équipes qualifiées pour cette phase interrégionale sont déterminées comme suit :

- chacune des 31 ligues métropolitaines qualifie une équipe ;
- la ligue organisatrice des finales qualifie une équipe supplémentaire.

Une finale détermine le champion de France.

Article 173 | Coupe de France masculine

❶ La Coupe de France masculine est ouverte aux joueurs NC/4^e série au classement de début d'année sportive (rectificatif inclus) et n'ayant jamais été classés 15/4 ou au-dessus.

Les joueurs, dont le classement au cours de la compétition devient supérieur au classement maximal autorisé dans l'épreuve, peuvent participer à la phase nationale de l'épreuve, sous réserve d'avoir participé à la division qualificative.

- ❷ Chaque rencontre comprend 2 simples et 1 double. Le déroulement des parties est le suivant : double, puis simple 2, puis simple 1.
- ❸ Chaque équipe doit être composée de 4 joueurs au minimum. Les joueurs de simple ne sont pas autorisés à jouer en double.
- ❹ Chaque équipe marque 1 point par partie gagnée.

Article 174 | Coupe de France mixte

❶ La Coupe de France mixte est ouverte :

- aux joueurs NC/4^e série au classement de début d'année sportive (rectificatif inclus) et n'ayant jamais été classés 15/4 ou au-dessus ;
- aux joueuses de NC à 30 au classement de début d'année sportive (rectificatif inclus) et n'ayant jamais été classées 15/4 ou au-dessus.

Les joueurs et les joueuses, dont le classement au cours de la compétition devient supérieur au classement maximal autorisé dans l'épreuve, peuvent participer à la phase nationale de l'épreuve, sous réserve d'avoir participé à la division qualificative.

- ❷ Chaque rencontre comprend 2 simples messieurs, 1 simple dames et 1 double mixte.
- ❸ Les joueurs et joueuses de simple peuvent participer au double.
- ❹ Les parties sont disputées dans l'ordre suivant : simple messieurs 1, puis simple dames, puis simple messieurs 2, puis double mixte.
- ❺ Chaque partie de simple apporte 1 point à l'équipe gagnante, le double mixte apporte 2 points.

TITRE QUATRIÈME

Règlement médical

PRÉAMBULE

L'article L. 231-5 du Code du sport prévoit que les fédérations sportives veillent à la santé de leurs licenciés et prennent à cet effet les dispositions nécessaires.

Le présent règlement annule et remplace toute organisation, disposition et/ou accord antérieur.

CHAPITRE I ► ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA MÉDECINE FÉDÉRALE

Article 175 | Définition

On entend par médecine fédérale l'organisation de l'ensemble des professionnels de santé et auxiliaires en charge de la mise en œuvre au sein de la Fédération des dispositions médicales fixées par la législation et par la Fédération (protection et promotion de la santé, prévention des conduites dopantes, etc.).

Article 176 | Garanties d'indépendance

Les élus (de la FFT, des ligues, des comités départementaux), le directeur technique national et les membres de l'encadrement technique doivent respecter l'indépendance professionnelle des intervenants médicaux et paramédicaux vis-à-vis des décisions « médicales » et ne pourront exercer sur eux aucune contrainte dans le domaine médical.

Article 177 | Obligations

Les acteurs de la médecine fédérale sont soumis à plusieurs obligations ci-après :

1 Secret professionnel

Les acteurs de la médecine fédérale sont tenus au secret professionnel dans les conditions et sous les réserves énoncées aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

2 Valeurs sportives et éducatives

Les missions des acteurs de la médecine fédérale intègrent la transmission des valeurs éducatives, sociales et éthiques du sport.

3 Protection de la santé

Les acteurs de la médecine fédérale doivent veiller à la santé et à l'équilibre physique et psychique des athlètes.

4 Prévention et lutte contre le dopage

Les acteurs de la médecine fédérale s'engagent à lutter contre toute forme de dopage. À cette fin, les acteurs de la médecine fédérale doivent notamment :

- tenir un discours de prévention à l'égard des athlètes ;
- faciliter les contrôles antidopage des athlètes et le travail des agents procédant à ceux-ci.

5 Harcèlement et abus sexuel

Les acteurs de la médecine fédérale doivent adopter une attitude irréprochable vis-à-vis des athlètes et s'interdire d'abuser ou de profiter de leur autorité et/ou de leur ascendant.

6 Paris

Pour des raisons d'impartialité, d'intégrité et d'obligation de loyauté, les acteurs de la médecine fédérale s'engagent à ne pas prendre part à des paris – directement ou indirectement – sur des rencontres sportives auxquelles participera(en)t une ou des personnes licenciée(s) à la FFT.

7 Difficultés rencontrées

En cas de difficultés rencontrées à l'occasion de leurs missions, les acteurs de la médecine fédérale s'engagent à se rapprocher :

- du médecin fédéral national ;
- et/ou du directeur technique national ;
- et/ou de l' élu en charge des questions sportives ;
- et/ou des différents spécialistes (médecins, psychologues, kinésithérapeutes, nutritionnistes, enseignants, préparateurs physiques, etc.) auxquels la FFT, les ligues et les comités départementaux font éventuellement appel ;
- et/ou des différents services de conseil et d'information mis en place par les pouvoirs publics (notamment les antennes médicales de prévention du dopage AMPD).

CHAPITRE II ► ORGANISATION DE LA MÉDECINE AU NIVEAU NATIONAL

II/1 – COMMISSION FÉDÉRALE MÉDICALE (CFM)

Article 178 | Composition de la Commission fédérale médicale

1 Elle se compose de 10 membres dont :

- 7 membres élus par le Comité de direction de la FFT, conformément aux dispositions de l'article 30 des règlements administratifs ;
- 3 membres de droit :
 - le médecin élu au Comité de direction de la FFT ;
 - le médecin coordonnateur national en charge de la surveillance médicale des sportifs de haut niveau ;
 - le médecin en charge du service médical du Centre national d'entraînement de la FFT.

Le président de la Commission fédérale médicale est élu par le Comité de direction parmi les 7 membres élus par lui et en application des dispositions de l'article 30 des règlements administratifs.

Il a le titre de médecin fédéral national.

2 Chacun de membres de la CFM doit être titulaire d'une licence fédérale pendant toute la durée de ses fonctions et être docteur en médecine. La durée du mandat des membres élus est de 4 ans,

correspondant à une olympiade. Ils sont désignés à l'issue du renouvellement du Comité de direction. La durée du mandat des membres de droit est liée à l'exercice de la fonction leur permettant de siéger à la CFM.

③ Le président de la CFM peut faire appel à des personnalités qui, grâce à leurs compétences particulières, sont susceptibles de faciliter les travaux de la CFM, notamment le ou les médecins des équipes de France. Ces personnalités ne sont pas membres de la commission.

④ Le DTN ou son adjoint est invité à participer aux réunions de la commission relatives à l'organisation de la surveillance médicale des sportifs.

Article 179 | Missions de la Commission fédérale médicale

La Commission fédérale médicale de la FFT a pour mission :

- de s'assurer de la mise en œuvre, au sein de la FFT, des dispositions législatives et réglementaires relatives à la protection de la santé des sportifs, ainsi qu'à la prévention du dopage et à la lutte contre le dopage ;
- de définir et de s'assurer de la mise en œuvre de la politique et de la réglementation médicale fédérale à destination de l'ensemble des licenciés ;
- d'émettre des avis, de faire des propositions et de participer à la réflexion sur tout sujet à caractère médical dont elle se saisira ou qui lui sera soumis par les instances fédérales nationales, régionales, départementales et locales, notamment relatif à :
 - la surveillance médicale des sportifs ;
 - la veille épidémiologique ;
 - la lutte contre le dopage et la prévention du dopage ;
 - des programmes de recherche ;
 - des actions de prévention et d'éducation à la santé ;
 - l'accessibilité des publics spécifiques ;
 - les critères de surclassement ;
 - des dossiers médicaux litigieux de sportifs ;
 - l'organisation et la participation à des colloques, des congrès médicaux ou médico-sportif ;
 - des publications.
- de réunir une fois par an les médecins fédéraux régionaux qui animent les commissions régionales médicales afin de s'assurer de leur bon fonctionnement et de tirer les enseignements de leurs travaux.

Article 180 | Fonctionnement de la Commission fédérale médicale

La Commission fédérale médicale se réunit au moins 3 fois par an et autant que nécessaire, sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour et en avise le président de la FFT et le directeur technique national.

L'action de la CFM est organisée en liaison avec la Direction technique nationale.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu adressé au président de la FFT et au directeur technique national.

II/2 – INTERVENANTS MÉDICAUX ET PARAMÉDICAUX AU NIVEAU NATIONAL

Article 181 | Médecin élu au Comité de direction de la FFT

Conformément aux statuts de la FFT, un médecin doit siéger au sein du Comité de direction. Il est membre de droit de la CFM.

Le médecin élu au Comité de direction est l'interface entre la Commission fédérale médicale et le Comité de direction de la FFT.

Article 182 | Médecin fédéral national (MFN)

1 Titre du médecin fédéral national

Le président de la Commission fédérale médicale a le titre de médecin fédéral national. Sa nomination doit être transmise, pour information, au ministère des Sports.

2 Cumul et non-cumul

Le mandat de président de la Commission fédérale médicale ne peut être cumulé avec le mandat de médecin élu au Comité de direction de la FFT et de médecin d'une équipe de France.

3 Fonctions

Il est le responsable de l'organisation de la médecine fédérale, hors surveillance médicale des licenciés inscrits au Parcours de l'excellence sportive (PES) et hors surveillance médicale du Centre national d'entraînement.

En tant que président de la Commission fédérale médicale, il en assure le fonctionnement (réunions, convocations, ordre du jour) et coordonne l'ensemble des missions qui lui sont attribuées.

Il travaille en étroite collaboration avec la Direction technique nationale, dont le médecin en charge du suivi médical au Centre national d'entraînement, et rend compte de son activité auprès du président de la Fédération.

Il est le garant pour tout le personnel médical, paramédical et auxiliaire du respect du secret médical concernant les sportifs au sein de la Fédération.

Le médecin fédéral national établit un rapport d'activité annuel qu'il présente au Comité de direction. Ce document fait en particulier état :

- de l'organisation médicale fédérale et du fonctionnement de la Commission fédérale médicale ;
- et de l'action médicale fédérale concernant notamment :
 - l'application de la réglementation médicale fédérale ;
 - le suivi des sportifs inscrits dans le Programme avenir national ;
 - les informations à transmettre aux auxiliaires médicaux, aux entraîneurs sportifs et aux pratiquants ;
 - l'application des mesures nécessaires à la lutte antidopage ;
 - la recherche médico-sportive.

4 Attributions

Le médecin fédéral national est, de par sa fonction, habilité à :

- assister, à sa demande, aux réunions du Comité de direction, avec avis consultatif ;
- proposer au Bureau fédéral, pour désignation et en accord avec le directeur technique national :
 - le médecin coordonnateur national ;
 - le ou les deux médecin(s) des équipes de France ;
 - et le kinésithérapeute des équipes de France ;
- émettre un avis sur la nomination par les présidents de ligues des médecins des pôles espoirs ;
- représenter la Fédération sur les sujets relatifs à la santé des sportifs et à la médecine du sport au sein des différentes commissions médicales nationales (ministères, AFLD, etc.), internationales, olympiques (CNOSF) et à des colloques ou des réunions.

Le médecin fédéral national remplace temporairement le médecin coordonnateur national en cas de vacance de ce poste.

4 Délégation

Le médecin fédéral national peut éventuellement déléguer – en accord avec le DTN et le Bureau fédéral – certaines de ses attributions à un médecin. Nonobstant cette délégation, le médecin fédéral national conserve l'entière responsabilité inhérente à ses fonctions et attributions.

Article 183 | Médecin coordonnateur national

1 Nomination du médecin coordonnateur national

Le médecin coordonnateur en charge de la surveillance médicale est désigné par le Bureau fédéral, après la désignation du MFN, sur proposition de ce dernier et après avis du directeur technique national.

Il est obligatoirement docteur en médecine et bénéficie par la FFT d'une assurance en responsabilité civile professionnelle correspondant aux risques inhérents à la pratique de ses missions.

2 Titre du médecin coordonnateur national

Le médecin coordonnateur en charge de la surveillance médicale a le titre de médecin coordonnateur national.

3 Cumul et non-cumul

La fonction de médecin coordonnateur national ne peut être cumulée avec la fonction de médecin d'une équipe de France.

4 Fonctions

Le médecin coordonnateur national est chargé de l'organisation de la surveillance médicale particulière à laquelle sont soumis les licenciés inscrits au PES.

Il exerce une activité médico-administrative d'organisation, d'évaluation ou d'expertise, mais pas de soins.

5 Attributions et obligations

Le médecin coordonnateur national est, de par sa fonction, membre de droit de la Commission médicale fédérale.

Il lui appartient :

- d'établir avec le médecin fédéral national et la Commission fédérale médicale les protocoles et les modalités d'organisation de la surveillance médicale de l'ensemble des sportifs concernés ;
- de s'assurer, en coordination avec les médecins fédéraux régionaux, le médecin d'équipe de France et le médecin de pôle France de la réalisation des examens de la surveillance médicale réglementaire pour les sportifs inscrits au PES ;
- de recevoir et d'interpréter tant les résultats de l'ensemble des examens pratiqués dans le cadre de cette surveillance médicale définie aux articles A. 231-3 à A. 231-5 et A. 231-8 du Code du sport, ainsi que tous les dossiers ayant été signalés par les médecins fédéraux régionaux ou par les médecins des pôles ou par le médecin d'équipe de France ;
- de prendre toutes les mesures imposées par l'interprétation des résultats visés ci-dessus (avis d'experts, etc.) ;
- de s'assurer de la tenue à jour d'un fichier médical individuel pour chaque sportif concerné par la surveillance médicale réglementaire (article L. 231-7 du Code du sport) dans le respect du secret médical ;
- d'établir, si nécessaire, un certificat de contre-indication à la participation aux compétitions sportives au vu des résultats de la surveillance médicale. Ce certificat est transmis au président de la Fédération, qui suspend la participation de l'intéressé aux compétitions sportives organisées ou autorisées par la Fédération jusqu'à la levée de cette contre-indication par le médecin coordonnateur ;
- de saisir, dans le cas où un sportif refuse de se soumettre à la surveillance médicale, la Commission fédérale des litiges en vue d'engager une procédure disciplinaire dans les conditions prévues aux articles 68 et suivants des règlements administratifs ;

- d'avertir le DTN et le président de la FFT des cas de tout sportif refusant de se soumettre à la surveillance médicale afin qu'il puisse, jusqu'à la régularisation de sa situation, suspendre tant sa convocation aux regroupements, stages et compétitions que le versement des aides fédérales ;
- d'assurer la liaison avec le directeur technique national et son équipe, en particulier pour la mise en œuvre de la surveillance médicale à l'occasion de stages ou de regroupements sportifs ;
- de rendre régulièrement compte de son action au médecin fédéral national ;
- de faire annuellement un bilan collectif de la surveillance médicale de la population, qu'il présentera à la Commission fédérale médicale et à l'Assemblée générale. Ce bilan – conformément aux dispositions de l'article R. 231-10 du Code du sport – sera envoyé au ministre chargé des Sports.

Article 184 | Médecin d'équipe de France (de Coupe Davis ou de Fed Cup)

1 Nomination

Le Bureau fédéral, sur proposition du médecin fédéral national après avis du directeur technique national, nomme pour une campagne de compétition :

- soit un seul médecin en charge des deux équipes de France (à savoir celle de Fed Cup et celle de Coupe Davis) ;
- soit un médecin par équipe de France : l'un pour l'équipe de France de Fed Cup et l'autre pour l'équipe de France de Coupe Davis.

Le(s) médecin(s) d'équipe(s) de France doi(ven)t être docteur(s) en médecine et titulaire(s) d'une spécialisation en médecine du sport.

Le(s) médecin(s) d'équipe(s) de France est (sont) révocable(s) *ad nutum*. En cas de destitution en cours de campagne de compétition, le directeur technique national peut désigner, dans l'attente de la tenue du prochain Bureau fédéral, un médecin temporaire, après avis du président de la CFM.

2 Titre

Si le médecin s'occupe des 2 équipes de France, à savoir celle de Fed Cup et celle de Coupe Davis, il a le titre de « médecin des équipes de France ».

En revanche, si chacune des équipes de France a son propre médecin :

- celui en charge de l'équipe de France féminine a le titre de « médecin de l'équipe de France de Fed Cup » ;
- celui en charge de l'équipe de France masculine a le titre de « médecin de l'équipe de France de Coupe Davis ».

3 Non-cumul

Les fonctions de médecin d'équipe de France ne peuvent se cumuler avec les fonctions de :

- médecin fédéral national ;
- médecin élu au Comité de direction de la FFT ;
- médecin coordonnateur national ;
- médecin effectuant tout ou partie de la surveillance médicale obligatoire ;
- médecin fédéral régional.

4 Fonctions

Le médecin d'équipe de France :

- apporte les soins qui s'imposent aux athlètes participant aux stages et aux compétitions de l'équipe concernée et peut prononcer un arrêt temporaire de la pratique sportive, s'il le juge nécessaire ;

- assure, en concertation avec le directeur technique national, la coordination de l'ensemble des acteurs médicaux et paramédicaux effectuant – lors des stages préparatoires ainsi que lors des rencontres de Fed Cup et de Coupe Davis – des soins auprès des athlètes de l'équipe de France ;
- est habilité à désigner les kinésithérapeutes intervenant auprès de l'équipe de France après concertation avec le directeur technique national ;
- s'assure de la réalisation des examens de la surveillance médicale réglementaire pour l'ensemble des sportifs sélectionnables en équipe de France ou des sportifs des listes « Élite » et « Senior » ;
- transmet les conclusions de ces examens au médecin coordonnateur national ;
- atteste que les examens ont été réalisés et qu'ils ne présentent pas d'anomalie incompatible avec la pratique du tennis ;
- signale au médecin coordonnateur national les anomalies pouvant faire l'objet d'une inaptitude ;
- avertit le médecin coordonnateur national des cas de sportifs refusant de se soumettre à la surveillance médicale.

Le médecin d'équipe de France dresse le bilan de l'encadrement médical des stages et compétitions de l'équipe ou des équipes de France dont il a la charge et transmet, chaque année, ce bilan au médecin fédéral national, à la Commission fédérale médicale et au directeur technique national (dans le respect du secret médical).

Le médecin d'équipe de France est tenu de respecter la réglementation en vigueur concernant tant l'exportation temporaire que la réimportation des médicaments et d'en tenir informé les professionnels de santé intervenant auprès de la Fédération.

Article 185 | Kinésithérapeute d'équipe de France

1 Nomination

Le kinésithérapeute d'équipe de France est désigné, après avis du directeur technique national, par le médecin de chaque équipe de France (de Fed Cup et de Coupe Davis).

Il doit obligatoirement être masseur kinésithérapeute diplômé d'État.

2 Titre

Si le kinésithérapeute s'occupe des 2 équipes de France, à savoir celle de Fed Cup et celle de Coupe Davis, il a le titre de « kinésithérapeute des équipes de France ».

En revanche, si chacune des équipes de France a son propre kinésithérapeute :

- celui en charge de l'équipe de France féminine a le titre de « kinésithérapeute de l'équipe de France de Fed Cup » ;
- celui en charge de l'équipe de France masculine a le titre de « kinésithérapeute de l'équipe de France de Coupe Davis ».

3 Fonctions

Le kinésithérapeute d'équipe de France est, de par sa fonction, habilité, après concertation avec le directeur technique national, à proposer au médecin d'équipe de France les kinésithérapeutes intervenant auprès des membres de celles-ci.

Il exerce son activité (notamment en ce qui concerne les soins prodigués aux athlètes) sous la responsabilité du médecin en charge de l'équipe de France et en suivant les ordonnances de ce dernier (sauf cas dérogatoire légal). Il est tenu de respecter scrupuleusement la réglementation applicable à sa profession et à la lutte contre le dopage. Dans le cadre de ses attributions, il appelle l'attention du médecin tout particulièrement sur les modifications physiologiques ou risques de pathologies, notamment iatrogènes, ainsi que sur tout élément pouvant révéler un cas de dopage.

Article 186 | Médecin en charge du suivi médical au Centre national d'entraînement

Il est responsable :

- de l'organisation du suivi médical du CNE ;
- de la gestion et de la coordination des intervenants médicaux et paramédicaux du CNE ;
- des soins et des examens médicaux des sportifs du CNE et de ceux bénéficiant d'un accompagnement de la FFT.

Il est placé sous la responsabilité fonctionnelle du directeur technique national et exerce ses fonctions en collaboration avec le médecin fédéral national et le médecin coordonnateur national.

Il est membre de droit de la Commission fédérale nationale.

Article 187 | Médecin de pôle France

Le médecin de pôle France est responsable de la mise en œuvre de la surveillance médicale des sportifs inscrits dans le pôle.

Il lui appartient :

- de s'assurer de la réalisation des examens de la surveillance médicale réglementaire pour l'ensemble des sportifs inscrits au pôle ;
- de transmettre les conclusions de ces examens au médecin coordonnateur national ;
- d'attester que les examens ont été réalisés et qu'ils ne présentent pas d'anomalie incompatible avec la pratique du tennis
- de signaler au médecin coordonnateur national les anomalies pouvant faire l'objet d'une inaptitude ;
- d'avertir le médecin coordonnateur national des cas de sportifs refusant de se soumettre à la surveillance médicale.

CHAPITRE III ► ORGANISATION DE LA MÉDECINE AU NIVEAU RÉGIONAL

II/1 – COMMISSIONS MÉDICALES RÉGIONALES (CMR)

Article 188 | Composition de la Commission médicale régionale

1 Sous la responsabilité du médecin élu au Comité de direction de chaque ligue, une Commission médicale régionale est créée dont le nombre de membres est fixé par la ligue.

Dans les ligues pluridépartementales, un membre au moins est proposé par chaque comité départemental.

Elle est nommée, ainsi que son président, par le Comité de direction de la ligue. Le président de la Commission médicale régionale a le titre de médecin fédéral régional.

2 Chaque membre désigné de la Commission médicale régionale doit être titulaire d'une licence fédérale pendant toute la durée de ses fonctions et doit être docteur en médecine. La durée du mandat des membres désignés est de 4 ans, correspondant à une olympiade. Ils sont désignés à l'issue du renouvellement du Comité de direction de la ligue.

3 Le président de la Commission médicale régionale peut faire appel à des personnalités qui, grâce à leur compétence particulière, sont susceptibles de faciliter les travaux de la commission.

Ces personnalités ne sont pas membres de la commission.

4 Le conseiller technique régional ou son représentant est invité à participer aux réunions de la commission relatives à l'organisation de la surveillance médicale des sportifs.

5 Dans le cas où le médecin fédéral régional souhaiterait confier la mise en place de la surveillance médicale à un autre médecin, ce dernier pourra être invité par le président de la Commission médicale régionale à participer à ses réunions.

Article 189 | Missions de la Commission médicale régionale

La Commission médicale régionale a pour mission :

- de s'assurer de la mise en œuvre au sein de la ligue des dispositions législatives et réglementaires relatives à la protection de la santé des sportifs, ainsi qu'à la prévention du dopage et à la lutte contre le dopage, afin notamment :
 - d'assurer l'organisation de la surveillance médicale des sportifs inscrits au PES, hors sportifs inscrits dans les pôles France et sportifs sélectionnables en équipe de France ;
 - d'assurer l'organisation de la surveillance médicale des sportifs du pôle Espoir, du Programme avenir national.
- de s'assurer de la mise en œuvre de la politique et de la réglementation médicale fédérale à destination de l'ensemble des licenciés de la ligue, ainsi qu'organiser la médecine régionale ;
- d'émettre des avis et de faire des propositions à la Commission fédérale médicale.

Article 190 | Fonctionnement de la Commission médicale régionale

La Commission médicale régionale se réunit, au moins 3 fois par an, sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour et en avise le président de la ligue et le conseiller technique régional.

L'action de la CMR est organisée en liaison avec l'équipe technique régionale et le secrétariat de la ligue.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu adressé au président de la ligue, au CTR et à la Commission fédérale médicale.

II/2 – INTERVENANTS MÉDICAUX ET PARAMÉDICAUX AU NIVEAU RÉGIONAL

Article 191 | Médecin élu au Comité de direction de la ligue

Conformément aux statuts de la FFT et des ligues, un médecin doit siéger au sein du Comité de direction de chaque ligue.

Le médecin élu au Comité de direction de la ligue est l'interface de la Commission médicale régionale avec le Comité de direction.

Article 192 | Médecin fédéral régional (MFR)

1 Nomination - titre - cumul

Le président de la Commission médicale régionale a le titre de médecin fédéral régional.

Le médecin fédéral régional est désigné par le Comité de direction de la ligue, sur proposition du président de la ligue et après avis du médecin fédéral national.

Il est nommé pour une période, renouvelable, de 4 ans, correspondant à une olympiade.

Il doit obligatoirement être docteur en médecine et doit pendant toute la durée de son mandat être titulaire d'une licence fédérale.

Le mandat de président de la Commission médicale régionale peut être cumulé avec le mandat de médecin élu au Comité de direction de la ligue.

2) Fonctions et attributions relatives à la surveillance médicale des sportifs de son ressort géographique

1) Sportifs inscrits au PES (hors sportifs inscrits dans les pôles France et sportifs sélectionnables en équipes de France)

Il lui appartient :

- de coordonner et de s'assurer de la réalisation des examens de la surveillance médicale réglementaire ;
- de tenir à jour le fichier médical individuel ;
- de transmettre les conclusions de ces examens au médecin coordonnateur national ;
- d'attester que les examens ont été réalisés et qu'ils ne présentent pas d'anomalie incompatible avec la pratique du tennis ;
- de signaler au médecin coordonnateur national les anomalies pouvant faire l'objet d'une inaptitude ;
- d'avertir le médecin coordonnateur national et le CTR des cas de sportifs refusant de se soumettre à la surveillance médicale ;
- d'assurer la liaison avec le CTR et son équipe, en particulier pour la mise en œuvre de la surveillance médicale à l'occasion de stages ou de regroupements sportifs.

2) Sportifs du Programme avenir national

Il lui appartient :

- d'établir, avec la Commission régionale médicale, les protocoles et les modalités d'organisation de la surveillance médicale de l'ensemble des sportifs concernés ;
- de s'assurer de la réalisation des examens de la surveillance médicale spécifique au Programme avenir national ;
- de recevoir et d'analyser les résultats de l'ensemble de ces examens ;
- de prendre toutes les mesures imposées par l'analyse des résultats (avis d'experts, etc.) ;
- de conserver l'ensemble des documents médicaux relatifs aux sportifs ;
- d'établir, si nécessaire, un certificat de contre-indication à la participation aux compétitions sportives au vu des résultats de la surveillance médicale. Ce certificat est transmis au président de la ligue, qui suspend la participation de l'intéressé aux compétitions sportives organisées ou autorisées par la Fédération jusqu'à la levée de la contre-indication ;
- d'avertir le président et le CTR de sa ligue des cas de tout sportif refusant de se soumettre à la surveillance médicale afin qu'il puisse, jusqu'à la régularisation de sa situation, suspendre tant sa convocation aux regroupements, stages et compétitions que le versement des aides régionales ;
- d'assurer la liaison avec le CTR et son équipe, en particulier pour la mise en œuvre de la surveillance médicale à l'occasion de stages ou de regroupements sportifs.

3) Délégation

Le médecin fédéral régional peut éventuellement déléguer les seules missions d'organisation et de réalisation des examens (tant des sportifs inscrits ou des candidats à l'inscription sur la liste du PES que des sportifs du Programme avenir national) à un médecin chargé du suivi régional. Nonobstant cette délégation, le médecin fédéral régional conserve l'entière responsabilité inhérente à ses fonctions et attributions.

3 Autres fonctions

Le médecin fédéral régional établit un rapport d'activité annuel relatif notamment à l'organisation médicale de la ligue, l'application de la réglementation médicale fédérale, de la surveillance médicale des sportifs, l'application des mesures nécessaires à la lutte contre le dopage et le fonctionnement de la Commission médicale régionale.

Il présente ce rapport au Comité de direction de la ligue.

Le médecin fédéral régional :

- est habilité (dans le cas où il n'est pas membre élu), en fonction de l'ordre du jour, à assister aux réunions du Comité de direction, avec avis consultatif ;
- veille au secret médical concernant les sportifs relevant de sa compétence ;
- assure l'application des mesures nécessaires à la lutte contre le dopage ;
- donne son avis sur les mesures préventives à mettre en œuvre au cours des épreuves sportives.

Il est le relais de la Commission médicale nationale dans sa région.

CHAPITRE IV ► CONTRÔLE MÉDICAL

IV/1 – RÈGLES GÉNÉRALES

Article 193 | Délivrance de la licence FFT

La délivrance ou le renouvellement annuel de la licence FFT, pour la pratique du tennis, est subordonné(e) à la production d'un certificat médical de non-contre-indication à la pratique du tennis, y compris en compétition.

Ce certificat est délivré par un médecin du choix de l'intéressé. Il doit être rédigé en français.

Par exception, les personnes qui sollicitent la délivrance d'une licence à seule fin d'exercer des fonctions qui nécessitent d'être licencié (dirigeant, officiel, etc.) sont dispensées de produire un certificat médical. Elles attestent sur l'honneur ne pas pratiquer le tennis, ni en avoir l'intention.

Article 194 | CMNCPTC

La participation à une compétition officielle est subordonnée à la production d'un certificat de non-contre-indication à la pratique du tennis en compétition (CMNCPTC) délivré par un médecin du choix du licencié. Il doit être rédigé en français.

Le licencié devra présenter ce certificat ou sa copie (version papier ou version numérique) au juge-arbitre de l'épreuve à laquelle il participe.

Article 195 | Validité du certificat médical

Ce certificat est valable pendant un an à dater du jour où il a été délivré.

Article 196 | Certificat d'inaptitude temporaire à la pratique en compétition

Tout médecin a la possibilité d'établir un certificat d'inaptitude temporaire à la pratique de la discipline en compétition à tout sujet examiné lui paraissant en mauvaise condition de santé.

IV/2 – RÈGLES SPÉCIFIQUES RELATIVES À LA SURVEILLANCE MÉDICALE DES SPORTIFS INSCRITS AU PES OU DES CANDIDATS À L'INSCRIPTION AU PES

Article 197 | Contenu des examens médicaux dans le cadre de la surveillance médicale des sportifs inscrits au PES ou des candidats à l'inscription sur la liste du PES

La FFT ayant reçu délégation, en application de l'article L. 231-6 du Code du sport, assure l'organisation de la surveillance médicale particulière à laquelle sont soumis ses licenciés inscrits sur la liste des sportifs de haut niveau, ainsi que des licenciés inscrits au PES ou des candidats à l'inscription au PES.

1 Examens préalables des candidats à l'inscription sur la liste du PES

BILAN MÉDICAL PRÉALABLE À L'INSCRIPTION

À réaliser dans les 6 mois qui précèdent la première inscription sur la liste des sportifs de haut niveau ou sur la liste des sportifs espoirs

- > Un examen effectué par un médecin du sport comprenant :
 - un entretien ;
 - un examen physique ;
 - des mesures anthropométriques ;
 - un bilan diététique et des conseils nutritionnels ;
 - un bilan psychologique ;
 - une recherche par bandelette urinaire de protéinurie, glycosurie, hématurie, nitrites.
- > Un examen électrocardiographique standardisé de repos avec compte-rendu médical.
- > Une échocardiographie transthoracique de repos avec compte-rendu médical.
- > Une épreuve d'effort d'intensité maximale qui peut être couplée, à la demande du médecin fédéral régional, à la mesure des échanges gazeux et à des épreuves fonctionnelles respiratoires.
- > Un examen dentaire certifié par un chirurgien dentiste.

2 Surveillance médicale annuelle des sportifs de haut niveau et espoirs

2 FOIS PAR AN		UNE FOIS PAR AN	UNE FOIS TOUS LES 4 ANS	UNE FOIS DANS LA CARRIÈRE
Avant le 31 janvier	6 mois après	Avant le 31 janvier	Avant le 31 janvier	Avant le 31 janvier
Un examen effectué par un médecin diplômé en médecine du sport comprenant : <ul style="list-style-type: none"> • un entretien ; • un examen physique ; • des mesures anthropométriques ; • un bilan diététique, des conseils nutritionnels ; • une recherche par bandelette urinaire de protéinurie, glycosurie, hématurie, nitrites. 		Un examen dentaire certifié par un spécialiste.	Une épreuve d'effort d'intensité maximale	Une échocardiographie transthoracique de repos avec compte rendu médical (celle-ci doit être renouvelée à l'âge de 18-20 ans si la première a été effectuée avant l'âge de 15 ans).
		Un examen électrocardiographique standardisé de repos avec compte rendu médical.		
Un examen biologique pour les sportifs de plus de 15 ans mais avec autorisation parentale pour les mineurs, comprenant : <ul style="list-style-type: none"> - numération-formule sanguine ; - réticulocytes ; - ferritine. 				
Un bilan psychologique pour les mineurs réalisé lors d'un entretien spécifique par un médecin ou un psychologue sous responsabilité médicale.		Un bilan psychologique pour les majeurs réalisé lors d'un entretien spécifique par un médecin ou un psychologue sous responsabilité médicale.		

Tous les examens doivent être terminés au 15 septembre.

Article 198 | Certificat de contre-indication pour les sportifs inscrits au PES ou candidats à l'inscription sur la liste du PES

1 Saisine

Le médecin coordonnateur national peut s'autosaisir ou peut être saisi par :

- le président de la FFT ;
- le directeur technique national ;
- le médecin fédéral national ;
- le(s) médecin(s) des équipes de France ;
- un médecin fédéral régional ;
- un médecin de pôle ;
- ou par tout médecin examinateur.

2 Instruction

Le médecin coordonnateur national instruit le dossier et peut interroger la Commission fédérale médicale et/ou des experts reconnus pour leurs compétences à chaque fois que cela lui apparaît nécessaire.

3 Décision

Il statue sur l'existence ou l'absence d'une contre-indication temporaire ou définitive pour les sportifs inscrits au PES ou candidats à l'inscription sur la liste du PES.

En cas d'existence d'une contre-indication temporaire ou définitive, un avis motivé est donné au sportif ou à son représentant légal.

Dans le respect de la déontologie médicale, le médecin coordonnateur notifie la contre-indication temporaire ou définitive au président de la FFT (copie pour information au directeur technique national et au médecin fédéral national) qui prend toute disposition pour suspendre ou interdire la pratique du tennis au sportif concerné.

4 Appel

Le sportif ou son représentant légal peut faire appel de la décision du médecin coordonnateur national devant la Commission fédérale médicale. Cette dernière peut demander, avant de statuer, un avis à un ou plusieurs médecins spécialistes reconnus pour leurs compétences.

En attendant l'avis rendu par la commission médicale, le sportif ne peut pas être inscrit sur les listes ministérielles ou intégrer une structure appartenant au PES. S'il s'agit déjà d'un sportif inscrit sur une liste ou dans une structure du PES, celui-ci ne doit pas poursuivre son activité sportive fédérale, sauf avis spécifié de la Commission fédérale médicale transmis au directeur technique national et au président de la FFT.

IV/3 – RÈGLES SPÉCIFIQUES RELATIVES À LA SURVEILLANCE MÉDICALE DES SPORTIFS INSCRITS AU PROGRAMME AVENIR NATIONAL

Article 199 | Contenu des examens médicaux dans le cadre de la surveillance médicale des sportifs du Programme avenir national (PAN)

Les examens (nature et périodicité) à réaliser dans le cadre de la surveillance médicale particulière des sportifs inscrits au PAN sont les suivants :

DEUX FOIS PAR AN		UNE FOIS PAR AN
Entre le 1 ^{er} janvier et le 30 juin	Entre le 1 ^{er} juillet et le 31 décembre	Entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre
Un examen effectué de préférence par un médecin diplômé en médecine du sport comprenant : <ul style="list-style-type: none"> • un entretien ; • un examen clinique avec : <ul style="list-style-type: none"> - un bilan cardio-vasculaire ; - des mesures anthropométriques ; - un examen de toutes les articulations ; - un bilan nutritionnel ; - une recherche par bandelette urinaire (protéinurie, glycosurie, hématurie, nitrites). 		<ul style="list-style-type: none"> • Un bilan psychologique réalisé soit par le médecin, soit par un psychologue clinicien. • Un électrocardiogramme.

Article 200 | Certificat de contre-indication des sportifs du PAN

1 Saisine

Le médecin fédéral régional peut s'autosaisir ou peut être saisi par :

- le président de la FFT ;
- le président de sa ligue ;
- le conseil technique régional de sa ligue ;
- un responsable médical d'un pôle ;
- ou par tout médecin examinateur.

2 Instruction

Le médecin fédéral régional instruit le dossier et peut interroger la commission médicale régionale et/ou des experts reconnus pour leurs compétences à chaque fois que cela est nécessaire.

3 Décision

Il statue sur l'existence ou l'absence d'une contre-indication temporaire ou définitive des sportifs du PAN et des boursiers.

En cas d'existence d'une contre-indication temporaire ou définitive, un avis motivé est donné au sportif ou à son représentant légal.

Dans le respect de la déontologie médicale, le médecin fédéral régional notifie la contre-indication temporaire ou définitive au président de sa ligue (copie pour information au conseiller technique régional) qui prend toute disposition pour suspendre ou interdire la pratique du tennis au sportif concerné.

4 Appel

Le sportif ou son représentant légal peut faire appel de la décision du médecin fédéral régional devant la Commission fédérale médicale.

En attendant l'avis rendu par la Commission fédérale médicale, le sportif ne doit pas poursuivre son activité sportive fédérale, sauf avis spécifié de la Commission fédérale médicale transmis au conseiller technique régional et au président de la ligue.

IV/4 – RÈGLES PARTICULIÈRES AUX JEUNES

Article 201 | Surclassement automatique et autorisation de surclassement

Le tableau ci-dessous indique pour chaque jeune joueur :

- les catégories d'âge pour lesquelles le surclassement est automatique ;
- les catégories d'âge pour lesquelles il est nécessaire d'obtenir une autorisation préalable de surclassement pour pouvoir participer aux épreuves correspondantes.

CATÉGORIES D'ÂGE (cf. article 6)	CATÉGORIES POUR LESQUELLES LE SURCLASSEMENT EST AUTOMATIQUE (ABSENCE D'AUTORISATION)	CATÉGORIES POUR LESQUELLES LE SURCLASSEMENT NÉCESSITE UNE AUTORISATION PRÉALABLE
8 ans âge réel	Néant	Néant
9 ans âge réel	Néant	Néant
10 ans âge réel	Néant	Néant
11 ans	14 ans et moins	15 ans et plus
12 ans	16 ans et moins	17 ans et plus

Les jeunes joueurs de 13 ans et plus bénéficient du surclassement automatique et peuvent ainsi participer aux compétitions individuelles et par équipes dans toutes les catégories de jeunes supérieures à la leur et en catégorie senior sans autorisation préalable de surclassement.

Cependant, les jeunes joueurs de 13 et 14 ans devront, pour pouvoir participer aux compétitions individuelles et par équipes dans la catégorie senior, être en possession d'un certificat médical de non contre-indication à la pratique du tennis en compétition daté de moins de 6 mois.

Article 202 | Les autorisations de surclassement [11 ans révolus, et 12 ans exclusivement]

L'autorisation de surclassement permettant de participer à des épreuves dans une catégorie supérieure est accordée par le conseiller technique régional (CTR) de la ligue d'appartenance, sur proposition de l'équipe technique régionale.

La demande de surclassement, signée par le(s) représentant(s) légal(aux) du joueur, doit obligatoirement être accompagnée d'un certificat médical de non contre-indication à la pratique du tennis en compétition datant de moins de 6 mois, délivré par un docteur en médecine.

L'autorisation de surclassement est accordée pour une période maximum de 6 mois lors d'une même année sportive. Elle peut faire l'objet d'un renouvellement selon les mêmes conditions.

Pour l'attribution d'une autorisation de surclassement, le CTR tiendra compte :

- du niveau de jeu du jeune joueur ;
- de l'âge réel (mois de naissance) ;
- du nombre de matchs joués au cours des 6 derniers mois par rapport à l'âge réel du joueur (en se référant aux préconisations émises par le DTN) ;
- de la date du certificat de non contre-indication à la pratique du tennis en compétition ;
- des blessures survenues au cours des derniers mois.

Article 203 | Limitation du nombre de matchs

Des préconisations relatives au nombre maximum de matchs pouvant être disputés, au cours d'une même année sportive, par les jeunes joueurs en fonction de leur âge ont été établies par la Direction technique nationale. Il est très fortement recommandé de respecter ces préconisations.

Article 204 | Participation aux compétitions nécessitant une autorisation de surclassement

La participation aux compétitions nécessitant une autorisation de surclassement, conformément au tableau ci-dessus, est subordonnée à la présentation au juge-arbitre de l'autorisation de surclassement correspondante, ou de sa copie.

IV/5 – LA LUTTE CONTRE LE DOPAGE

Article 205

- ① La réglementation relative à la lutte contre le dopage résulte des dispositions du Code du sport, et notamment des articles L. 232-1 et suivants, et D. 232-1 et suivants.
- ② Le règlement disciplinaire relatif à la lutte contre le dopage de la FFT est établi conformément à l'article R. 232-86 du Code du sport.
- ③ Tout participant aux compétitions et manifestations sportives et aux entraînements y préparant est tenu de se soumettre aux prélèvements et aux examens destinés à déceler la présence de substances et l'utilisation de procédés interdits.

IV/6 – SURVEILLANCE MÉDICALE DES COMPÉTITIONS

Article 206 | Médecin de surveillance de compétition

Lorsqu'un organisateur de compétition fait appel à un médecin pour assurer la surveillance de la compétition, ce dernier peut être chargé – selon l'organisation médicale mise en place par l'organisateur – non seulement de la santé des sportifs mais également des spectateurs.

Il est docteur en médecine et bénéficie d'une assurance en responsabilité civile professionnelle correspondant aux risques inhérents à cette fonction.

Le médecin de surveillance de compétition remettra, post intervention, un rapport d'activité à la Commission médicale fédérale afin de permettre de tenir à jour le registre de morbidité (et/ou de mortalité) de la Fédération.

Article 207

Dans le cadre des compétitions organisées par la Fédération, la Commission médicale fédérale peut faire des préconisations sur les moyens humains et matériels à mettre en œuvre au regard de l'importance de la manifestation (nombre et âge des compétiteurs, nombre de spectateurs, type de locaux, etc.).

Dans tous les cas, la Commission médicale fédérale rappelle qu'il appartient à l'organisateur de toute compétition de prévoir la surveillance médicale des compétitions et *a minima* :

- un nécessaire médical de premiers secours à un emplacement spécifique près des surfaces de compétition et à l'abri du public en vue des premiers soins à apporter en cas d'accident ;
- un téléphone accessible avec affichage à proximité des numéros d'appel du SAMU, des pompiers et du responsable de la salle ou du club ;
- l'information des arbitres sur la présence ou non de médecins et/ou d'auxiliaires médicaux.

En quelque cas que ce soit, le médecin et/ou l'auxiliaire médical peut prendre toute décision de motif médical concernant la participation ou la poursuite de la compétition par un compétiteur. Il indique cette décision à l'arbitre et à l'organisateur.

IV/7 – MODIFICATION DU RÈGLEMENT MÉDICAL

Article 208

Toute modification du règlement médical fédéral devra être transmise, dans les plus brefs délais, au ministre chargé des Sports.

TITRE CINQUIÈME

Compétitions de beach tennis

CHAPITRE I ▶ RÈGLES COMMUNES

I/1 – DÉFINITION

Article 1

- 1 Les compétitions de beach tennis homologuées par la FFT comprennent :
 - les championnats de France ;
 - les championnats de ligues et départementaux qualificatifs pour les championnats de France ;
 - les tournois organisés par la FFT, les ligues, les comités départementaux et les clubs affiliés, ou sous le contrôle de la FFT, d'une de ses ligues ou d'un de ses comités départementaux.
- 2 Les compétitions de beach tennis se disputent exclusivement en double :
 - double dames ;
 - double messieurs ;
 - double mixte (non pris en compte pour le calcul du classement).
- 3 Les compétitions de beach tennis se disputent exclusivement sur du sable.
- 4 Les balles utilisées sont les balles souples (cf. liste des balles beach tennis homologuées par la FFT).
- 5 Les compétitions de beach tennis sont ouvertes aux joueuses et joueurs licenciés à la FFT pour l'année sportive en cours, et faisant partie des catégories d'âge 14 ans et plus.

I/2 – RÈGLES RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT DES DIFFÉRENTS TYPES DE TABLEAUX DES COMPÉTITIONS DE BEACH TENNIS

Article 2 | Généralités

- 1 Il existe différents types de tableaux pour les compétitions de beach tennis :
 - tableau à départ en ligne (cf. article 4) ;
 - tableau de type **Formule** Multi-Chances (FMC) (cf. article 5) ;
 - phase de poules suivie d'un tableau à départ en ligne (cf. article 6) ;
- 2 Pour toute compétition de beach tennis, une épreuve ne peut être homologuée que si elle comporte un minimum de 4 équipes.
- 3 Le format de jeu utilisé lors des rencontres de consolante est laissé au libre choix de l'organisateur. Il n'est pas tenu d'utiliser un des formats cités dans les règles du jeu.
Les rencontres de consolantes ne sont pas prises en compte pour l'établissement de l'état de résultats de l'épreuve et n'ont donc pas d'influence sur le classement de beach tennis.
- 4 Il existe 2 formats de matchs homologués pour les compétitions de beach tennis :
 - 2 manches à 6 jeux avec application du point décisif, jeu décisif à 6/6 ; en cas d'égalité à une manche partout, application d'un super jeu décisif à 10 points ;
 - 1 seule manche à 9 jeux, avec application du point décisif, et jeu décisif à 8-8.

- ⑤ Le format de jeu utilisé lors des rencontres de consolante est laissé au libre choix de l'organisateur. Il n'est pas tenu d'utiliser un des formats cités ci-dessus. Les rencontres de consolantes ne sont pas prises en compte pour l'établissement de l'état de résultats de l'épreuve et n'ont donc pas d'influence sur le classement de beach tennis.

Article 3 : Têtes de série

- ① Dans tout tableau comportant des équipes classées, les mieux classées d'entre elles doivent être placées de façon à se rencontrer le plus tard possible ; elles sont appelées têtes de série. Tout tableau doit présenter des têtes de série, à l'exclusion de ceux qui ne comportent que des équipes non classées. Pour calculer le poids d'une équipe, il faut additionner les classements des 2 joueurs composant l'équipe. Un joueur non classé aura un poids égal au classement du dernier joueur français numéroté +1. Plus le poids de l'équipe est faible, plus l'équipe est forte.
- ② La numérotation des têtes de série doit suivre l'ordre du classement officiel.
- ③ Le nombre de têtes de série doit être égal au minimum au huitième et au maximum à la moitié de l'effectif total du tableau.
- ④ En cas d'égalité de poids entre 2 équipes, l'organisateur de la compétition est libre de désigner l'équipe la plus forte ou d'effectuer un tirage au sort.
- ⑤ Les têtes de série doivent être placées :
 - en haut des moitiés, quarts, huitièmes ou autres fractions du demi-tableau haut ;
 - en bas des moitiés, quarts, huitièmes ou autres fractions du demi-tableau bas ;
- ⑥ Les numéros des têtes de série doivent figurer sur les tableaux.
- ⑦ Dans le cas d'une phase de poules, voir article 6 alinéas ① et ② des présents règlements.

Article 4 : Tableau à départ en ligne

- ① Un tableau est dit à départ en ligne lorsque toutes les équipes entrent sur un ou 2 tours consécutifs et qu'il désigne le vainqueur de l'épreuve.
- ② Établissement de l'état de résultats :
 - l'équipe vainqueur de l'épreuve se classe 1^{re} ;
 - l'équipe finaliste de l'épreuve se classe 2^e ;
 - l'équipe remportant le match pour la 3^e place se classe 3^e ;
 - l'équipe perdant le match pour la 3^e place se classe 4^e ;
 - les 4 équipes quart-de-finalistes se classent 5^e ;
 - les 8 équipes huitième-de-finalistes se classent 9^e ;
 - les 16 équipes seizième-de-finalistes se classent 17^e.

Article 5 : Tableau de type **Formule Multi-Chances (FMC)**

Un tableau est dit de type Formule Multi-Chances (FMC) lorsque toutes les équipes entrent **sur un tour ou 2 tours consécutifs** et que toutes les équipes participantes obtiennent un classement différent. **L'effectif est de 4 équipes minimum. Seules les 32 meilleures équipes obtiendront des points pour le classement.**

- ❶ Toutes les équipes sont classées de 1 à N. Deux équipes ne peuvent pas terminer au même rang, sauf si l'organisateur n'a pu, pour des raisons indépendantes de sa volonté, faire disputer toutes les rencontres de classement.
- ❷ En cas de disqualification d'une équipe, l'équipe concernée est déclarée perdante de toutes les parties qu'elle avait encore à disputer. L'équipe apparaîtra sur l'état de résultats de l'épreuve en tant qu'équipe disqualifiée et ne marquera pas les points qui auraient dû lui être attribués.

Article 6 : Phase de poules suivie d'un tableau à départ en ligne

- ❶ Constitution des poules :
 - le nombre d'équipes admises dans une poule ne peut excéder 6. Les effectifs des différentes poules ne peuvent différer de plus d'une unité ;
 - il doit y avoir au minimum une tête de série par poule, sauf s'il n'y a que des équipes constituées de joueurs non classés.
- ❷ Qualifiés :
 - à l'issue de la phase de poules, l'organisateur peut qualifier autant d'équipes qu'il le souhaite.
 - pour le tableau final, les têtes de série doivent être établies selon le résultat de la phase de poules.

- ❸ Résultats, classements et forfaits

Le classement d'une poule est obtenu par l'attribution de :

- 2 points par partie gagnée (victoires par WO incluses) ;
- 1 point par partie jouée et perdue ;
- 0 point en cas de défaite par WO.

En cas d'égalité de points entre 2 ou plusieurs équipes, leur classement est établi en tenant compte pour toutes les parties de la poule :

- de la différence du nombre de manches gagnées et perdues par chacune d'elles ;
- puis, en cas de nouvelle égalité, de la différence du nombre de jeux gagnés et perdus par chacune d'elles ;
- ensuite, en cas de nouvelle égalité, par l'application successive des deux méthodes ci-dessus aux seuls résultats des parties ayant opposé les équipes à départager ;
- enfin, en cas de nouvelle égalité, les équipes seront départagées par un tirage au sort.

À toute partie de la poule ayant donné lieu à un WO est affecté le score forfaitaire :

- pour les matchs en 1 manche gagnante : 1 manche à 0 et 4 jeux à 0 ;
- pour les matchs en 2 manches gagnantes : 1,5 manche à 0 et 5 jeux à 0.

En cas d'abandon ou de disqualification en cours de partie, le score à enregistrer est donné par l'attribution au vainqueur de tous les jeux restant à disputer au moment de l'arrêt de la partie.

Toute équipe inscrite dans une poule a l'obligation de disputer toutes les parties prévues. En cas de forfait d'une équipe pour une ou plusieurs de ses parties de poules, le juge-arbitre est en droit de disqualifier l'équipe. L'équipe apparaîtra sur l'état de résultats comme disqualifiée et ne marquera pas les points qui auraient dû lui être attribués.

- ❹ Établissement de l'état de résultats :
 - l'équipe vainqueur de l'épreuve se classe 1^{re} ;
 - l'équipe finaliste de l'épreuve se classe 2^e ;
 - l'équipe remportant le match pour la 3^e place se classe 3^e ;
 - l'équipe perdant le match pour la 3^e place se classe 4^e ;
 - les 4 équipes quart-de-finalistes se classent 5^e ;

- les 8 équipes huitième-de-finalistes se classent 9^e ;
- les 16 équipes seizième-de-finalistes se classent 17^e ;
- les équipes éliminées en poules se classent toutes au même rang.

CHAPITRE II ► CHAMPIONNATS

II/1 – CHAMPIONNATS DE FRANCE

Article 7

Les championnats de France de beach tennis comprennent :

- une épreuve de double dames ;
- une épreuve de double messieurs.

Article 8

Ces championnats sont organisés par la Direction de la compétition et des équipes de France, sous l'autorité du comité des championnats de France tel que défini à l'article 58 des règlements sportifs, qui détermine chaque année les modalités d'organisation, ainsi que les têtes de série.

Article 9

Ils sont ouverts aux joueuses et joueurs :

- de nationalité française ;
- licenciés à la Fédération Française de Tennis pour le compte de l'année sportive en cours et dont la date de rattachement de la licence répond aux conditions de délai fixées par la ligue pour pouvoir participer au championnat régional qualificatif ;
- en possession d'un certificat médical de non-contre-indication à la pratique du tennis en compétition en cours de validité ;
- âgés de 17 ans et plus (cf. tableau des catégories d'âge).

Article 10

Les championnats de France de beach tennis se déroulent en 2 phases :

- une phase régionale organisée par chacune des 36 ligues du mois d'avril au mois de juillet ;
- une phase nationale qui se déroule fin août/début septembre.

Article 11

- 1 Les championnats de France sont ouverts aux équipes championnes de ligues.
- 2 En cas de refus de participation ou de forfait de l'équipe championne de ligue, une équipe remplaçante peut être désignée, par la ligue, parmi les équipes finaliste ou demi-finalistes du championnat. Ce remplacement doit être communiqué à l'organisateur du championnat au plus tard 48 heures avant le tirage au sort du tableau. Aucun remplacement ne pourra être effectué passé ce délai.
- 3 Si un des 2 joueurs de l'équipe qualifiée ne peut participer au championnat de France, la ligue a la possibilité de le remplacer parmi les participants du championnat régional, au plus tard 48 heures avant le tirage au sort du tableau. **On entend par « participant au championnat régional » tout joueur**

inscrit dans une équipe ayant figuré dans le tableau de la phase qualificative régionale, il n'est pas tenu compte du WO ou non de cette équipe.

④ En cas de blessure d'un joueur, un certificat médical attestant de son incapacité à participer à la compétition doit être communiqué à l'organisateur du championnat au moins 24 heures avant le tirage au sort du tableau. Dans ce cas, ce joueur pourra être remplacé **par un joueur remplissant les mêmes conditions que celles décrites à l'alinéa 3 du présent article**. L'identité de son remplaçant devra être communiquée par la ligue à l'organisateur du championnat dans ce même délai. En l'absence de certificat médical, le joueur ne pourra pas être remplacé.

Article 12

Aucune modification du tableau ne peut être effectuée après que le tableau a été officiellement communiqué.

Article 13 | Organisation sportive

a. Les championnats de France de beach tennis se disputent sous la forme d'un Tournoi Multi-Chances (TMC). Le tableau final de chacune des 2 épreuves – doubles dames et doubles messieurs – est constitué de 32 équipes maximum. À l'issue de chaque épreuve, un classement de 1 à 32 est établi.

L'équipe classée 1^{re} est déclarée championne de France de beach tennis.

b. Des qualifications ont lieu dès lors que 33 équipes au minimum sont engagées dans la compétition. Elles se déroulent sous forme d'une ou de 2 poules de 3 équipes, en fonction du nombre total d'équipes engagées (cf. tableau ci-dessous).

Nombre d'équipes			Format des qualifications	Nombre d'équipes qualifiées	Nombre de parties	
Engagées	Tableau final	Qualifications			Total	Par équipe
33	30	3	1 poule de 3 équipes	2/3 : le premier et le second de la poule	3	2
34	31	3	1 poule de 3 équipes	1/3 : le premier de la poule	3	2
35	29	6	2 poules de 3 équipes	3/6 : les deux premiers de poules + le vainqueur du barrage entre les deux seconds de poules	7	2 ou 3
36	30	6	2 poules de 3 équipes	2/6 : le premier de chaque poule	6	2

c. La clôture des inscriptions pour les championnats de France de beach tennis est fixée chaque année par le comité des championnats. Les compositions des équipes doivent être transmises à la Direction de la compétition et des équipes de France à l'aide du formulaire d'engagement prévu à cet effet.

d) Le format de jeu utilisé est celui au meilleur des 3 manches (à 6 jeux) avec application, dans les 2 premières manches, du point décisif à 40 A. En cas d'égalité à une manche partout, application d'un super jeu décisif à 10 points.

II/2 – CHAMPIONNAT DE LIGUE

Article 14

- ❶ Les ligues doivent organiser chaque année un championnat de beach tennis dans chacune des épreuves donnant lieu à une épreuve du championnat de France (double dames et double messieurs). Ce championnat de ligue est qualificatif au championnat de France.
- ❷ Le Bureau de la ligue constitue chaque année, pour chacun de ces championnats, un comité de championnat, qui veille à leur bon déroulement.
- ❸ Les championnats de ligue sont ouverts aux joueuses et joueurs en application de l'article 10 des présents règlements.

Article 15 | Mode de qualification des équipes

La ligue doit obligatoirement faire disputer les demi-finales et la finale dans les mêmes conditions que le championnat de France.

Chaque ligue qualifie une équipe dames et une équipe messieurs composées de joueurs(es) licencié(e)s dans l'un de ses clubs affiliés. La date limite des inscriptions est fixée par la ligue. S'agissant d'une épreuve de double, seules sont acceptées les inscriptions sur lesquelles figurent les 2 joueurs(es) composant l'équipe.

CHAPITRE III ► LES TOURNOIS

Article 16 | Comité de tournoi

La constitution d'un comité de tournoi est obligatoire, sa composition doit être affichée sur le lieu où se déroule la compétition.

- ❶ Le comité de tournoi, composé au minimum de 3 membres licenciés sur le millésime en cours et âgés de 18 ans ou plus (le juge-arbitre ne pouvant en aucun cas en faire partie) :
 - fixe le montant des droits d'engagement ; aucun droit ne peut être exigé pour la participation à une épreuve de consolante ;
 - établit le règlement du tournoi en conformité avec les règlements fédéraux ;
 - arrête sans recours la liste des joueurs admis à participer ;
 - définit et indique au juge-arbitre la ligne de conduite qu'il souhaite voir suivre pour la progression du tournoi, et supervise les tirages au sort ;
 - veille au bon déroulement de la compétition et doit notamment fournir, pour chaque partie disputée, un minimum de 2 balles homologuées par la FFT ;
 - prend toutes les mesures qu'il juge utile pour assurer, dans le temps imparti, la bonne marche du tournoi.
- ❷ Conformément à l'article 91-c des règlements administratifs de la FFT, le comité de tournoi est juge en premier ressort des contestations relatives à la validité des licences, à l'organisation et au déroulement de la compétition.

Article 17 | Homologation

Le club désirant organiser un tournoi de beach tennis devra remplir **la demande d'homologation via l'application fédérale ADOC ou le formulaire téléchargeable sur le site Internet du beach tennis de la FFT.**

Article 18 | Cahier des charges

Le club désirant organiser un tournoi de beach tennis devra s'engager à respecter le cahier des charges rédigé à cet effet.

Article 19 | Transmission de l'état de résultats et des résultats

À l'issue du tournoi, **le juge-arbitre doit saisir l'état de résultats dans l'application de gestion des épreuves de beach tennis au plus tard 48 heures après la fin du tournoi.**

Article 20 | Participation des joueurs

- 1 Les joueurs doivent impérativement fournir les pièces suivantes au juge-arbitre du tournoi :
 - l'attestation de licence FFT de l'année sportive en cours ;
 - le certificat médical de non contre-indication à la pratique du tennis en compétition en cours de validité.

Les joueurs qui sont autorisés à prendre part à un tournoi de beach tennis sont âgés de 14 ans et plus (cf. tableau des catégories d'âge).

- 2 Les joueurs qui s'engagent dans un tournoi de beach tennis doivent se tenir à la disposition du juge-arbitre pendant toute la durée du tournoi.

CHAPITRE IV ▶ LE CLASSEMENT

Article 21 | Principe

Le classement de beach tennis prend en compte pour chaque compétiteur, les 6 meilleurs résultats qu'il a obtenus au cours de l'année sportive dans les différentes compétitions.

Article 22 | Fonctionnement

En fonction du rang obtenu par l'équipe à l'issue de la compétition, un nombre de points est attribué à chacun des joueurs de l'équipe. Ce nombre de points varie en fonction du nombre d'équipes composant le tableau et du type de compétition.

Les compétiteurs seront ordonnés de 1 à n en fonction du nombre de points qu'ils auront comptabilisés.

Le classement sera régulièrement actualisé et publié au cours de l'année sportive.

CHAPITRE V ▶ JUGE-ARBITRAGE / ARBITRAGE

Article 23 | Attributions du juge-arbitre

Un juge-arbitre de qualification JAT 1 est compétent pour organiser, sur le territoire de sa ligue, une compétition de beach tennis.

Outre les attributions qui lui sont conférées par les articles 91-b et 96 des règlements administratifs de la FFT et qui ne sont pas référencés ci-dessous, le juge-arbitre doit veiller au respect des règles du jeu et des règlements sportifs. À ce titre :

- ① Il se fait présenter par les joueurs l'attestation de licence, le certificat médical de non-contre-indication à la pratique du tennis en compétition en cours de validité.
- ② Il veille à ce que chaque partie soit disputée avec 2 balles fournies par l'organisation et homologuées par la FFT.
- ③ Il peut déléguer temporairement ses pouvoirs dans le cadre de la définition de fonctions prévues à l'article 17 des règlements sportifs de tennis de la FFT.
- ④ Le juge-arbitre est responsable de la sincérité et de l'exactitude des résultats, ainsi que de la qualité de leur transcription.
- ⑤ Le juge-arbitre établit les tableaux, et, s'il y a lieu, les poules dans le respect des règles indiquées aux articles 3 à 6 des présents règlements.
- ⑥ Le juge-arbitre ne peut programmer pour une équipe qu'un maximum de 4 parties au cours d'une journée. Un repos minimum de 30 minutes doit être respecté entre 2 parties.
- ⑦ Le juge-arbitre doit accorder à une équipe un délai de 12 heures minimum entre la fin de son dernier match et sa première partie programmée du lendemain.
- ⑧ Il veille à la publication et à l'affichage en temps utile des tableaux et, s'il y a lieu, des poules, des horaires des parties, puis de leurs résultats.
- ⑨ Lorsqu'il prend lui-même part, en tant que joueur, au tournoi dont il a la responsabilité, il doit désigner un juge-arbitre suppléant qualifié, compétent selon les prescriptions de l'article 17 des règlements sportifs de tennis de la FFT, chargé d'assurer le bon déroulement du tournoi pendant la durée de sa/ses partie(s).
- ⑩ Le juge-arbitre rédige une fiche de pénalité en cas d'incident grave ou s'il le juge nécessaire.

Article 24 : Arbitrage

Les parties de beach tennis ne sont pas arbitrées. Cependant, il est conseillé au club organisateur de désigner des superviseurs de courts qui s'assureront que les parties s'enchaînent et se déroulent dans les meilleures conditions.

CHAPITRE VI ▶ TENUE VESTIMENTAIRE

Article 25

- ① Pour les tournois de beach tennis, la FFT autorise le port du maillot de bain sous réserve d'un règlement particulier de la structure organisatrice.
- ② Pour les championnats de France et les championnats de ligue, les joueuses doivent porter un débardeur ou une brassière, et un short ou un shorty. Les joueurs doivent être vêtus d'un débardeur ou d'un tee-shirt, et d'un short.

Pour les championnats de France, la FFT préconise que les joueurs d'une même équipe soient vêtus de façon homogène avec le nom de la ligue inscrit dans le dos.

TEAM TENNIS TOUR

**EDITION
N°1**

LES RÈGLES DU JEU

Règles du jeu

1 ▶ LE COURT

Le court est un terrain rectangulaire de 23,77 m de long (78 pieds) et, pour les parties de simple, de 8,23 m de large (27 pieds). Pour les parties de double, le court fait 10,97 m de large (36 pieds).

Le court est divisé au milieu par un filet suspendu à une corde ou à un câble métallique dont les extrémités sont fixées (ou passent sur la partie supérieure) à deux poteaux, à une hauteur de 1,07 m (3,5 pieds). Le filet doit être tendu complètement de manière à remplir entièrement l'espace entre les poteaux, et ses mailles doivent être suffisamment petites pour empêcher la balle de passer au travers. La hauteur du filet au centre doit être de 0,914 m (3 pieds), il doit y être fermement retenu par une sangle. Une bande doit recouvrir le câble ou la corde et la partie supérieure du filet. La sangle et la bande doivent être entièrement blanches.

- La corde ou le câble métallique est d'un diamètre maximum de 0,8 cm (1/3 pouce).
- La sangle doit être d'une largeur maximum de 5 cm (2 pouces).
- La bande sera large de 5 cm (2 pouces) au moins et de 6,35 cm (2,5 pouces) au plus de chaque côté.

Pour les parties de double, le centre des poteaux doit être situé à 0,914 m (3 pieds) en dehors des limites du court de doubles de chaque côté du court.

Pour les parties de simple, quand un filet de simple est utilisé, le centre des poteaux doit être situé à 0,914 m en dehors de chaque côté des limites du court de simple. Si l'on utilise un filet de double, le filet doit être maintenu à une hauteur de 1,07 m (3,5 pieds) au moyen de deux piquets de simple dont le centre doit être situé à 0,914 m (3 pieds) en dehors des lignes de chaque côté du court de simple.

- Les poteaux seront de 15 cm (6 pouces) de côté ou de 15 cm (6 pouces) de diamètre au maximum.
- Les piquets de simple seront de 7,5 cm (3 pouces) de côté ou de 7,5 cm (3 pouces) de diamètre maximum.
- Les poteaux et les piquets de simple ne doivent pas dépasser le haut de la corde du filet de plus de 2,5 cm (1 pouce).

Les lignes marquant les extrémités et les côtés du court sont appelées respectivement lignes de fond et lignes de côté.

De chaque côté du filet et parallèlement à celui-ci, deux lignes sont tracées à une distance de 6,40 m (21 pieds). Ces lignes sont appelées les lignes de service. L'espace compris de chaque côté du filet, entre la ligne de service et le filet, est divisé en deux parties égales, appelées carrés de service, par une ligne médiane de service. La ligne médiane de service est tracée à égale distance des lignes de côté et parallèlement à celles-ci.

Chaque ligne de fond est divisée en deux par une marque centrale de 10 cm (4 pouces) de long, qui est tracée à l'intérieur du court parallèlement aux lignes de côtés.

- La ligne médiane de service et la marque centrale doivent mesurer 5 cm (2 pouces) de large.
- Les autres lignes du court doivent mesurer entre 2,5 cm (1 pouce) et 5 cm (2 pouces) de largeur, sauf les lignes de fond qui peuvent mesurer, au plus, 10 cm (4 pouces) de large.

Toutes les mesures sont faites depuis l'extérieur des lignes et toutes les lignes doivent être d'une couleur uniforme qui tranche nettement sur la couleur de la surface du terrain.

Il n'y aura aucune publicité sur le court, le filet, la sangle, la bande, les poteaux ou piquets de simple à l'exception des dispositions prévues à l'Annexe III.

2 ► LES DÉPENDANCES PERMANENTES

Les dépendances permanentes du court comprennent les entourages de fond et de côté, les spectateurs, les tribunes et sièges pour spectateurs, toutes autres dépendances situées autour et au-dessus du court, ainsi que l'arbitre, les juges de lignes, le juge de filet et les ramasseurs de balles quand ils sont à leurs places respectives.

Quand un court est utilisé pour un simple avec un filet de double et des piquets de simple, les poteaux et la partie du filet qui se trouve à l'extérieur des piquets de simple sont des dépendances permanentes et ne sont pas considérés comme étant des poteaux de filet ou comme faisant partie du filet.

3 ► LA BALLE

Les balles homologuées par les Règles du Tennis doivent être conformes aux caractéristiques techniques qui figurent à l'Annexe I.

La Fédération Internationale de Tennis statuera sur la question de savoir si une balle ou un prototype de balle est conforme à l'Annexe I ou est approuvé à un autre titre, pour le jeu. Elle pourra prendre cette décision de son propre chef ou à la requête de toute partie ayant un intérêt légitime à cet égard, y compris tout joueur, fabricant d'équipement, association nationale ou membres d'une telle association. Ces décisions et requêtes seront effectuées conformément à la Procédure de Contrôle et d'Audition établie par la Fédération Internationale de Tennis.

Les organisateurs d'une épreuve doivent annoncer à l'avance de l'épreuve :

- a. Le nombre de balles destinées au jeu (3, 4 ou 6).
- b. La procédure de changement de balles, le cas échéant.

Les changements de balles, le cas échéant, seront effectués soit :

- après un nombre convenu de jeux impairs, auquel cas le premier changement de balles s'effectuera deux jeux plus tôt que pour les autres changements de balles de la partie, de manière à tenir compte de la période d'échauffement. Un jeu décisif (tie-break) compte comme un jeu normal pour le changement de balles. Il n'y aura pas de changement de balles au début d'un jeu décisif. Dans ce cas, le changement de balles sera repoussé jusqu'au début du deuxième jeu de la manche suivante ; ou
- au début d'une manche.

Si une balle se creve au cours du jeu, le point sera remis.

Cas 1 – Si une balle est dégonflée à la fin d'un point, est-ce qu'il faut rejouer le point ?

Décision : Si la balle est dégonflée, et non pas crevée, le point ne sera pas rejoué.

Note : Toute balle utilisée dans un tournoi où s'appliquent les Règles du Tennis doit figurer sur la liste officielle des balles homologuées FIT, publiée par la FIT.

4 ► LA RAQUETTE

Les raquettes autorisées pour la compétition par les Règles du Tennis doivent être conformes aux spécifications de l'Annexe II.

La Fédération Internationale de Tennis statuera sur la question de savoir si une raquette ou un prototype est conforme à l'Annexe II ou est approuvée à un autre titre, pour le jeu.

Elle pourra prendre cette décision de son propre chef ou à la requête de toute partie ayant un intérêt légitime à cet égard, y compris tout joueur, fabricant d'équipement, association nationale ou membres d'une telle association. Ces décisions et requêtes seront effectuées conformément à la Procédure de Contrôle et d'Audition établie par la Fédération Internationale de Tennis.

Cas 1 – Peut-il y avoir plus d'une série de cordes sur l'une des faces de frappe de la raquette ?

Décision : Non. La règle précise clairement une série, et non des séries, de cordes entrecroisées (voir l'Annexe II).

Cas 2 – L'ensemble des cordes d'une raquette est-il considéré comme étant généralement uniforme et plat si les cordes se trouvent sur plus d'un plan ?

Décision : Non.

Cas 3 – Le cordage d'une raquette peut-il être muni d'un système amortissant les vibrations et, dans l'affirmative, où doit-il être placé ?

Décision : Oui ; ce système ne peut être placé qu'en dehors de la surface où les cordes s'entrecroisent.

Cas 4 – En cours de jeu, un joueur casse accidentellement les cordes de sa raquette : peut-il continuer à jouer avec cette raquette ?

Décision : Oui.

Cas 5 – Un joueur a-t-il le droit d'utiliser plus d'une raquette à tout moment du jeu ?

Décision : Non.

Cas 6 – Est-il autorisé d'intégrer à la raquette une pile qui modifie ses caractéristiques de jeu ?

Décision : Non. L'ajout d'une pile est interdit car celle-ci constitue une source d'énergie, il en est de même pour les cellules à énergie solaire ou autre équipement similaire.

5 ▶ LE JEU – DÉCOMPTE DES POINTS**a. Jeu normal**

Le décompte des points pour un jeu normal s'effectue comme suit (on compte les points du serveur en premier) :

Pas de point - « Zéro »

Premier point - « 15 »

Second point - « 30 »

Troisième point - « 40 »

Quatrième point - « Jeu »

Sauf lorsque les deux joueurs/équipes ont gagné chacun trois points, la marque est alors comptée « 40 A ». Après « 40 A », la marque est comptée « Avantage » pour le joueur/l'équipe qui gagne le point suivant. Si le/la même joueur/équipe gagne également le point suivant, ce/cette joueur/équipe remporte le « Jeu » ; si le joueur/l'équipe adverse gagne le point suivant, la marque est comptée « Égalité ». Pour gagner le « Jeu », un(e) joueur/équipe doit gagner deux points successivement après « Égalité » (ou « 40 A »).

b. Jeu décisif

Au cours d'un jeu décisif (tie-break), la marque des points est comptée « Zéro », « 1 », « 2 », « 3 », etc. Le premier joueur/équipe qui gagne sept points remporte le « Jeu » et la « Manche », à condition d'avoir deux points d'avance sur le/les adversaire(s). S'il le faut, le jeu décisif se poursuivra jusqu'à ce que cette avance soit obtenue.

Le joueur dont c'est le tour de servir, servira le premier point du jeu décisif. Les deux points suivants seront servis par le/les adversaire(s) (en double, le joueur de l'équipe adverse dont c'est le tour de servir). Après cela, chaque joueur/équipe doit servir alternativement deux points consécutifs jusqu'à la fin du jeu décisif (en double, l'alternance de service au sein de chaque équipe s'effectuera dans le même ordre qu'au cours de la manche en question).

Le joueur/l'équipe dont c'est le tour de servir en premier dans le jeu décisif sera le relanceur dans le premier jeu de la manche suivante.

On se référera à l'Annexe IV pour les autres méthodes alternatives de décompte des points autorisées.

6 ▶ LA MANCHE – DÉCOMPTE DES POINTS

Il existe différents systèmes de décompte des points dans une manche. Les deux systèmes principaux sont « le système à l'avantage » et le « système du jeu décisif ».

On pourra utiliser l'un ou l'autre de ces systèmes, à condition de l'annoncer avant l'épreuve. Si l'on utilise le système du jeu décisif, il faudra également annoncer quel système sera appliqué à la dernière manche : le système avec avantage ou celui du jeu décisif.

a. « Système à l'avantage »

Le/la premier(e) joueur/équipe qui gagne six jeux remporte cette « Manche », à condition d'avoir deux jeux d'avance sur l'/les adversaire(s). Au besoin, la manche se prolongera jusqu'à ce qu'il y ait deux jeux d'avance.

b. « Système du jeu décisif »

Le/la premier(e) joueur/équipe qui gagne six jeux remporte cette « Manche », à condition d'avoir deux jeux d'avance sur l'/les adversaire(s). Si le score atteint six jeux partout, on joue un jeu décisif. On se référera à l'Annexe IV pour d'autres méthodes alternatives de décompte des points autorisées.

7 ▶ NOMBRE DE MANCHES

Une partie peut se jouer au meilleur des 3 manches (un joueur/une équipe doit gagner deux manches pour remporter la partie) ou au meilleur des 5 manches (un joueur/une équipe doit gagner 3 manches pour remporter la partie).

On se référera à l'Annexe IV pour d'autres méthodes alternatives de décompte des points autorisées.

8 ▶ SERVEUR ET RELANCEUR

Les joueurs se tiennent de part et d'autre du filet. Le serveur est le joueur qui met la balle en jeu pour le premier point. Le relanceur est le joueur qui s'apprête à renvoyer la balle servie par son adversaire.

Cas 1 – Le relanceur peut-il prendre position à l'extérieur des lignes du court ?

Décision : Oui. Le relanceur peut se tenir où il veut à l'intérieur ou à l'extérieur des lignes de son côté du filet.

9 ▶ CHOIX DU CÔTÉ ET SERVICE

Le choix du côté et le droit d'être serveur ou relanceur dans le premier jeu seront décidés par tirage au sort avant le début de l'échauffement. Le joueur/l'équipe qui gagne le tirage au sort peut choisir :

- a. de servir ou de recevoir dans le premier jeu de la partie, dans ce cas, l'adversaire choisira son côté de terrain pour le premier jeu de la partie ; ou
- b. son côté de terrain pour le premier jeu de la partie, auquel cas l'adversaire choisira de servir ou de recevoir pour le premier jeu de la partie ; ou
- c. d'obliger son/ses adversaire(s) à faire un des choix ci-dessus.

Cas 1 – Les deux joueurs/équipes ont-ils le droit de modifier leur choix si l'échauffement est interrompu et les joueurs quittent le terrain ?

Décision : Oui. Le résultat du premier tirage au sort reste valable, mais les deux joueurs/équipes ont la possibilité de faire un nouveau choix.

10 ▶ CHANGEMENT DE CÔTÉ

Les joueurs doivent changer de côté à la fin du premier jeu, du troisième jeu et à chaque fois qu'un nombre impair de jeux est atteint dans chaque manche. Les joueurs doivent également changer de côté à la fin de chaque manche à moins que le nombre total de jeux de la manche soit un nombre pair, auquel cas le changement n'aura lieu qu'à la fin du premier jeu de la manche suivante.

Au cours d'un jeu décisif, les joueurs changeront de côté tous les six points.

11 ▶ BALLE EN JEU

Une balle est en jeu dès qu'elle est frappée par le serveur. Sauf en cas de faute ou de « let », la balle reste en jeu jusqu'à ce que le point soit acquis.

12 ▶ BALLE SUR LA LIGNE

Une balle tombant sur une ligne est considérée dans le court dont cette ligne marque la limite.

13 ▶ BALLE TOUCHANT UNE DÉPENDANCE PERMANENTE

Si une balle en jeu touche une des dépendances permanentes après être tombée du bon côté du court, le joueur qui l'a frappée gagne le point. Si une balle en jeu touche une dépendance permanente avant de tomber dans le court, le joueur qui l'a frappée perd le point.

14 ▶ ALTERNANCE AU SERVICE

À la fin de chaque jeu standard, le relanceur devient serveur et le serveur relanceur pour le jeu suivant. En double, l'équipe qui a le service au premier jeu de chaque manche désigne le joueur qui servira à ce premier jeu. De même, avant le début du deuxième jeu, l'équipe adverse désigne le joueur qui servira au deuxième jeu. Le partenaire du joueur qui a servi au premier jeu servira au troisième et le partenaire du joueur qui a servi au deuxième jeu servira au quatrième. Cette alternance se poursuivra jusqu'à la fin de la manche.

15 ▶ ORDRE DE RELANCE EN DOUBLE

L'équipe qui doit relancer dans le premier jeu d'une manche décide lequel des partenaires recevra le premier service. De même, avant le début du deuxième jeu, l'équipe adverse désignera celui des partenaires qui recevra le premier service de ce jeu.

Le joueur qui était le partenaire du relanceur au premier point du jeu relancera à son tour au deuxième point et cette alternance se poursuivra jusqu'à la fin du jeu et de la manche.

Une fois que la balle a été relancée par le receveur, n'importe quel joueur d'une équipe peut frapper la balle.

16 ▶ LE SERVICE

Immédiatement avant de commencer le geste du service, le serveur doit avoir les deux pieds au repos sur le sol derrière (c'est-à-dire plus loin du filet que) la ligne de fond entre le prolongement imaginaire de la marque centrale et de la ligne de côté.

Le serveur doit alors lancer la balle en l'air avec la main dans n'importe quelle direction et la frapper avec sa raquette avant qu'elle ne touche le sol. Le geste du service est considéré comme étant achevé au moment où la raquette du joueur frappe ou manque la balle. Un joueur n'ayant l'usage que d'un bras pourra utiliser sa raquette pour le lancer de la balle.

17 ▶ LE SERVICE – POSITION ET TRAJECTOIRE

Au cours d'un jeu standard, le serveur doit se tenir alternativement derrière la moitié droite et la moitié gauche du court en commençant à droite dans chaque jeu.

Dans un jeu décisif, le service est effectué alternativement de la moitié droite et de la moitié gauche du court, en commençant par la moitié droite du court.

La balle de service doit passer en diagonale au-dessus du filet et toucher le sol dans le carré de service opposé avant que le relanceur ne la renvoie.

18 ▶ FAUTE DE PIED

Pendant le geste du service, le serveur ne doit pas :

- a. changer de place, soit en marchant soit en courant ; des petits mouvements de pied sont néanmoins permis ;
- b. toucher, avec l'un de ses pieds, la ligne de fond ou le court ; ou
- c. toucher, avec l'un de ses pieds, l'espace qui se trouve à l'extérieur du prolongement imaginaire de la ligne de côté ; ou
- d. toucher, avec l'un de ses pieds, le prolongement imaginaire de la marque centrale.

Si le serveur ne respecte pas cette règle, il y aura « faute de pied ».

Cas 1 – Dans une partie de simple, le serveur peut-il se tenir au moment de servir derrière la partie de la ligne de fond qui se trouve entre la ligne de côté du court de simple et du court de double ?

Décision : Non.

Cas 2 – Le serveur peut-il avoir l'un ou les deux pieds ne touchant pas le sol ?

Décision : Oui.

19 ▶ FAUTE DE SERVICE

Il y a faute de service :

- a. lorsque le joueur enfreint les règles 16, 17 ou 18 ; ou
- b. le serveur rate la balle au moment de la frapper ; ou
- c. la balle servie touche une des dépendances permanentes, un piquet de simple ou un poteau de filet avant de toucher le sol ; ou
- d. la balle servie touche le serveur ou le partenaire du serveur ou tout vêtement/objet que porte le serveur ou le partenaire du serveur.

Cas 1 – Après avoir lancé en l'air la balle pour le service, le serveur décide de ne pas la frapper et la rattrape dans sa main. Y a-t-il une faute ?

Décision : Non. Un joueur qui lance une balle et décide ensuite de ne pas la frapper, a le droit de la rattraper dans sa main ou avec sa raquette ou de la laisser rebondir.

Cas 2 – Au cours d'une partie de simple disputée sur un terrain équipé de poteaux et de piquets de simple, la balle servie touche un piquet de simple et tombe ensuite dans le bon carré de service.

Y a-t-il une faute ?

Décision : Oui.

20 ▶ SECOND SERVICE

Après une faute au premier service, le serveur doit servir de nouveau sans délai depuis la même moitié du court que celle d'où la faute a été commise, à moins que le service n'ait été effectué depuis la mauvaise moitié du court.

21 ▶ QUAND SERVIR ET RELANCER

Le serveur ne pourra pas servir avant que le relanceur ne soit prêt. Toutefois, le relanceur doit néanmoins jouer au rythme raisonnable du serveur et doit être prêt à relancer dans un délai raisonnable dès que le serveur est prêt.

Le relanceur qui essaie de retourner le service doit être considéré comme étant prêt.

S'il a été démontré que le relanceur n'est pas prêt, le service ne peut être annoncé faute.

22 ▶ LE SERVICE EST À REMETTRE

Le service est à remettre (« let ») lorsque :

- a. la balle servie touche le filet, la bande ou la sangle et tombe bonne ; ou, si après avoir touché le filet, la bande ou la sangle, elle touche le relanceur ou le partenaire du relanceur ou toute partie de leurs vêtements ou tout objet qu'ils portent avant de toucher le sol ; ou
- b. la balle est servie lorsque le relanceur n'est pas prêt.

Dans le cas où le service serait à remettre, le service est annulé et le serveur doit servir à nouveau, mais un service « let » n'annule pas une faute antérieure.

23 ▶ LET

Chaque fois qu'une balle est annoncée « let », le point est rejoué en entier, sauf lorsque le let est annoncé au second service.

Cas 1 – Au cours d'un échange, une autre balle roule sur le court. On annonce un let. Le serveur avait au préalable servi une balle fautive. Le serveur a-t-il droit à une première balle de service ou à une deuxième ?

Décision : Première balle. Il faut rejouer le point en entier.

24 ▶ LE JOUEUR PERD LE POINT

Le point est perdu lorsque :

- a. le joueur sert deux balles fautes consécutives ; ou
- b. le joueur ne remet pas la balle en jeu avant le deuxième rebond consécutif ; ou
- c. le joueur remet la balle en jeu de telle sorte qu'elle touche le sol ou un objet, en dehors du bon côté du court ; ou
- d. le joueur remet la balle en jeu de telle sorte que, avant qu'elle ne rebondisse, elle touche une dépendance permanente ; ou
- e. pendant l'échange, le joueur délibérément porte la balle ou la prend sur la raquette ou la touche avec sa raquette plus d'une fois ; ou
- f. le joueur ou la raquette (qu'il la tienne ou non) ou tout autre objet ou vêtement que le joueur porte, touchent le filet, les piquets de simple/poteaux, la corde ou le câble métallique, la sangle ou la bande ou le court de son adversaire à tout moment de l'échange ; ou
- g. le joueur frappe la balle avant qu'elle ne passe le filet ; ou
- h. la balle en jeu touche le joueur ou tout objet/vêtement que porte le joueur, à l'exception de sa raquette ; ou
- i. la balle en jeu touche la raquette lorsque le joueur ne la tient pas ; ou
- j. le joueur change délibérément et physiquement la forme de la raquette en cours d'échange ; ou
- k. en double, les deux joueurs touchent la balle au moment du renvoi.

Cas 1 – Après l'exécution du premier service, la raquette du serveur lui échappe des mains et touche le filet avant que la balle n'ait rebondi : est-ce une faute de service ou le serveur perd-il le point ?

Décision : Le serveur perd le point parce que la raquette a touché le filet pendant que la balle était en jeu.

Cas 2 – Après l'exécution du premier service, la raquette du serveur lui échappe des mains et touche le filet après que la balle a touché le sol en dehors du bon carré de service. Est-ce une faute de service ou le joueur perd-il le point ?

Décision : C'est une faute de service, car la balle n'était plus en jeu au moment où la raquette a touché le filet.

Cas 3 – Dans une partie de double, le partenaire du relanceur touche le filet avant que la balle servie ne touche le sol en dehors du bon carré de service. Quelle décision faut-il prendre ?

Décision : L'équipe qui relance perd le point parce que le partenaire du relanceur a touché le filet pendant que la balle était en jeu.

Cas 4 – Est-ce qu'un joueur perd le point si, avant ou après la frappe de la balle, il dépasse la ligne imaginaire qui se trouve dans le prolongement du filet ?

Décision : Dans les deux cas, le joueur ne perd pas le point pourvu qu'il ne touche pas le camp de l'adversaire.

Cas 5 – Un joueur a-t-il le droit de sauter par-dessus le filet, dans le camp de l'adversaire, alors que la balle est en jeu ?

Décision : Non. Le joueur perd le point.

Cas 6 – Un joueur lance sa raquette sur la balle qui est en jeu. La balle et la raquette atterrissent toutes deux dans le camp de l'adversaire et celui-ci ne parvient pas à atteindre la balle. Quel joueur gagne le point ?

Décision : Le joueur qui a jeté sa raquette sur la balle perd le point.

Cas 7 – Une balle qui vient d'être servie touche le relanceur ou, pour une partie de double, le partenaire du relanceur avant qu'elle ne touche le sol. Quel joueur gagne le point ?

Décision : Le serveur gagne le point, à moins que le service ne soit let.

Cas 8 – Un joueur qui se trouve en dehors des limites du court frappe la balle ou la rattrape avant qu'elle ne rebondisse et réclame le point sous prétexte que la balle serait de toute façon sortie du court.

Décision : Le joueur perd le point, sauf si son retour est bon, auquel cas l'échange continue.

25 ▶ CAS OÙ LE RETOUR EST BON

Le retour est bon :

- a. si la balle touche le filet, les poteaux, les piquets de simple, la corde ou le câble métallique, la sangle ou la bande, pourvu qu'elle soit passée au-dessus d'un de ces éléments et tombe à l'intérieur du bon côté du court, sous réserve des cas prévus aux Règles 2 et 24 (d) ; ou
- b. si la balle en jeu rebondit à l'intérieur du bon côté du court mais repasse au-dessus du filet à la suite de l'effet de la balle ou de l'action du vent et le joueur passe sa raquette au-dessus du filet pour mettre la balle à l'intérieur du bon côté du court, à condition de ne pas enfreindre la Règle 24 ; ou
- c. si la balle est relancée à l'extérieur des poteaux, soit au-dessus, soit en dessous du niveau supérieur de filet, même si elle touche le poteau, mais à condition qu'elle touche l'intérieur du bon côté du court, sous réserve des cas prévus aux Règles 2 et 24 (d) ; ou
- d. la balle passe sous la corde du filet entre le piquet de simple et le poteau adjacent sans toucher ni le filet, ni la corde du filet, ni le poteau et touche le sol à l'intérieur du bon côté du court ; ou
- e. la raquette du joueur passe au-dessus du filet après avoir frappé la balle du côté du filet du joueur et la balle touche le sol à l'intérieur du bon côté du court ; ou
- f. le joueur frappe la balle en cours d'échange et la balle heurte une autre balle restée dans le bon côté du court.

Cas 1 – Un joueur relance une balle qui touche alors un piquet de simple et tombe dans les limites du bon côté du court. Est-ce un bon retour ?

Décision : Oui. Toutefois, si la balle touche le piquet de simple au service, il y a faute au service.

Cas 2 – Une balle en jeu heurte une autre balle restée dans le bon côté du court.

Quelle décision doit-on prendre ?

Décision : Le jeu se poursuit. Toutefois, si l'arbitre n'est pas certain que c'est la balle en jeu qui a été retournée, un let doit être annoncé.

26 ▶ GÊNE

Si un joueur est gêné dans l'exécution de son coup par un acte intentionnel de son/ses adversaire(s), le joueur gagne le point.

Le point est rejoué néanmoins si un acte involontaire de/des adversaire(s) ou un élément qui échappe au contrôle du joueur (à l'exception d'une dépendance permanente) l'empêche de jouer le point.

Cas 1 – Est-ce qu'une double frappe involontaire est considérée comme un acte qui gêne l'adversaire ?

Décision : Non. Voir également la Règle 24 (e).

Cas 2 – Un joueur déclare avoir interrompu le jeu parce qu'il pensait que son/ses adversaire(s) avai(en)t été gêné(s). Y a-t-il gêne ?

Décision : Non. Le joueur perd le point.

Cas 3 – Une balle heurte un oiseau qui passe au-dessus du court. Y a-t-il gêne ?

Décision : Oui. Le point est rejoué.

Cas 4 – Au cours d'un échange, une balle ou un objet qui se trouvait en début d'échange du côté du court du joueur vient gêner le joueur. Y a-t-il gêne ?

Décision : Non.

Cas 5 – En double, où doivent se tenir le partenaire du serveur et le partenaire du relanceur ?

Décision : Le partenaire du serveur et le partenaire du relanceur peuvent se tenir n'importe où de leur côté du filet, à l'intérieur ou à l'extérieur du court. Cependant, si un joueur gêne le/les adversaire(s), la règle de la gêne sera appliquée.

27 ▶ CORRECTION DES ERREURS

En principe, lorsqu'une erreur relative aux Règles du Tennis est constatée, tous les points joués précédemment restent acquis. Les erreurs ainsi constatées seront rectifiées comme suit :

- a.** Au cours d'un jeu standard ou d'un jeu décisif, si un joueur sert de la mauvaise moitié du court, l'erreur doit être rectifiée dès qu'elle est constatée et le serveur servira du bon côté du court selon le score. Une faute de service antérieure à la constatation de l'erreur reste acquise.
- b.** Au cours d'un jeu standard ou d'un jeu décisif, si les joueurs ne se trouvent pas du bon côté du court, il faudra corriger l'erreur dès qu'elle est constatée et le serveur servira du bon côté du court selon le score. Une faute de service antérieure à la constatation de l'erreur reste acquise.
- c.** Si un joueur n'a pas servi à son tour au cours d'un jeu standard, le joueur qui aurait dû servir doit servir dès que l'erreur est constatée. Toutefois, si le jeu est terminé avant la constatation de l'erreur, l'ordre des services est maintenu tel que modifié.

Une faute de service de/des adversaire(s) antérieure à une telle constatation n'est pas comptée.

En double, en cas d'erreur de service entre les partenaires, toute faute de service antérieure à la constatation de l'erreur sera acquise.

- d.** Si un joueur a servi alors que ce n'était pas son tour durant un tie-break et que l'erreur est constatée après qu'un nombre de point pair a été joué, l'erreur doit être corrigée immédiatement. Si l'erreur est constatée après qu'un nombre de point impair a été joué, l'ordre des services demeurera interverti.

Une faute servie par le/les adversaire(s) avant la constatation de l'erreur ne sera pas acquise.

En double, en cas d'erreur de service entre les partenaires, toute faute servie avant la constatation de l'erreur restera acquise.

- e. Au cours d'un jeu standard ou d'un jeu décisif en double, s'il y a une erreur dans l'ordre de relance, on maintiendra cet ordre jusqu'à la fin du jeu au cours duquel l'erreur a été constatée. Lorsque leur tour de relancer revient dans cette manche, les partenaires reprendront l'ordre initial de relance.
- f. Si un jeu décisif est joué à six jeux partout, alors qu'il avait été décidé avant la partie que le système de l'avantage serait appliqué, l'erreur doit être immédiatement corrigée si un seul point a été joué. Si l'erreur est constatée après le début du deuxième point, la manche se poursuivra avec jeu décisif.
- g. Si un jeu standard (à l'avantage) est joué à six jeux partout, alors qu'il avait été décidé avant la partie qu'un jeu décisif serait joué, l'erreur doit être immédiatement corrigée si un seul point a été joué. Si l'erreur est constatée après que la balle a été mise en jeu pour le deuxième point, la manche se poursuit à l'avantage jusqu'à ce que le score atteigne 8 jeux partout (ou un nombre pair plus élevé), auquel cas on jouera un jeu décisif.
- h. Si les balles ne sont pas changées après le nombre convenu de jeux, l'erreur doit être corrigée lorsque le joueur/l'équipe qui aurait dû servir avec les balles neuves sera appelé à servir à nouveau. Ensuite, les balles devront être changées de façon à respecter le nombre de jeux initialement prévu entre les changements. On ne changera pas de balles en cours de jeu.

28 ▶ RÔLE DES OFFICIELS SUR LE COURT

Pour les parties où des officiels sont désignés, leurs rôles et responsabilités sont définis à l'Annexe V.

29 ▶ JEU CONTINU

En principe, le jeu doit être continu depuis le début de la partie (lorsque le premier service de la partie est mis en jeu) jusqu'à la fin de la partie.

- a. Entre les points, le jeu doit être continu. Lorsque les joueurs changent de côté à la fin d'un jeu, ils ont droit à quatre-vingt-dix secondes maximum. Cependant, après le premier jeu de chaque manche et au cours d'un jeu décisif, le jeu sera continu et les joueurs changeront de côté sans temps de repos.
À la fin de chaque manche, les joueurs ont droit à un repos de cent vingt secondes maximum. Le temps de repos maximum commence dès qu'un point se termine et finit dès que le premier service du point suivant est servi.
- b. Si, dans des circonstances indépendantes de la volonté du joueur, ses vêtements, ses chaussures ou tout équipement indispensable (à l'exclusion de sa raquette) s'abîment ou nécessitent un remplacement, l'arbitre peut accorder au joueur un délai supplémentaire pour remédier au problème.
- c. Aucun temps supplémentaire ne sera accordé à un joueur pour lui permettre de récupérer. Cependant, pour un joueur souffrant d'une condition médicale soignable, l'arbitre pourra accorder un temps de repos médical de trois minutes pour permettre le traitement de cette condition médicale. Un joueur est autorisé à quitter le court pour se rendre aux toilettes deux fois par partie (échauffement compris) de préférence à la fin d'une manche ; il bénéficie d'un temps raisonnable pour le faire qui, en général, ne devrait pas dépasser trois minutes cumulables aux deux minutes de la pause de fin de manche.
- d. La durée de la période d'échauffement ne peut dépasser cinq minutes, à moins que les organisateurs de l'épreuve n'en aient décidé autrement.

30 ► CONSEILS

Toute forme de communication, toutes recommandations ou instructions, transmises oralement ou visuellement à un joueur, sont considérées comme étant des conseils.

Dans les épreuves par équipes où un capitaine d'équipe se trouve sur le court, le capitaine d'équipe a le droit de donner des conseils au(x) joueur(s) pendant l'arrêt de jeu de fin de manche et lorsque les joueurs changent de côté à la fin d'un jeu. Il ne pourra donner de conseils ni lorsque les joueurs changent de côté après le premier jeu de chaque manche, ni au cours d'un jeu décisif.

Dans toutes les autres parties, il n'est pas permis de donner des conseils.

Cas 1 – Est-ce qu'un joueur a le droit de recevoir des conseils si les conseils sont discrètement donnés par signes ?

Décision : Non.

Cas 2 – Un joueur a-t-il le droit de recevoir des conseils lorsque le jeu est interrompu ?

Décision : Oui.

RÈGLES DU TENNIS EN FAUTEUIL ROULANT

Les Règles du Tennis de la FIT s'appliquent au jeu de tennis en fauteuil roulant avec les exceptions suivantes.

a. La règle des deux rebonds

Le joueur en fauteuil roulant a le droit de frapper la balle après le deuxième rebond. Il doit le faire avant qu'elle n'ait touché le sol une troisième fois. Le deuxième rebond peut être à l'intérieur ou à l'extérieur des limites du court.

b. Le fauteuil roulant

Le fauteuil est partie intégrante du corps ; toutes les règles qui s'appliquent au corps du joueur sont applicables au fauteuil roulant.

c. Le service

- Le service doit être effectué de la façon suivante : immédiatement avant le début de son geste, le serveur doit avoir immobilisé son fauteuil, après quoi il peut opérer une poussée avant de frapper la balle.
- Au cours du service, le fauteuil du serveur ne doit toucher, avec aucune de ses roues, aucune partie du sol autre que celle située derrière la ligne de fond, entre les prolongements imaginaires de la marque centrale et de la ligne de côté.
- Si la technique conventionnelle du service est physiquement impossible pour un joueur tétraplégique, une autre personne peut alors lui lancer la balle. Toutefois, la même méthode de service doit être utilisée à chaque fois.

d. Le joueur perd le point si :

- Il ne peut renvoyer la balle avant qu'elle n'ait touché le sol à trois reprises.
- Conformément à l'alinéa e) ci-dessous, il utilise ses pieds ou la partie inférieure de son corps comme frein ou stabilisateur vis-à-vis du sol ou d'une roue alors que la balle est en jeu, que ce soit pendant le service, la frappe d'une balle ou pour tourner ou s'arrêter.
- Il ne garde pas le contact de l'une des deux fesses avec son fauteuil lorsqu'il frappe la balle.

e. Faire avancer le fauteuil à l'aide d'un pied

- Si sa mobilité réduite ne lui permet pas de manipuler son fauteuil avec la roue, le joueur peut le faire avec un pied.

-- Même si aux termes de l'alinéa e) ci-dessus un joueur est autorisé à faire avancer son fauteuil à l'aide d'un pied, aucune partie du pied ne doit être en contact avec le sol :

- tout au long du geste de frappe et jusqu'au moment où il frappe la balle ;
- au service, à partir du moment où le joueur commence son geste, jusqu'à ce qu'il frappe la balle.

-- Tout joueur ne respectant pas cette règle perd le point.

f. Tennis en fauteuil roulant/tennis pour joueurs valides

Lors d'une partie de simple ou de double mettant en présence un joueur en fauteuil roulant et un joueur valide, les règles du jeu en fauteuil roulant s'appliquent au joueur en fauteuil roulant, tandis que les règles du jeu usuelles s'appliquent au joueur valide : le joueur en fauteuil roulant a droit à deux rebonds, le joueur valide à un seul.

Note : On entend par partie inférieure du corps les membres inférieurs comprenant les fesses, les hanches, les cuisses, les jambes, les chevilles et les pieds.

RÈGLES D'ADMISSIBILITÉ

Le tennis en fauteuil roulant en compétition

a. Pour pouvoir participer aux épreuves de tennis en fauteuil roulant homologuées par l'ITF et aux Jeux Paralympiques, un joueur doit présenter un handicap physique moteur permanent diagnostiqué médicalement. Ce handicap physique permanent doit se traduire par une perte totale ou substantielle de la fonction motrice de l'un ou des deux membres inférieurs. Les joueurs doivent remplir au moins l'un des critères d'admissibilité suivants :

- ❶ un déficit neurologique au niveau de S1 ou supérieur, associé à une perte de la fonction motrice ; ou
- ❷ une ankylose et/ou une arthrose sévère et/ou une prothèse totale de la hanche, du genou ou des chevilles ; ou
- ❸ une amputation d'une articulation des membres inférieurs à partir de l'articulation métatarso-phalangienne ; ou
- ❹ présenter un handicap fonctionnel à l'un ou aux deux membres inférieurs, équivalant aux cas présentés ci-dessus en 1, 2 et 3.

b. Les joueurs tétraplégiques doivent également être atteints d'un handicap physique permanent comme défini ci-dessus. En outre, ils doivent présenter un handicap physique permanent résultant d'une perte substantielle de la fonction motrice à l'un ou aux deux membres supérieurs. Les tétraplégiques doivent remplir l'un des critères d'admissibilité suivants :

- ❶ un déficit neurologique au niveau de C8 ou supérieur, entraînant une perte de la fonction motrice ; ou
- ❷ une amputation d'un membre supérieur ; ou
- ❸ une phocomélie d'un membre supérieur ; ou
- ❹ une myopathie ou une dystrophie musculaire ; ou
- ❺ présenter un handicap fonctionnel à l'un ou aux deux membres supérieurs, équivalant aux cas présentés ci-dessus en 1, 2, 3 et 4.

c. Les joueurs tétraplégiques doivent également présenter au moins l'un des quatre handicaps fonctionnels suivants au niveau des membres supérieurs, quelle que soit leur limitation de la fonction du tronc :

- ❶ fonction motrice réduite, nécessaire pour effectuer un service au-dessus de la tête ;
- ❷ fonction motrice réduite, nécessaire pour effectuer un coup droit et un revers ;
- ❸ fonction motrice réduite, nécessaire pour manœuvrer un fauteuil roulant manuel* ;
- ❹ incapacité à tenir la raquette, sans l'aide d'un ruban adhésif et/ou d'un dispositif adapté.

La combinaison de l'aspect dominant ou non dominant des fonctions des membres supérieurs et du tronc sera étudiée lors de l'évaluation de l'admissibilité à la catégorie « tétraplégiques ». Pour être admis dans la catégorie « tétraplégiques », les joueurs présentant un bon fonctionnement et un contrôle suffisant du tronc devront présenter un degré plus élevé de handicap au niveau de leurs membres supérieurs que ceux dont la fonction du tronc s'avère réduite ou nulle.

d. En outre, un joueur tétraplégique doit également remplir les critères suivants :

- ❶ avoir au minimum trois membres atteints et un handicap physique permanent tel que défini précédemment ; et
- ❷ satisfaire au système de classification par point, dont la version actuelle est disponible dans le manuel de l'ITF concernant la classification des joueurs de tennis tétraplégiques ; et
- ❸ se conformer aux exigences spécifiques déterminées par la classification ; et
- ❹ se prêter de bonne grâce, en toute honnêteté, et en toute bonne foi au processus de classement ou à toute procédure afférente.

Un joueur tétraplégique ne peut utiliser l'un ou l'autre de ses pieds pour aider au déplacement du fauteuil.

Toute question ou réclamation liée à l'éligibilité d'un joueur dans le cadre de cette réglementation sera tranchée selon la procédure décrite à l'Annexe A*.

Un glossaire pour une meilleure compréhension des expressions utilisées figure à l'annexe A*.

FAUTEUILS ÉLECTRIQUES

Les joueurs présentant des limitations motrices sévères les empêchant d'utiliser un fauteuil roulant manuel et qui se servent au quotidien d'un fauteuil électrique sont autorisés à utiliser un fauteuil électrique pour jouer au tennis. Toutefois, une fois qu'un joueur a choisi de jouer au tennis en fauteuil électrique, il doit continuer à le faire dans l'ensemble des épreuves homologuées par l'ITF. En vertu

de l'Annexe A*, toute réclamation concernant un joueur utilisant un fauteuil électrique doit être adressée au Comité du tennis en fauteuil roulant de l'ITF.

** Les annexes figurent dans le Cahier des Charges du tennis en fauteuil roulant de l'année en cours (Wheelchair Tennis Handbook) édité par l'ITF en version anglaise uniquement.*

MODIFICATION DES RÈGLES DU TENNIS

Le texte officiel et définitif des Règles du Tennis sera toujours en langue anglaise et aucune modification ou interprétation desdites règles ne sera possible, sauf lors d'une Assemblée générale du conseil et à moins que la résolution comprenant telle modification ne soit annoncée à la Fédération selon les dispositions de l'article 17 de la Constitution de ITF Ltd (Annonce des résolutions). Telle résolution ou une résolution ayant un effet similaire doit être votée par une majorité des deux tiers.

Toute modification ainsi enregistrée prendra effet le premier janvier suivant, à moins que l'Assemblée n'en décide autrement par majorité des deux tiers.

Néanmoins, le Conseil de direction aura autorité pour trancher sur toute question d'interprétation urgente, sous réserve de confirmation lors de l'Assemblée générale suivante.

Cet article ne peut à aucun moment être modifié sans l'accord unanime d'une Assemblée générale du conseil.

TEAM TENNIS TOUR



LES ANNEXES

A N N E X E I

LA BALLE

- a. La surface extérieure de la balle, consistant en une couverture de tissu, doit être unie et de couleur blanche ou jaune. S'il y a un raccord, il doit être sans couture.
- b. Le cahier des charges prescrit plus d'un type de balle. La balle devra être conforme aux critères spécifiés dans le tableau ci-dessous.
- c. Tous les tests concernant le rebond, les dimensions et la déformation seront effectués en conformité avec le Règlement ci-dessous.

Cas 1 – Quel type de balle utiliser pour quel type de surface ?

Décision : Trois types de balle différents sont homologués par les Règles du Tennis, cependant :

- La balle de Type 1 (vitesse rapide) est prévue pour le jeu sur terrains à surfaces lentes.
- La balle de Type 2 (vitesse moyenne) est prévue pour le jeu sur terrains à surfaces moyennes/moyennes-rapides.
- La balle de Type 3 (vitesse lente) est prévue pour le jeu sur terrains à surfaces rapides.

	TYPE 1 (Rapide)	TYPE 2 (Moyen) ¹	TYPE 3 (Lent) ²	HAUTE ALTITUDE ³
POIDS (MASSE)	1.975-2.095 ounces (56.0-59.4 grammes)	1.975-2.095 ounces (56.0-59.4 grammes)	1.975-2.095 ounces (56.0-59.4 grammes)	1.975-2.095 ounces (56.0-59.4 grammes)
TAILLE	2.575-2.700 pouces (6.541-6.858 cm)	2.575-2.700 pouces (6.541-6.858 cm)	2.750-2.875 pouces (6.985-7.303 cm)	2.575-2.700 pouces (6.541-6.858 cm)
REBOND	53-58 pouces (135-147 cm)	53-58 pouces (135-147 cm)	53-58 pouces (135-147 cm)	48-53 pouces (122-135 cm)
DÉFORMATION AVANCÉE ⁴	0.195-0.235 pouces (0.495-0.597 cm)	0.220-0.290 pouces (0.559-0.737 cm)	0.220-0.290 pouces (0.559-0.737 cm)	0.220-0.290 pouces (0.559-0.737 cm)
DÉFORMATION RETOUR ⁴	0.265-0.360 pouces (0.673-0.914 cm)	0.315-0.425 pouces (0.800-1.080 cm)	0.315-0.425 pouces (0.800-1.080 cm)	0.315-0.425 pouces (0.800-1.080 cm)

Notes :

- 1 – Cette balle peut être pressurisée ou sans pression. La balle sans pression devra avoir une pression interne qui ne devra pas être supérieure à 1 psi (7 kPa) et doit être utilisée pour jouer en haute altitude au-dessus de 4 000 pieds (1.219 m) au-dessus du niveau de la mer et devra avoir été acclimatée pour 60 jours ou plus à l'altitude du tournoi spécifique.
- 2 – Cette balle est aussi recommandée pour jouer en haute altitude sur tous types de surface au-dessus de 4 000 pieds (1.219 m) au-dessus du niveau de la mer.
- 3 – Cette balle est pressurisée et est une balle additionnelle spécifique pour jouer en haute altitude au-dessus de 4 000 pieds (1.219 m) au-dessus du niveau de la mer seulement.
- 4 – La déformation devra être la moyenne de la lecture parmi chacun des trois (3) axes perpendiculaires. Pas plus de deux (2) lectures individuelles ne doivent différer de 0,30 pouces (0.76 cm).

RÈGLES CONCERNANT LES CONTRÔLES

- ❶ Sauf dispositions contraires, tous les tests devront être effectués à une température d'environ 68° Fahrenheit (20° Celsius), une humidité relative d'environ 60 % et, à moins que quelque chose de spécifique soit stipulé, une pression atmosphérique aux alentours de 30 pouces Hg (102 kPa). Toutes les balles devront être retirées de leurs boîtes et maintenues à cette température et à ce taux d'humidité, 24 heures avant le début des contrôles, et devront rester à cette température et à ce degré d'humidité au début des contrôles.
- ❷ D'autres normes peuvent être fixées pour les régions où les moyennes de température diffèrent de 20° centigrade, les moyennes d'hygrométrie de 60 % et les moyennes de pression barométrique de 76 cm. Les demandes d'ajustement pour de telles normes peuvent être appliquées par n'importe quelle Association Nationale à la Fédération Internationale de Tennis (ITF) et, si approuvées, devront être adoptées sur de tels sites.
- ❸ Pour tous les tests de diamètre, on utilisera un anneau de calibrage qui consistera en une plaque de métal, de préférence non corrosif, d'une épaisseur uniforme de 0,318 cm (1/8 pouce). Dans le cas de la balle de Type 1 (vitesse rapide) et de Type 2 (vitesse moyenne) il y aura dans la plaque deux ouvertures circulaires respectivement de 6,541 cm (2,575 pouces) et 6,858 cm (2,700 pouces) de diamètre. Dans le cas de la balle de Type 3 (vitesse lente) il y aura dans la plaque deux ouvertures circulaires respectivement de 6,985 cm (0,750 pouces) et de 7,302 cm (2,875 pouces) de diamètre. La surface intérieure de la jauge aura un profil convexe d'un rayon de 0,159 cm. La balle ne devra pas passer par son seul poids par l'ouverture la plus étroite, mais devra passer par son seul poids par l'ouverture la plus large, et ce quelle qu'en soit sa direction.
- ❹ La machine à utiliser pour les opérations de contrôle de la déformation des balles conformément à la Règle 3, est celle inventée par Percy Herbert Spencer, brevetée en Grande-Bretagne (brevet n° 230250), ainsi que toutes améliorations et accessoires à venir, et y compris les modifications nécessaires pour contrôler la déformation au renvoi. D'autres machines peuvent être construites qui donneront des mesures équivalentes à celles de la machine de Stevens et qui peuvent être utilisées pour les contrôles de déformation de la balle, à condition d'avoir été homologuées par la Fédération Internationale de Tennis.
- ❺ On suivra la procédure de contrôle suivante dans l'ordre prescrit :
 - a. Pré-compression. Avant de tester une balle, il faut la comprimer successivement sur approximativement 2,54 cm de chacun des trois diamètres, à angles droits les uns des autres ; ce procédé sera répété trois fois (neuf compressions au total). Tous ces contrôles seront effectués dans les deux heures qui suivent la pré-compression.
 - b. Contrôle de la masse (comme ci-dessus).
 - c. Contrôle du diamètre (comme à l'alinéa 3 ci-dessus).
 - d. Test de déformation. La balle est placée dans la machine Stevens modifiée de telle façon qu'aucun des plateaux de

la machine ne soit en contact avec le raccord de la balle. Le poids de contact est appliqué, l'index et le repère mis au même niveau et les cadrans placés à zéro. Le poids de contrôle, équivalent à 8,165 kg, est placé sur la traverse mobile et la balle est alors comprimée en tournant le volant à une vitesse uniforme de telle sorte qu'il s'écoule 5 secondes entre le moment où la traverse quitte sa base d'appui et celui où l'index arrive en face du repère. Lorsque l'on cesse de tourner le volant, on relève les indications du cadran (déformation à l'arrivée). Le volant est tourné à nouveau jusqu'à ce que le cadran indique le chiffre 10 (déformation de 2,54 cm/1 pouce). Le volant est alors tourné en sens inverse à une vitesse uniforme (afin de décompresser la balle) jusqu'à ce que l'index de la traverse mobile coïncide à nouveau avec le repère. Après dix secondes, on fera à nouveau si nécessaire coïncider l'index et le repère. On relève alors la mesure indiquée (déformation au renvoi). Cette procédure est répétée pour chaque balle sur les deux diamètres, à angle droit par rapport à la position initiale et les uns par rapport aux autres.

- e. Contrôle du rebond (comme ci-dessus). La balle doit être lâchée de 100 pouces (254 cm) sur une surface plane, rigide et horizontale. Les mesures, de la hauteur du lâcher et de la hauteur du rebond, doivent être prises à partir de la surface de la base de la balle.

CLASSIFICATION DE LA VITESSE DE LA SURFACE DE JEU

La méthode de contrôle utilisée pour déterminer la vitesse d'une surface de jeu est la méthode de contrôle ITF CS 01/01 (Indice de vitesse de jeu ITF) décrite dans la publication ITF intitulée « Étude préliminaire ITF sur les critères de performance pour les surfaces de terrains de tennis ».

Les surfaces de jeu qui se révèlent avoir un indice ITF de vitesse de jeu entre 0 et 35 seront classées dans la catégorie 1 (vitesse lente). Les exemples de types de surfaces qui correspondent à cette catégorie comprendront la plupart des terrains en terre battue et tous autres types de terrains stabilisés.

Les surfaces de terrain qui se révèlent avoir un indice ITF de vitesse de jeu entre 30 et 45 seront classées dans la catégorie 2 (vitesse moyenne/moyenne rapide). Les exemples de types de surfaces qui correspondent à cette catégorie comprendront la plupart des terrains en dur pourvus de différents revêtements de type acrylique ainsi que certains revêtements de moquette.

Les surfaces de terrains qui se révèlent avoir un indice ITF de vitesse de jeu supérieur à 40 feront partie de la catégorie 3 (vitesse rapide). Les exemples de types de surfaces qui correspondent à cette catégorie comprendront la plupart des terrains en gazon naturel, gazon synthétique et certains revêtements de moquette.

Note : Le chevauchement proposé dans les valeurs d'indices ITF de vitesse de jeu pour les catégories ci-dessus permettra une plus grande latitude dans la sélection des balles.

A N N E X E I I

LA RAQUETTE

a. Le tamis de la raquette est défini comme la surface de frappe limitée par les trous d'entrées de la corde dans le cadre ou les points de contact du cordage avec le cadre. Cette surface de frappe doit être plate et constituée d'un ensemble de cordes croisées, reliées à un cadre et alternativement entrelacées ou fixées à leurs points de croisement.

Le cordage doit être homogène dans son ensemble et en particulier pas moins dense au centre qu'à n'importe quel autre point. La raquette doit être conçue et cordée de telle façon que les caractéristiques du jeu qu'elle produit soient identiques sur ses deux faces.

La raquette doit être libre de tous ajouts, protubérances ou autres que ceux utilisés uniquement et spécifiquement pour limiter ou empêcher l'usure ou la vibration.

La dimension et la position de ces ajouts et protubérances doivent être jugées raisonnables pour cet usage.

b. Le cadre de la raquette ne pourra dépasser 73,66 cm (29 pouces) de longueur totale (manche compris). Le cadre de la raquette ne pourra dépasser 31,75 cm (12 1/2 pouces) de largeur totale. Le tamis ne pourra dépasser 39,37 cm (15 1/2 pouces) de longueur totale et 29,21 cm (11 1/2 pouces) de largeur totale.

c. Le cadre de la raquette, manche et cordage compris, doit être libre de tout ajout, et ne doit être équipé d'aucun système qui permettrait, en cours d'échange, de modifier la forme de la raquette ou l'équilibre de son poids dans son axe longitudinal, ce qui changerait son moment de torsion, ou de modifier délibérément toute propriété physique de la raquette, susceptible d'affecter sa performance. Aucune source d'énergie susceptible de modifier les caractéristiques de jeu de la raquette ne peut être intégrée ou attachée à la raquette.

A N N E X E I I I

LA PUBLICITÉ

❶ Les publicités sont autorisées sur le filet à condition d'être placées sur la partie du filet qui se trouve dans les 0,914 m (3 pieds) à partir du centre des poteaux et d'être produites de manière à ne pas obstruer le champ de vision des joueurs ou perturber les conditions de jeu.

❷ Les publicités et autres marques ou matériaux placés en fond de court et sur les côtés du court seront autorisés à condition de ne pas obstruer le champ de vision des joueurs ou perturber les conditions de jeu.

❸ Les publicités et autres marques ou matériaux placés sur la surface du court à l'extérieur des lignes sont autorisés à condition de ne pas obstruer le champ de vision des joueurs ou perturber les conditions de jeu.

❹ Les alinéas (1), (2) et (3) nonobstant, toutes publicités, marques ou matériaux placés sur le filet ou en fond de court, sur les côtés du court ou sur la surface du court à l'extérieur des lignes ne pourront contenir du blanc, du jaune ou une autre couleur claire susceptible de perturber le champ de vision des joueurs ou les conditions de jeu.

❺ Les publicités et autres marques ou matériaux ne sont pas autorisés sur la surface du court à l'intérieur des lignes du court.

ANNEXE IV

MÉTHODES ALTERNATIVES DE DÉCOMPTE DES POINTS

DÉCOMPTE DES POINTS DANS LE JEU

Systeme de décompte des points du « No-Ad »

Cette alternative peut être utilisée.

Le décompte des points dans un jeu « No-Ad » se fera comme suit (les points du serveur sont annoncés en premier) :

- Pas de point - « Zéro »
- Premier point - « 15 »
- Deuxième point - « 30 »
- Troisième point - « 40 »
- Quatrième point - « Jeu »

Si les deux joueurs/équipes ont gagné trois points, la marque est comptée « 40A » et il faudra disputer un point décisif. Le/les relanceur(s) choisiront de recevoir le service soit de la moitié droite du terrain, soit de la moitié gauche. En double, les joueurs de l'équipe qui relance ne peuvent changer de position pour recevoir ce point décisif. Le joueur/l'équipe qui gagne ce point décisif remporte le « Jeu ».

En double mixte, le joueur du même sexe que le serveur recevra le point décisif. Les joueurs de l'équipe qui relance ne peuvent changer de positions pour recevoir le point décisif.

DÉCOMPTE DES POINTS DANS UNE MANCHE (RÈGLES 6 ET 7)

1. Manches « courtes »

Le premier/la première joueur/équipe qui gagne quatre jeux remporte cette manche, à condition d'avoir une avance de deux jeux sur l'adversaire. Si le score atteint quatre jeux partout, un jeu décisif est joué.

2. Le super jeu décisif à 7 points

Lorsque le score dans une partie au meilleur des trois manches est de une manche partout, ou de deux manches partout dans une partie au meilleur des cinq manches, on jouera un jeu décisif pour décider du vainqueur. Ce jeu décisif remplace la dernière manche qui décide l'issue de la partie.

Le premier joueur qui gagne sept points remportera ce jeu décisif et la partie à condition d'avoir deux points d'avance sur l'adversaire/les adversaires.

3. Le super jeu décisif à 10 points

Lorsque le score dans une partie est de une manche partout, ou de deux manches partout pour une partie au meilleur des cinq manches, on jouera un jeu décisif pour décider du vainqueur. Ce jeu décisif remplace la dernière manche qui décide l'issue de la partie. Le premier joueur qui gagne dix points remportera ce jeu décisif et la partie à condition d'avoir deux points d'avance sur l'adversaire/les adversaires.

Notes :

Lorsque le jeu décisif de la partie est utilisé à la place de la dernière manche :

- On maintient l'ordre initial d'alternance au service (règles 5 et 14).
- En double, l'alternance des services et des retours au sein d'une équipe peut être modifiée, comme pour le début de chaque manche (règles 14 et 15).
- Avant le début du jeu décisif de la partie, il y aura un temps de repos de 120 secondes.
- Il n'y aura pas de changement de balles avant le début du jeu décisif de la partie, même s'il y a normalement changement de balles à ce moment.

ANNEXE V

RÔLES RESPECTIFS DES OFFICIELS

Le juge-arbitre est l'autorité statuant en dernier ressort pour toutes questions de droit du tennis et la décision du juge-arbitre est sans appel.

Dans les parties pour lesquelles est désigné un arbitre de chaise, l'arbitre de chaise est l'autorité statuant en dernier ressort pour toutes questions de fait au cours de la partie.

Les joueurs ont le droit de faire venir le juge-arbitre s'ils se trouvent en désaccord avec un arbitre de chaise sur une question de droit du tennis.

Dans les parties pour lesquelles sont désignés des juges de lignes et des juges de filet, ils annoncent toutes leurs lignes ou filet respectifs (y compris les fautes de pied). S'il constate une erreur évidente, l'arbitre de chaise a le droit de déjuger (« overrule ») un juge de ligne ou un juge de filet. En l'absence de juges de ligne ou de juges de filet, l'arbitre de chaise doit annoncer toutes les lignes (y compris les fautes de pied) ou tous les « let » au filet.

Un juge de ligne qui n'est pas en mesure d'annoncer une ligne doit immédiatement le signaler à l'arbitre de chaise qui prendra une décision. Si le juge de ligne n'est pas en mesure d'annoncer une ligne, ou s'il n'y a pas de juge de ligne, et que l'arbitre de chaise n'arrive pas à prendre une décision sur une question de fait, le point sera rejoué.

Dans les épreuves par équipes pour lesquelles le juge-arbitre est présent sur le court, le juge-arbitre sera également l'autorité statuant en dernier ressort pour toute question de fait.

L'arbitre de chaise a le pouvoir d'arrêter ou d'interrompre le jeu à n'importe quel moment s'il décide qu'il est nécessaire ou approprié de le faire. Le juge-arbitre peut également interrompre ou arrêter le jeu en raison de l'obscurité, des conditions météorologiques ou de l'état du terrain. Lorsque le jeu est interrompu en raison de l'obscurité, on interrompra de préférence le jeu en fin de manche, ou après un nombre pair de jeux. Après une interruption de jeu, le score reste acquis et les joueurs reprennent les mêmes positions lorsque reprend le jeu.

L'arbitre de chaise ou le juge-arbitre prendront des décisions en ce qui concerne la continuité du jeu et les conseils conformément à tout Code de conduite homologué et en vigueur.

Cas 1 – Une balle est annoncée « fautive », mais un joueur soutient qu'elle est bonne. Peut-on faire venir le juge-arbitre pour qu'il décide ?

Décision : Non. L'arbitre de chaise prend la décision finale sur les questions de fait (pour tout point relatif à ce qui s'est effectivement passé au cours d'un incident particulier).

Cas 2 – Est-ce qu'un arbitre de chaise peut déjuger un juge de ligne à la fin d'un point si, d'après l'arbitre de chaise, une erreur évidente a été commise en début d'échange ?

Décision : Non. Un arbitre de chaise ne peut déjuger un juge de ligne qu'immédiatement après que l'erreur évidente a été commise.

Cas 3 – Un arbitre de chaise annonce une balle « fautive », après quoi un joueur prétend que la balle était bonne. L'arbitre de chaise peut-il déjuger le juge de ligne ?

Décision : Non. Un arbitre de chaise ne doit jamais déjuger un juge de ligne après la contestation ou réclamation d'un joueur.

Cas 4 – Un juge de ligne annonce une balle « fautive ». L'arbitre de chaise n'était pas en mesure de voir clairement, mais pense que la balle était bonne. Est-ce que l'arbitre de chaise peut déjuger le juge de ligne ?

Décision : Non. L'arbitre de chaise peut uniquement déjuger un juge de ligne lorsqu'il est certain que le juge de ligne a commis une erreur évidente.

Cas 5 – Est-ce qu'un juge de ligne a le droit de changer son annonce après que l'arbitre de chaise a annoncé le score ?

Décision : Oui. Si un juge de ligne se rend compte d'une erreur, il faudra la corriger dès que possible, à condition que la correction n'intervienne pas après la contestation ou réclamation d'un joueur.

Cas 6 – Si un arbitre de chaise annonce une balle « fautive » et ensuite se corrige et l'annonce « bonne », quelle décision faut-il prendre ?

Décision : L'arbitre de chaise décide s'il y a eu gêne ou non pour les joueurs au moment de l'annonce « fautive ». S'il y a eu gêne, le point est rejoué. S'il n'y a pas eu gêne, le joueur qui a frappé la balle gagne le point.

Cas 7 – Une rafale de vent fait repasser une balle au-dessus du filet et le joueur passe sa raquette au-dessus du filet (comme de droit) pour essayer de jouer la balle. L'adversaire/les adversaires l'en empêchent. Quelle décision faut-il prendre ?

Décision : L'arbitre de chaise décide si la gêne était intentionnelle ou non et soit accorde le point au joueur gêné, soit demande à rejouer le point.

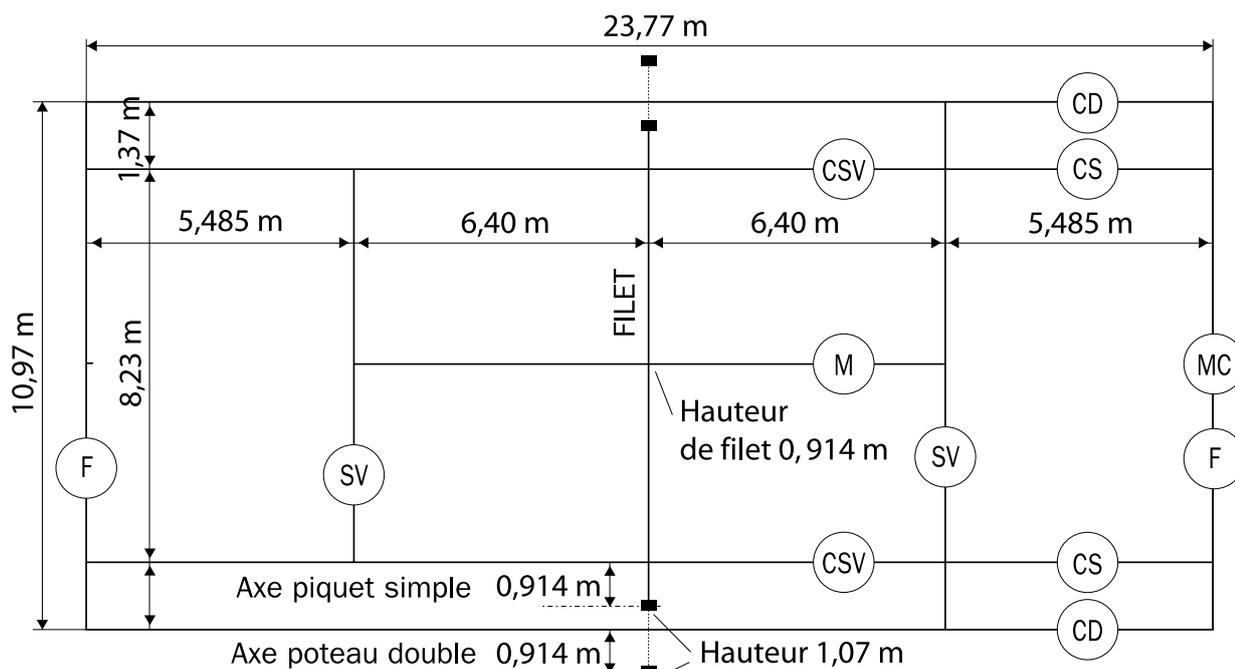
PROCÉDURE D'INSPECTION DE TRACE

- 1 L'inspection de trace peut seulement être faite sur un court en terre battue.
- 2 Une inspection de trace, demandée par un joueur (ou une équipe), devra être accordée seulement si l'arbitre de chaise ne peut pas déterminer l'annonce avec certitude de sa chaise, à la conclusion d'un point ou quand un joueur (ou équipe) arrête de jouer le point pendant un échange (les retours sont permis mais le joueur doit immédiatement arrêter).
- 3 Quand un arbitre de chaise a décidé de faire une inspection de marque, il/elle doit descendre de la chaise et faire l'inspection soi-même. Si il/elle ne sait pas où est la marque, il/elle peut demander au juge de ligne de localiser la marque, mais ensuite, l'arbitre de chaise doit l'inspecter de lui/elle-même.

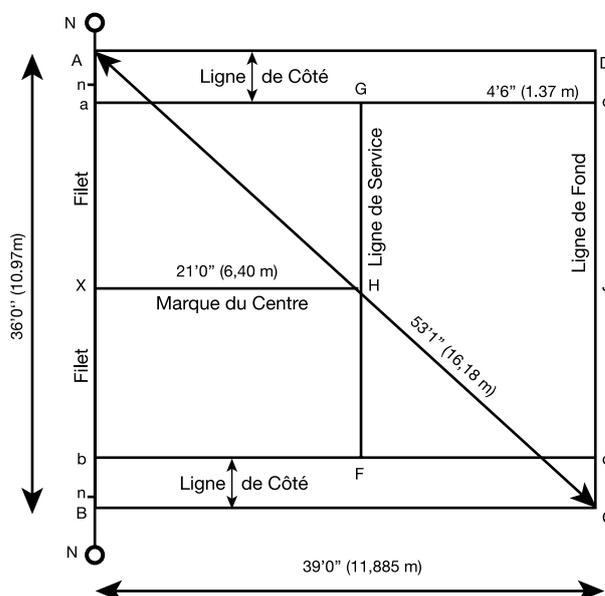
- 4 L'annonce originale ou une « overrule » (changement de décision d'un arbitre de chaise sur un juge de ligne) devra toujours être gardée si le juge de ligne et l'arbitre de chaise ne peuvent déterminer la localisation de la marque ou si la marque est illisible.
- 5 Une fois que l'arbitre de chaise a identifié et prit une décision sur la marque, cette décision est finale et ne peut être contestée.
- 6 Sur un court de tennis en terre battue, l'arbitre de chaise devra ne pas être trop rapide pour annoncer le score à moins qu'il ne soit absolument certain de l'annonce. S'il a un doute, attendre avant d'annoncer le score pour déterminer si une inspection de trace est nécessaire.

- 7 En double, le joueur qui conteste une marque doit faire sa demande de façon à arrêter le jeu immédiatement. Si une contestation est faite à l'arbitre de chaise, il/elle vérifiera en premier que la procédure d'arrêt a bien été respectée. Si cette procédure est jugée incorrecte ou trop tardive, alors l'arbitre de chaise peut considérer que l'équipe adverse a été délibérément gênée.
- 8 Si un joueur efface la marque avant que l'arbitre de chaise ait pris une décision finale, il/elle considère que la balle est bonne ou valide la contestation de son adversaire.
- 9 Un joueur ne doit pas traverser le filet pour vérifier une marque sans risquer d'être pénalisé pour une conduite antisportive suivant la procédure du Code de conduite.

DIMENSIONS D'UN TERRAIN DE TENNIS



Lignes : F : Fond – M : médiane – SV : service – CS : côté simple – CD : côté double – CSV : côté simple et service – MC : marque centrale.



SUGGESTIONS POUR LE MARQUAGE D'UN COURT

La procédure suivante s'applique pour le court qui est communément utilisé tant pour le double que pour le simple. (Voir note en bas de page pour un court à fonction unique). Premièrement, on choisit la place du filet; une ligne droite de 12,80 m (42 pieds) de long. On marque le centre (X sur le schéma ci-dessus) et, en mesurant à partir de X, on marque :

- à 4,11 m (13'6") les points a, b, où le filet croise les lignes de côté intérieures,
- à 5,03 m (16'6") les positions des poteaux (ou piquets) de simple (n,n),
- à 5,48 m (18'0") les points A, B où le filet croise les lignes de côté extérieures,
- à 6,40 m (21'0") les positions des poteaux de filet (N, N) correspondant aux extrémités de la première ligne droite de 12,80 m (42'0").

On plante des pitons aux points A et B et on leur attache les extrémités de deux mètres ruban. Sur l'un des mètres, qui mesurera la diagonale de la moitié du court, on prend une longueur de 16,18 m (53'1") et sur l'autre mètre (pour mesurer la ligne de côté), une longueur de 11,89 m (39'0"). On tend les deux rubans afin qu'ils se croisent au point C, qui représente un coin du court. On reporte les mesures afin de trouver la position de l'autre coin D. Afin de vérifier cette opération, il est conseillé à ce stade de vérifier la longueur de la ligne CD qui, étant la ligne de fond, doit mesurer 10,97 m (36'0"); on pourra marquer en même temps son centre J, ainsi que les extrémités des lignes de côté intérieures (c,d) à 1,37 m (4'6") de C et D.

La ligne médiane et la ligne de service sont alors marquées au moyen des points F, H, G qui sont mesurés à 6,40 m (21'0") du filet le long des lignes bc, XJ, ad respectivement. Pour compléter le marquage du court, on mesure l'autre côté du filet en suivant la même procédure.

Si l'on a besoin que d'un court de simple, les lignes à l'extérieur des points a, b, c, d ne seront pas nécessaires, mais le court peut être marqué comme décrit ci-dessus. Alternativement, si l'on préfère, les coins de la ligne de fond (c,d) peuvent être déterminés en joignant les deux mètres ruban en a, b au lieu d'en A et B et en utilisant ensuite des longueurs de 14,46 m (47'5") et 11,89 m (39'0"). Les poteaux de filet seront en n,n et un filet de simple de 10 m (33'0") sera utilisé.

Lorsqu'un court aménagé à la fois pour les doubles et les simples avec un filet de doubles est utilisé pour les simples, le filet doit être attaché aux points n,n à une hauteur de 1,07 m (3'6") au moyen de deux piquets de simples, qui ne feront pas plus de 7,5 cm (3 pouces) carrés ou 7,5 cm (3 pouces) de diamètre. Les centres des poteaux de simples seront à 0,914 m (3") en dehors du court de simples de chaque côté. Afin de faciliter le placement de ces piquets de simples, il est souhaitable d'indiquer chacun des points n,n avec un point blanc lorsque le court est marqué.

Note :

À titre indicatif pour les compétitions internationales, la distance minimum recommandée entre les lignes de fond et le fond du court est de 6,40 m (21 pieds) et entre les lignes de côtés et les limites latérales du court la distance minimum recommandée est de 3,66 m (12 pieds).

À titre indicatif pour les compétitions de club et le tennis de loisir, la distance minimum recommandée entre les lignes de fond et le fond du court est de 5,48 m (18 pieds) et entre les lignes de côtés et les limites latérales du court la distance minimum recommandée est de 3,05 m (10 pieds).

À titre indicatif, la hauteur minimum sous-plafond recommandée est de 9,14 m (30 pieds).